

hromson-CSF	1204	41,08	40,61
hromson-Multim. (02.00)	1204	103	100,2
otal Fina	1204	156,4	153,1
inilog (0899)	1204	130	131
jsinor	1204	15,64	15,7
ivendi (ex-CGE)	1204	111,5	115,1
TOKYO (JPY)			
Asahi Glass	1204	955	941
Canon	1204	4300	4121
Fuji Photo	1204	4540	4451
Hitachi Ltd	1204	1395	1401
London	1204	1500	4231
to	1204	700	7001
Mits	1204	3	371
Mits	1204	8	7791
N.T.T.	1204	15000	1570001
NEC (Nip.El.)	1204	150	30401
Nip Meat Packers (0699)	1204	3200	32101
Nippon Steel	1204	3980000	40100001
Nissan Motor	1204	1610	15601
Nomura Sec.	1204	5490	54901
NTT Mobile Com.	1204	671	6701
Sumitomo Bank	1204	1610	15601
Toyota Motor	1204	5490	54901
Victor Jap. (JVC)	1204	671	6701

CM
CAHIERS
MARXISTES

casino planétaire



lahsen abdelmalki
 mathieu bietlot
 francis bismans
 suzanne de brunhoff
 yves de wasseige
 jacques nagels
 hedwige peemans-poufflet
 jean-francois ramquet

avril - mai 2000 215

Les *Cahiers Marxistes*

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement

(6 numéros)

pour la Belgique 1 200 F

pour l'Union Eur. 1 400 F

hors Union Eur. 1 600 F

au compte 001-1047600-76

des *CM* (21, av. de Stalingrad,

1000 Bruxelles), ou

carte VISA/MASTERCARD

Tél + fax : 32-2-511.93.89

comité de rédaction

Mateo Alaluf, Jacques Aron,
Francis Bismans, Albert Carton,
Barbara Delcourt, Pascal Delwit,
Ouardia Derriche, Pierre Gillis,
Michel Godard, Serge Govaert,
Jean-Jacques Heirwegh, Rosine
Lewin, Jacques Moins, Jacques
Nagels, Nadine Plateau, Maggy
Rayet, Claude Renard, Jean-
Maurice Rosier, Christian
Vandermotten,
Benoît Verhaegen.

secrétariat de rédaction et mise en page

Elsa Rayet & Hélène De Noose

rédacteurs en chef

Pierre Gillis & Michel Godard

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

sommaire

- <i>édito</i>		3
- la mondialisation des marchés financiers et celle des marchés financiers asiatiques	jacques nagels	7
- de bangkok à brasilia anatomie d'une crise financière	francis bismans	29
- crise asiatique et réformes de la finance	suzanne de brunhoff	63
- notes sur la crise russe et ses effets	lahsen abdelmalki	71
- euro et capitalisme financier	yves de wasseige	81
- la miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes	hedwige peemans-poullet	91
- multiples réveils citoyens et globalisation des luttes : une société civile en voie de constitution ?	mathieu bietlot	107
- les fonds de pensions, principaux acteurs dans la spéculation financière ?	jean-françois ramquet	133
<hr/>		
- enseignement et transformations sociales	mateo alaluf	143
- l'enseignant, facteur de progrès social	jean-maurice rosier	151
<hr/>		
- <i>lectures</i>		157



casino planétaire

Au moment de boucler ce numéro, le *nasdaq* et le *dow jones* venaient de dégringoler, c'est le côté **casino** de la conjoncture. Elle conforte, à gauche, la conviction ancienne et diffuse que si les exploiters s'entre-volent à propos de châteaux en Espagne, ou au poker le samedi soir avec quelques voyous, ce n'est pas trop important, que ce qui compte, c'est la production réelle, et les rapports sociaux qui vont avec.

Au moment de lancer le projet de ce numéro, l'été passé, la nouvelle dévaluation du real brésilien de janvier 1999 semblait avoir clos un cycle commencé avec celle du baht thaïlandais en juillet 1997, suivie de celle de plusieurs autres monnaies asiatiques, en passant par celle du rouble en juillet 1998. C'était le côté **mondial** de la conjoncture qui nous interpellait. Soros par-ci, Camdessus par-là, prédateurs-spéculateurs et chiens de garde du néo-libéralisme, la finance folle fauchait les meilleurs et les plus zélés des disciples. Tant pis pour les bourgeoises *compradores* pouvait-on penser.

Or, la dimension même des phénomènes, comme celle des conséquences pour des centaines de millions de gens, obligent à considérer que, quand le casino devient mondial, c'est bien l'économie réelle qui en est affectée, et que le processus requiert un examen. Voilà l'ambition de ce premier numéro des *CM*, que nous ferons suivre d'un autre consacré à des propositions du type taxe Tobin, et à des actions plus immédiatement à notre portée comme celles qui concernent nos systèmes de pensions.

virus asiatique ?

Le détour par une analyse fouillée des événements récents nous a paru en effet nécessaire : Jacques Nagels et Francis Bismans ont mis tous leurs talents pédagogiques à rédiger les deux articles introductifs de ce numéro, et nous ne saurions trop encourager le lecteur à «s'accrocher» un peu «aux chiffres» pour en découvrir la richesse.

A propos du capitalisme, l'usage du terme métaphorique de crise a déjà joué bien des tours, comme si «le malade» devait s'affaiblir irrémédiablement, pour succomber un jour prochain à une fièvre économique plus forte que les précédentes. Ce que Nagels et Bismans nous montrent au contraire, c'est une phase de restructuration du capitalisme dans la zone Asie-Pacifique, des rapports de force entre *USA*, Japon et «tigres» sous l'égide des sociétés transnationales.

Il ne s'agit pas pour autant de minimiser le risque nouveau que des capitaux devenus massifs, fous et baladeurs font courir aux économies réelles : avec Nagels, il faut persister à critiquer la dérégulation des marchés monétaires ; mais bien voir aussi, en suivant sa description de l'action des intermédiaires financiers en Asie, que ceux-ci servent, selon son expression imagée, de «cavalerie» pour briser les défenses des pays émergents, au bénéfice *in fine* des grandes firmes transnationales qui dominent le capitalisme mondial. *A contrario*, la comparaison qu'il propose avec la stratégie chinoise de passage contrôlé au capitalisme met notamment en évidence l'importance des investissements directs au regard de la voie de financiarisation et dollarisation suivie par les «tigres».

Bismans de son côté nous rappelle d'abord le rôle particulier du Japon dans la région, et comment l'éclatement de la bulle financière japonaise de 1990 a précédé, et conditionné partiellement celui de 1997-98 pour les bourses desdits tigres et dragons. Sa chronique, outre l'intérêt documentaire, insiste en particulier sur les faiblesses structurelles de ces pays, aux économies dépendantes et extraverties qui vont être prises en ciseaux dans les mouvements du yen et du dollar. En passant, on notera combien ces pays ont peu d'échanges entre eux, mais bien une position périphérique commune.

Sur ce fond d'analyse générale, la suite du numéro est consacrée à plusieurs aspects particuliers, régionaux ou fonctionnels.

échanges inégaux

Les évolutions monétaires sont omniprésentes dans les deux analyses introductives. Outre le plaidoyer évoqué de Jacques Nagels pour un système monétaire international, il faut souligner ici combien le rapport de change s'inscrit dans un rapport de force : quand, serait-ce comme touriste, nous achetons pour «presque rien» un produit d'un pays dépendant, monnaie forte contre monnaie faible, nous sanctionnons – à technologies de plus en plus semblables – le maintien des bas revenus de ce pays, où inversement, nos produits seront «hors de prix». Au chapitre de la domination, avec la contribution de Suzanne de Brunhoff, c'est le rôle du Fonds Monétaire International - et donc des Etats-Unis - qui est mis en question, et notamment son intervention calamiteuse dans les événements de 1997. L'auteure conclut son examen de réformes annoncées en suggérant que ce sont les pratiques des pays dominants qui doivent être jugulées.

Ce sont ensuite des *«notes sur la crise russe et ses effets»* que Lahsen Abdelmalki nous propose (et qui complètent notre n°214). Les effets en question, sur un chemin qui est allé de Thaïlande au Brésil, sont ceux de possibles contagions vers la CEI et vers les PECO, bref l'ancien Comecon, dont l'auteur souligne que tous les courants d'échanges ne se sont pas volatilisés. Sur ce point, comme sur celui des buts et méthodes de ladite transition, Abdelmalki argumente pour le réalisme : la progressivité, les formes mixtes plutôt que la sur-enchère idéologique anti-étatique.

Au registre de la financiarisation, nous ne pouvons passer à côté de la construction européenne, et du lancement de l'Euro. Yves de Wasseige estime que l'absence de la livre sterling a été mésestimée, et souligne que l'intégration boursière reste à organiser. La mondialisation néo-libérale a impliqué que la construction européenne se fasse à charge des travailleurs et des allocataires sociaux européens : l'auteur, tablant sur un pronostic d'euro faible, conclut à la probable poursuite des politiques d'austérité.

perspectives

Nous repartons ensuite au Sud, avec Hedwige Peemans-Poullet. A première vue, sa contribution pourrait paraître ne viser qu'un aspect particulier, voire anecdotique de la financiarisation, celui du développement avec des femmes du «micro-crédit» dans les pays les plus pauvres. Au fil du texte, le lecteur découvrira une démonstration de l'antinomie entre solidarité, mutualisme et recours aux banques, à leur logique de profit. Leçon à méditer pour ceux qui croient malin d'introduire le loup dans notre Sécu.

Nous voilà donc déjà du côté des perspectives (et d'un prochain numéro, comme annoncé). Dans cette optique, la résistance à la mondialisation reste en quête de successeurs aux internationalistes de jadis. Mathieu Bietlot, inspiré par la mobilisation du réseau Attac, et par son articulation à d'autres réseaux, par la symbolique «de Seattle», nous propose une réflexion sur les «*multiplés réveils citoyens*», et un questionnement sur «*une société civile en voie de constitution ?*». Certaines évidences trop médiatiques et anhistoriques, le flou de certains concepts peuvent laisser sceptique, il s'agit néanmoins de susciter de bonnes questions : sur les réelles convergences, sur un internationalisme qui ne saurait mécaniquement se déduire de celui du capital (ou de la misère), ni se contenter des carences syndicales et politiques.

Nous publions enfin un article de Jean-François Ramquet sur les fonds de pension, manière décidément d'annoncer la suite, pour laquelle nous espérons que ce numéro aura mis le lecteur en appétit.

Michel Godard

hors thème

Les *CM* ont déjà souvent abordé les questions de l'enseignement. Deux des membres du comité de rédaction, Mateo Alaluf et Jean-Maurice Rosier, ayant été invités par la CGSP à prendre la parole à l'occasion de la Journée internationale de l'UNESCO, le 5 octobre 1999, sur le thème de «l'enseignant, facteur de transformation sociale», nous avons saisi l'occasion de vous donner à lire le compte-rendu de leurs interventions.

la mondialisation des marchés financiers et celle des marchés financiers asiatiques

jacques nagels*

Beaucoup de confusion règne autour de la notion de mondialisation. Certains y voient la mondialisation des échanges de biens et services. Elle n'est pas neuve : elle date du XVI^{ème} siècle. Elle a pris des proportions importantes lors de la première révolution industrielle (machine à vapeur, acier, charbon...) et avec le développement extraordinaire des moyens de transports pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Elle a encore fait un bond en avant après la deuxième guerre mondiale.

D'autres mettent l'accent sur la mondialisation des mouvements de capitaux. Elle n'est pas neuve : la vieille Europe a financé l'industrialisation des Etats-Unis, pendant la deuxième partie du XIX^{ème} siècle.

C-A. Michalet ajoute à la mondialisation des biens, des services et des capitaux, celle du capital productif. Ainsi, écrit-

* Notre camarade vient de publier une nouvelle édition de ses *Eléments d'économie politique* aux éditions de l'ULB. Par ailleurs, on relira avec profit son texte «du capitalisme sauvage au capitalisme civilisé, et du capitalisme civilisé au capitalisme débridé» dans le n° 203 des *CM*.

il, dans *Le capitalisme mondial* : «*Dans le paradigme traditionnel, le capitalisme productif est placé hors du champ de la mondialisation du capital. La transformation de l'économie internationale en économie mondiale coïncide précisément avec la fin de cette dichotomie. La mondialisation du capital productif devient partie intégrante de la mondialisation du capital*»¹.

En fait, le processus de mondialisation qui est en cours englobe ces différentes dimensions : circulation mondiale accrue des biens, des services et des capitaux ainsi que mondialisation du capital productif. Plus profondément, elle constitue la mondialisation d'une certaine forme de capitalisme, le capitalisme débridé, qui est en train de devenir hégémonique sur le plan mondial : à l'Est, au Sud, au Nord.

la mondialisation des marchés financiers et monétaires

La mondialisation des marchés financiers est un aspect particulier de la mondialisation du capitalisme. Elle est due, en grande partie, à la suppression de restrictions aux mouvements des capitaux. De 1990 à 1996, on assiste à un véritable *boom* des mouvements de capitaux privés² de la Triade vers l'Asie, en lieu principal, et vers l'Amérique latine, en second lieu.

Les investissements directs étrangers (IDE) vers les pays émergents (une cinquantaine de pays en développement qui ont des marchés boursiers) sont passés de 24 milliards de dollars* en 1990, à 163 milliards en 1997 pour baisser quelque peu en 1998 (155 milliards). Les achats d'actions d'entreprises localisées dans les pays émergents atteignaient 3.7 mil-

1. C-A. Michalet, *Le capitalisme mondial*, Paris, 1985, p.309.

2. Parmi les mouvements de capitaux privés à long terme on distingue trois catégories : les prêts bancaires, les investissements directs étrangers (IDE), les investissements en portefeuilles (achats d'actions et d'obligations). Ce sont ces deux types d'investissements qui prennent le pas sur les crédits octroyés par les banques. Ce sont eux aussi qui octroient le plus de pouvoir économique aux investisseurs.

* *ndlr* : ici, comme dans la suite du texte, il s'agit, sauf précision contraire, de *USD*, de dollars des Etats-Unis.

liards de dollars en 1990 pour culminer à 49.2 milliards en 1996 et chuter à 14.1 milliards en 1998... chute due essentiellement à la crise asiatique et ses conséquences dans le Sud et à l'Est. Les achats d'obligations privées dépassaient tout juste le milliard de dollars en 1990, pour atteindre 53.5 milliards en 1996 et chuter à 30.2 milliards en 1998 pour les mêmes raisons que les actions.

Tableau 1. La capitalisation boursière de 1990 à 1998
(en millions de dollars)

Pays	1990	1992	1994	1996	1998	% du PNB en 1998
Etats-Unis	3.059	4.485	5.067	8.484	13.451	172
Japon	2.917	2.399	3.719	3.088	2.495	52
G.B.	848	927	1.210	1.740	2.374	192
Allemagne	355	348	470	670	1.093	47
France	314	350	451	591	991	64
(Belgique)	65	64	84	119	245	90
Total pays développés	8.784	9.923	13.210	18.139	23.553	98
Total pays sous-développés	613	1.000	1.913	2.272	1.908	31
Total mondial	11.712	10.923	15.124	20.412	27.462	91

Source : International Finance Corporation, *Emerging Stock Markets, Factbook 1999*.

Sur le plan mondial, entre 1990 et 1998, la capitalisation boursière (montant des valeurs cotées en bourse) a été multipliée par 2,3 (voir tableau 1). Les pays anglo-saxons ont un taux de capitalisation (capitalisation par rapport au PNB) beaucoup plus élevé que le Japon et les grands pays d'Europe continentale. Les bourses américaines et européennes sont en hausse depuis 1990, tandis que la bourse japonaise est nettement baissière : elle a perdu un tiers de sa valeur entre 1994 et 1998. Les bourses des pays émergents triplent en valeur de 1990 à 1996 et se tassent en 1998 à la suite de la crise du Sud-est asiatique de 1997. On notera que la capitalisation boursière des pays développés constitue 93% de la capitalisation boursière mondiale.

La financiarisation internationale se manifeste également par la croissance rapide des émissions d'obligations émanant d'entreprises privées principalement localisées dans les pays de la Triade : 264 milliards de dollars en 1990 ; 482 milliards

en 1994 ; 768 milliards en 1996. Ces émissions sont libellées principalement dans les trois grandes monnaies de la triade : 37.8% en dollars ; 16.4% en deutsche mark ; 10.9% en yen. A partir de 1999, on assiste à la montée en puissance de l'euro.

Cette mondialisation financière accélère puissamment la montée du capitalisme à l'Est et au Sud; elle se traduit par des *joint-ventures* et des investissements directs en Hongrie, en République tchèque, en Pologne comme en Chine et au Vietnam; des achats d'actions d'anciennes entreprises publiques au Brésil, au Mexique, en Argentine; la création ou le développement de bourses de valeurs mobilières, de banques ou d'établissements financiers privés. Cette mondialisation des marchés financiers a aussi une incidence immédiate sur l'économie réelle. Elle facilite l'internationalisation du processus de production de biens et services.

L'internationalisation de la production (ce qui signifie l'éclatement des filières de production à l'échelle nationale) implique, principalement pour les pays de la vieille Europe, des **délocalisations importantes** d'activités de production de biens et de services vers le reste du monde et des **infiltrations massives** de capitaux étrangers en Europe dans ses entreprises privées jadis nationales.

Tous ces traits caractérisent la mondialisation de la sphère productive qui est au cœur de la mondialisation actuelle du capitalisme débridé. Certes, il y a financiarisation de l'économie en ce sens que la croissance de la sphère financière est plus rapide que celle de l'économie réelle et il y a, on le verra, mondialisation de l'intermédiation financière. Je ne pense pas qu'il faille exagérer le rôle de la sphère financière par rapport au capital productif. François Chesnais a tendance à lui accorder une importance excessive en disant : *«le capital-argent³ se dresse comme une force pleinement autonome face au capital industriel, ne laissant à celui-ci qu'une alternative : ou bien accentuer le mouvement dans le sens de l'interpénétration profonde avec le capital-argent, ou bien se soumettre à ses exigences»⁴*. La décision économique fondamentale (investir ou non, restructurer ou non, privilégier tel ou tel créneau,

3. Par *capital-argent*, F. Chesnais entend l'intermédiation financière.

4. F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, 1994, p. 37.

transférer un segment de production dans un pays-atelier, accroître le pourcentage de chiffre d'affaires consacré à la Recherche-Développement) est prise au sein de la sphère de production. Une fois la décision prise, la firme transnationale négocie avec son ou ses banquiers qui, par vocation, ne s'immiscent pas dans ce type de décisions. La sphère réelle leur échappe. Elle ne fait pas partie de leur métier. Ils n'imposent pas des exigences. Ils jugent de la solvabilité et de la liquidité de leur client. En fonction de la situation sur les marchés des capitaux, ils participent à la construction du financement.

La mondialisation des marchés financiers va de pair avec la dérégulation mondiale des marchés monétaires.

Le dollar flotte, le yen flotte, l'euro flotte vis-à-vis du dollar et du yen. Le moindre différentiel de taux d'intérêt, l'anticipation des variations de taux de change fondée sur des éléments tantôt rationnels tantôt absolument irrationnels, engendrent des mouvements massifs de capitaux à court terme d'un point à l'autre de la planète.

Les informations sont accessibles partout en temps réel. Le nombre de places financières et de bourses s'est considérablement accru. Limité jadis à quelques *happy fews* (banques multinationales, trésoriers de firmes transnationales...), le nombre d'acteurs a augmenté: il englobe les fonds de pension, les fonds d'investissement et de placement, les compagnies d'assurance et d'innombrables petits et moyens investisseurs. Le prochain point y sera consacré.

Les programmes informatiques, semblables à Tokyo, Singapour, Londres, Francfort ou Wall Street, font que quand une donnée varie et atteint un certain seuil (par exemple: 1 dollar = 1 euro) tous les programmes invitent les détenteurs de fonds à effectuer la même opération au même moment. Mille milliards de dollars peuvent ainsi circuler, en vingt-quatre heures, d'un endroit à l'autre. Aucune institution internationale, aucune Banque centrale ni même une action coordonnée de la *Federal Reserve* américaine, de la Banque centrale européenne et de la Banque centrale du Japon, ne peuvent enrayer un tel mouvement. La dépréciation du dollar d'une quinzaine de pour cent vis-à-vis du yen et du deutsche mark entre la fin de 1994 et le printemps 1995 et sa remontée de mars 1995 à l'été 1999, comme tous les mouvements spé-

culatifs vis-à-vis de la lire italienne, de la peseta espagnole, de l'escudo portugais, de la livre irlandaise et du franc français entre 1992 et 1994, les attaques contre les monnaies asiatiques en 1997, contre le rouble en 1998 et le real en 1999 l'attestent.

Ces mouvements de capitaux erratiques et les variations de taux de change qu'ils engendrent ont des conséquences immédiates sur l'économie réelle et donc sur la vie quotidienne. Quand le dollar américain perd 15% en trois mois, cela signifie, par exemple, que les réserves monétaires officielles des pays du tiers monde libellées à 75% en dollars sont amputées d'autant; cela signifie pour les pays exportateurs de pétrole cotés en dollars une chute de leurs recettes en devises, etc.

De surcroît, la libéralisation internationale des capitaux agit comme **une contrainte inouïe** sur les politiques économiques des gouvernements nationaux. Si, par exemple, un pays devait décider seul d'une diminution du taux d'intérêt pour relancer la consommation et l'investissement intérieurs ou s'il devait prendre l'option de lâcher un peu de lest en matière budgétaire, sa monnaie serait attaquée dans l'heure. Donc la dérégulation internationale régule les politiques nationales.

Les mouvements de spéculation qu'on a connus, depuis 1971 sur le yen, le deutsche mark et le dollar seront remplacés par des mouvements de spéculation sur le yen, l'euro et le dollar aussi longtemps qu'un système monétaire international (du genre du Bretton-Woods) ne liera pas les monnaies entre elles.

Les spéculations sur la lire, l'escudo ou la peseta paraîtront comme de mini-spéculations par rapport aux méga-spéculations du XXI^{ème} siècle.

Il reste encore, dans de très nombreux pays des cinq continents, un vaste espace que le débridement n'a pas encore entamé. En Chine et au Vietnam, le capitalisme progresse à grands pas, mais il demeure encadré. De nombreux pays d'Amérique latine maintiennent des garde-fous. En Europe occidentale, la protection sociale et la réglementation du marché du travail restent à un niveau élevé dans la plupart des pays de l'Union Européenne. En Belgique, les travailleurs ont, envers et contre tout, sauvé l'indexation des salaires.

Mais, le débridement gagne du terrain. Au Nord, à l'Est, au Sud. Et il érige ses propres barrières.

En effet, l'humanité ne peut pas se donner comme projet de société un monde où une personne sur trois dans les pays en développement, soit 1.3 milliard de personnes, vit au-dessous du seuil de pauvreté ; un monde où plus d'un milliard d'individus n'ont pas même accès aux prestations sociales de base (soins de santé élémentaires, éducation de base, eau potable)⁵ ; un monde où plus d'un tiers des enfants dans les pays en développement souffrent de malnutrition et d'insuffisance pondérale; un monde où, dans les pays les plus industrialisés, une quarantaine de millions de gens sont au chômage, où la précarité d'existence s'accroît et où la distribution du revenu national devient de plus en plus inégalitaire.

l'intermédiation financière internationale

Les acteurs financiers, c'est-à-dire ceux qui dominent les marchés financiers et monétaires, connaissent une montée en puissance terrifiante. Ils peuvent faire ou défaire une monnaie, éperonner la croissance d'un pays ou la casser.

Si les forces financières montent en flèche, ce ne sont pas les forces principales du capitalisme mondial. Celles-ci sont constituées par les firmes transnationales - mammoths de l'aéronautique, de l'électronique, des secteurs pharmaceutiques et chimiques, les compagnies pétrolières, les constructeurs d'automobiles... Après la crise ce sont elles, qui vont par exemple transnationaliser les économies des pays Asie «4 + 1», pénétrer le capital national, racheter des entreprises en faillite. Pour utiliser une image militaire, disons que les *hedge funds* jouent le rôle de la cavalerie, des *panzerdivisionen*. Elles ouvrent des brèches béantes, elles déstabilisent. Ensuite le gros de l'armée occupe une partie du terrain.

La responsabilité des intervenants financiers occidentaux - principalement américains - est écrasante dans la crise du Sud-Est asiatique... comme elle l'était d'ailleurs dans la crise mexicaine de fin 1994, début 1995. Ces intervenants financiers ont de tels moyens à leur disposition qu'ils peuvent, dès

5. PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement), *Rapport sur le développement humain 1995*, Paris, 1995, p. 17.

que les marchés des capitaux sont libérés, ébranler n'importe quelle monnaie d'un pays du Sud ou de l'Est et y provoquer un *krach* boursier.

Les principaux intervenants sur les marchés financiers sont à l'heure actuelle ce qu'on appelle les investisseurs institutionnels (les *zinzins*) en traduisant littéralement de l'anglais *institutional investors*. On y retrouve trois grandes catégories : les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les fonds de placement ou sociétés d'investissement (*investment trusts*)⁶. Nous les étudierons ci-après.

En dehors des investisseurs institutionnels il y a évidemment d'autres intervenants que nous ne faisons que citer :

° les **grandes firmes multinationales**, qui peuvent avoir en portefeuille des actifs financiers, et qui surtout disposent de trésoreries importantes leur permettant d'intervenir sur les marchés monétaires ;

° les **banques**, par des octrois de crédits à court terme et leurs interventions directes sur les marchés de devises ;

° les **investisseurs de détail** ;

° tous les **intervenants locaux** : banques, entreprises de production, intermédiaires financiers...

les fonds de pension

Les systèmes de pensions par capitalisation individuelle, qui constituent une **forme de privatisation**, prennent une importance croissante au détriment des systèmes de sécurité socia-

6. Le mot *institutionnel* peut prêter à confusion. Il s'agit d'institutions financières gérées par des professionnels ou des *institutionnels* qui placent l'épargne des particuliers ou des entreprises sur les marchés des capitaux. On les oppose aux *investisseurs de détail* qui placent les épargnes pour leur propre compte. Les progrès technologiques en matière de communication permettent de traiter de vastes flux d'informations en temps réel. Les *produits financiers* sont de plus en plus sophistiqués, ce qui explique l'*institutionnalisation* ou la *professionalisation* des marchés de capitaux. La déréglementation des économies a creusé l'écart entre riches et pauvres... En même temps, le nombre de ménages riches et très riches augmente. Ils s'adressent à des investisseurs institutionnels. Inutile d'ajouter que la libéralisation des marchés des capitaux a permis aux *zinzins* de s'implanter partout dans le monde et de *travailler* tous les marchés monétaires et boursiers.

Tableau 2. Evolution des actifs des zinzins 1985/1996
(en milliards de dollars et en % du PNB)

	Fonds de pension		Comp. d'assurances		Soc. d'investissement		Total				
	1996		1996		1996		en 1996				
	USD	%PNB	USD	%PNB	USD	%PNB	USD	%PNB			
E.U.	1.600	4.752	62	1.095	3.052	40	770	3.539	46	11.343	148
Japon	6	442	10	271	1.957	38	305	420	9	2.819	57
Allem.	-	65	3	155	692	29	42	134	6	891	38
France	22	86	6	74	582	38	204	529	34	1.197	78
G.B.	-	897	77	190	792	72	68	188	16	1.877	165

Source : Bank for International Settlements, *68th annual report*, Bâle, juin 1998, pp. 83 et suiv.

le qui se fondent sur un principe de solidarité nationale. Les fonds de pension sont alimentés par les contributions des ménages et de leurs employeurs. Ils placent ces épargnes en actifs : actions, obligations, fonds d'Etat, comptes à terme...

Les actifs des fonds de pension sont passés dans la zone OCDE d'un peu moins de 29% du PIB en 1987 à près de 38% (soit environ 8.700 milliards de dollars) en 1996⁷. Dans les pays anglo-saxons, le système par capitalisation l'emporte et atteint 62% du PIB aux Etats-Unis, 77% en Grande-Bretagne, 40% au Canada. Dans les grands pays de l'Europe continentale - France, Allemagne, Italie - les pourcentages du PIB oscillent autour de 5%. Les Pays-Bas constituent l'exception : les actifs des fonds de pension y atteignent 92% du PIB. Le marché du travail comme le système des pensions se conforment de plus en plus au modèle américain.

Les actifs des fonds de pensions américains (*USA*) et anglais (*UK*) constituent près des deux tiers (64.9%) du total des actifs des fonds de pension de l'OCDE et les Etats-Unis interviennent pour plus de la moitié (54.6%).

Pour se faire une idée de l'importance financière des seuls fonds de pension, on peut les comparer à la somme cumulée des PNB des pays asiatiques en crise : ils sont huit fois plus élevés en 1996... 8.700 milliards par rapport à 1.071 milliards de dollars.

La Thaïlande a un PNB de 184 milliards de dollars... soit 2% des actifs des seuls fonds de pension !

les compagnies d'assurance

Les compagnies d'assurance-vie forment le plus important segment des activités des compagnies d'assurance : 75% aux *USA*, 85% au Japon, 75% en France... Elles perçoivent des primes d'assurances versées par les particuliers ou par les entreprises soit pour leurs activités liées à l'assurance-vie, soit pour les autres formes d'assurance. Leurs actifs sont similaires à ceux des fonds de pension.

La croissance du secteur des assurances a été particulièrement forte dans les pays où, en début de période, les fonds

7. OCDE, *L'observateur de l'OCDE*, juin-juillet 1998, p. 23.

de pension étaient peu développés : Japon, Allemagne, France.

Pour les onze pays les plus «capitalisés» de l'OCDE, les actifs des compagnies d'assurance s'élevaient à 7.982 milliards de dollars, soit un peu moins que ceux des fonds de pension. La force de frappe des compagnies d'assurance est du même ordre de grandeur que celle des fonds de pension et les observations relatives à ceux-ci valent pour celles-là.

les sociétés d'investissement

Les sociétés d'investissements comprennent aussi bien les fonds communs de placement (*mutual funds*) que les *hedge funds*. La différence essentielle entre les deux réside dans le niveau du risque des opérations et dans leur degré de liquidité. Les *hedge funds* ont la réputation de prendre plus de risques, d'avoir des rendements plus élevés, de se placer à plus court terme et d'être particulièrement actifs sur les marchés monétaires.

«Selon les estimations, écrit le rapport 1999 de la Banque des Règlements Internationaux, il existait, à la mi-1998, au moins 1.200 fonds spéculatifs détenant un total de fonds propres supérieurs à 150 milliards de dollars. Ces institutions échappent à certaines réglementations concernant la communication d'informations et l'effet de levier, en limitant leur clientèle à un petit nombre d'investisseurs fortunés et en opérant souvent à partir des centres extra-territoriaux. Elles cherchent à obtenir des taux de rendement élevés en plaçant des montants considérables de capitaux empruntés dans un large éventail d'instruments financiers»⁸. Ainsi le fonds spéculatif *Long term capital management - LTCM* disposait d'un effet de levier de 25, c'est-à-dire qu'il avait des actifs de 125 milliards de dollars pour des fonds propres de 4.8 milliards. Si un effet de levier moyen est aux alentours de 10, les fonds spéculatifs peuvent donc mobiliser 1.500 milliards.

Les sociétés d'investissement, toutes catégories confondues, sont très présentes sur les marchés monétaires : 25% de leurs actifs aux Etats-Unis, 45% en France, 29% au Japon, 16% en Allemagne. Les fonds de placement anglo-saxons ont une

8. Banque des Règlements Internationaux, *69^{ème} Rapport annuel*, Bâle, 7 juin 1999, p. 105.

nette préférence pour les actions, tandis que les pays d'Europe continentale se placent plutôt sur les marchés obligataires. Ici encore les Pays-Bas constituent l'exception : 54 % de leurs actifs sont placés en actions.

Alors que la France, qui a encore un système de sécurité sociale fondée sur la solidarité, était peu présente dans les fonds de pension (6% du PNB), elle est très active dans les sociétés d'investissement (34% du PNB)... ce qui la range à la deuxième place après les Etats-Unis (46% du PNB). Le succès des SICAF l'explique largement.

La somme des actifs des dix pays les plus présents dans les sociétés d'investissement, atteint 5.649 milliards de dollars⁹.

observations terminales sur l'intermédiation financière

En 1996, le total des actifs des investisseurs institutionnels des dix pays les plus riches de l'OCDE s'élevait à 22.331 milliards de dollars. Le PNB thaïlandais en représente 0.008%, donc moins de 1%.

D'après la Banque des règlements internationaux, 1% des seuls actifs en actions des investisseurs institutionnels représente 27% de la capitalisation boursière des pays asiatiques émergents. En parlant des *hedge funds*, elle ajoute qu'ils ont acquis une notoriété grâce à leur politique d'investissement agressive et au caractère relativement secret qui entoure leurs activités¹⁰.

Il est assez piquant de noter la fermeté du FMI, de la Banque Mondiale et de toutes les instances financières internationales à l'égard de la non-transparence en Corée du Sud, en Indonésie, en Malaisie... et leur extraordinaire tolérance à l'égard de l'opacité des flux de capitaux privés internationaux. Certes on a des indications : on sait qu'un groupe de *hedge funds* a placé pour plus de 360 millions de dollars en «Asie émergente» en décembre 96 ; que ce même groupe a com-

9. Pour l'anecdote, le Grand-Duché de Luxembourg se situe à la quatrième place mondiale après les Etats-Unis, le Japon et la France. Les actifs de ses fonds de placement atteignent 1.840% de son produit national...

10. Banque des Règlements Internationaux, *rapport cité*, p. 93.

mencé à se désengager d'Asie en avril 1997 et que de mi-97 à janvier 98 plus de 240 millions de dollars ont fui les pays émergents d'Asie¹¹. Nonobstant cela, ajoute la BRI, «*il n'y a pas d'évidence statistique que ces fonds ont agi comme un groupe et ont, à quelque moment que ce soit, pendant ou après l'été 1997, pris des positions contre les monnaies asiatiques*»¹². L'argumentation est diabolique. Bien sûr que ce groupe de *hedge funds*, qui agit relativement secrètement comme l'admet le BRI, n'a pas signé de communiqué de presse, n'a pas averti officiellement le FMI ou la BRI; probable que leurs dirigeants ne se sont pas rencontrés. Il n'y aurait donc pas eu de complot comme l'aurait insinué le Premier ministre malais¹³.

Il se fait que les dirigeants de ce groupe de *hedge funds* disposent en temps réel de toutes les informations relatives à chaque marché boursier, à chaque marché monétaire des pays asiatiques. Ils travaillent avec des programmes informatiques similaires qui réagissent à des clignotants... et pas mal de clignotants viraient au rouge dans les premiers mois de 1997. Les *hedge funds* ont réagi de concert... peut-être sans concertation. Que cela change-t-il ? Il en est la plupart du temps ainsi dans une économie de marché... les décideurs réagissent aux clignotants du marché. Cela diminue-t-il leur responsabilité ? Elle est affligeante. En effet, quand les décideurs financiers réagissent aux clignotants en retirant en quelques mois quelques centaines de millions de dollars, ils savent parfaitement qu'ils provoquent, ou pour le moins, accélèrent la chute des cours et la débâcle des monnaies locales. Telle est, en effet, la logique du marché. Pour entraver cette logique, il faut mettre des garde-fous, c'est-à-dire des réglementations qui freinent les mouvements erratiques des capitaux.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. Il n'y a vraisemblablement pas eu complot, tout simplement parce que chaque opérateur sur le marché est le concurrent de chaque autre opérateur : concurrents sur les marchés, mais solidaires si l'un d'entre eux risque la faillite. Parfois concurrents, parfois partenaires, les relations entre les *zinzins* sont complexes. Certes *complot* est un grand mot, mais que les *hedge funds* se mettent ensemble pour faire un coup n'est pas à exclure.

Après les premiers mois de la crise asiatique, même des économistes libéraux mettent en doute les bienfaits de la libéralisation des marchés de capitaux. Dans *Foreign Affairs*, le professeur J. Bhagwati de l'Université de Columbia et éminent spécialiste des relations économiques internationales, estime que les avantages issus de la mobilité du capital ne sont pas évidents¹⁴ et il ajoute qu'après tout, la Chine et le Japon ont connu des périodes de croissance remarquable sans libéralisation des mouvements de capital, de même que l'Europe après la deuxième guerre mondiale. Dans un récent essai, le professeur D. Rodrik de l'Université de Harvard, écrivait : «*Il n'est pas évident que la mobilité du capital va résoudre quelques uns de nos problèmes... et il y a quelques raisons de croire qu'elle va les aggraver*»¹⁵.

la financiarisation du pôle économique asiatique

La financiarisation de la zone asiatique ne se comprend que dans le cadre de la financiarisation de l'économie mondiale.

L'ouverture au capital étranger va de pair avec la stratégie du tout à l'exportation. Les flux de capitaux évoluent le plus souvent parallèlement aux flux des marchandises. Dans le point suivant, on traitera des investissements directs étrangers et plus particulièrement de la Chine. On s'attardera, ensuite, aux autres formes de financement étranger et particulièrement celles des autres pays du pôle asiatique.

les investissements directs étrangers

On constate immédiatement que le pôle de développement asiatique – que la Banque mondiale nomme Asie de l'Est et du Pacifique – attire un pourcentage croissant des investissements directs étrangers (IDE) : 43% en 1980 et 50% en 1996. L'Asie du Sud (Inde, Pakistan...) est mal lotie : 3.4 milliards en 1996.

14. J. Bhagwati, «The Capital Myth», in *Foreign Affairs*, mai-juin 1998.

15. D. Rodrik, «Who needs the capital-account convertibility ?», in *Should the IMF pursue capital-account convertibility ? Essay in International Finance*, n° 207, Princeton University, 1998.

La Chine s'accapare la part du lion : 40 milliards à elle seule, c'est-à-dire plus que toute l'Amérique latine et les Caraïbes (38 milliards) et 70% des IDE vers le pôle asiatique. La concentration des IDE vers le tiers-monde est donc extrêmement forte.

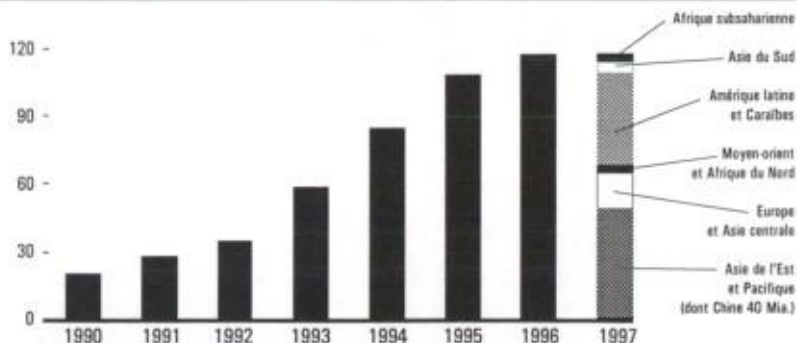
Tableau 3. Evolution des IDE vers quelques pays du pôle asiatique de 1980 à 1996 (base annuelle en milliards de \$ constants)

Pays	1980	1996
Chine	3.5	40.1
Corée	0.8	2.3
Singapour	5.5	9.4
Indonésie	1.1	7.9
Thaïlande	2.4	2.6
Malaisie	2.3	4.5
Philippines	0.5	1.4
PVD	23.6	118.7
Asie de l'Est et Pacifique	10.3	58.6

Source : Banque Mondiale, *Rapport 98-99*, tableau 21.

Le tableau 3 ci-dessus fournit l'évolution à moyen terme. Le graphe suivant montre l'explosion des IDE en fin de période. D'une trentaine de milliards en 1991, ils sont passés à 120 milliards en 1996, dont un tiers en Chine.

Tableau 4. Evolution des investissements étrangers directs dans les pays en voie de développement (en milliards de dollars)



Source : Banque mondiale, 1998.

Cette analyse des IDE vers le pôle asiatique se concentre sur la Chine parce qu'elle en est la principale bénéficiaire. Jusqu'ici nous n'avons mis en évidence que les flux annuels. Voyons le stock de capital fixe, c'est-à-dire les IDE cumulés pendant la dernière période. En 1990, la Chine disposait d'un stock de 18.5 milliards et en 1997 de 217.2 milliards, soit un multiplicateur de 11.7 en sept ans¹⁶. Les autres pays asiatiques les plus favorisés par les IDE, à savoir l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ne bénéficient que d'un multiplicateur de 1.7 pour l'Indonésie, 3.2 pour la Malaisie et 2.9 pour la Thaïlande. Dans les années 90, les IDE se sont focalisés sur la Chine.

Il y a à cela différentes raisons.

Une première explication, tout à fait générale, réside dans la financiarisation de l'économie mondiale qui a permis une levée de fonds sans précédent. Nous en avons parlé.

Une deuxième explication, exogène à la Chine, réside dans la politique de change du Japon. De 1985 à 1987 le yen s'est considérablement apprécié : de 250 yen pour un dollar en 1985 à 125 yen pour un dollar en 1987. Cette appréciation (*endaka* en japonais) a incité les entreprises japonaises à délocaliser leurs entreprises vers le reste de l'Asie : le flux des IDE japonais est passé de 44 milliards en 1985 à 201 milliards en 1990. La Chine a « profité » de cette délocalisation, soit directement soit indirectement par le biais de Hong-Kong, Singapour et Taïwan.

Les deux premières explications se situent du côté de l'offre... la troisième concerne la demande. La politique chinoise a adopté un cours nouveau en 1978 avec l'arrivée de Teng Tsiao-Ping au pouvoir. Avant 1978, l'IDE en Chine était inexistant. A partir de 1980 les zones économiques spéciales (ZES) furent créées. Les ZES sont « *des zones franches où les importations de biens intermédiaires et les exportations sont exonérées de droits de douane, où les salaires sont très faibles et où les nouvelles entreprises (chinoises ou étrangères) bénéficient d'importantes exonérations fiscales temporaires* »¹⁷. Ces zones côtières, véritables paradis fiscaux, furent situées près

16. United Nations, *World Investment Report*, New-York, 1998.

17. Maddison A., *L'économie chinoise*, p. 97.

des entités «ethniquement» chinoises : Shenzhen près de Hong-Kong est la plus importante. Elle comptait 23.000 habitants en 1979 et 3 millions en 1997. Face à Taïwan et près de Macao d'autres ZES furent créées. Le développement de ces ZES fut foudroyant et il explique pour une large part le raz de marée des IDE vers la Chine. En effet, 63% des IDE localisés en Chine proviennent de Hong-Kong, Taïwan et Singapour. Dans ces ZES qui longent la muraille de Chine de Shangaï à l'île de Hainan, devenue ZES en 1988, un capitalisme «pur sang» fleurit. Il va de soi que, sur le plan intérieur, on crée une économie duale : une région côtière, riche, affranchie d'impôts, et une Chine intérieure beaucoup moins développée.

La Chine a axé sa politique sur le développement des IDE. Par rapport aux autres formes de financement international (crédit, prise de participation) les IDE ont deux avantages. En premier lieu, ils sont fixés dans les pays et donc moins volatiles. Bien évidemment, la firme transnationale peut désinvestir... mais cela va à l'encontre de sa propre stratégie du moins pendant un certain nombre d'années. En second lieu, ils vont de pair avec des transferts de technologie, de *know-how* etc.

les autres formes de financiarisation

La politique chinoise, particulièrement prudente, s'est bien gardée de se lancer trop tôt et à bride abattue sur les marchés boursiers. Certes les bourses de Shangaï et de Shenzhen se sont développées : la capitalisation boursière est passée de 2 milliards de dollars à 113.7 milliards en 1996.

Par rapport au PNB, le *ratio* reste des plus modestes : 13.8%.

Nous allons mettre l'accent sur la financiarisation des cinq pays qui vont être frappés par la crise du Sud-Est asiatique : Corée, Malaisie, Thaïlande, Indonésie et Philippines, que la Banque mondiale nomme Asie «4+1»... le 1 représente la Corée, qui à tous points de vue est fort différente de Asie «4». Par opposition, nous fournirons les chiffres de la Chine et de Taïwan qui ont peu souffert de la crise.

les bourses

L'expansion des marchés boursiers date de la fin des années 80. La capitalisation des marchés émergents (pays à bas et à

moyens revenus) est passée d'une centaine de milliards de dollars en 1983 à 2.272 milliards en 1996.

Tableau 5. Indicateurs de certains marchés boursiers asiatiques en 1989 et 1996

	Capitalisation boursière (milliards de \$)		% de la capitalisation par rapport au PNB		Valeurs traitées (milliards de \$)	
	1989	1996	1989	1996	1989	1996
Corée	140	138	63	29	121	177
Malaisie	39	307	102	309	7	173
Thaïlande	25	^o 141	35	84	13	^o 57
Indonésie	2	91	2	40	0.5	32
Philippines	12	80	28	98	204	25
Chine	0	113	-	14	-	256
Taiwan	237	273	159	100	965	470

^o1995. En 1996, la Thaïlande a été affectée par une crise boursière car la capitalisation était déjà tombée à 99 milliards et les valeurs traitées ont chuté de 57 à 44 milliards.

Source : International Finance Corp., *Emerging Stock Markets, Factbook 1999*.

Le tableau 5, ci-dessus, fournit quelques indications chiffrées plus récentes.

La financiarisation en Asie du Sud-Est a été plus rapide qu'en Amérique latine et qu'en Afrique : elle atteint les 1.143 milliards de dollars en 1996 pour les sept pays repris dans le tableau.

Une croissance économique forte – de l'ordre de 7% par an – favorise la capitalisation : les entreprises de production croissent, émettent de nouvelles actions qui trouvent acquéreurs sur les marchés boursiers. Cela permet aux entreprises d'accéder à d'autres sources de financement que le crédit bancaire, souvent canalisé dans les pays émergents, vers les toutes grandes entreprises. Cette capitalisation boursière va de pair avec l'internationalisation de la financiarisation. Même si, comme en Indonésie et en Corée, la libéralisation des capitaux à long terme était encore limitée – première entrave que le FMI va faire sauter – les investisseurs institutionnels occidentaux se placent en actions locales. Quand le marché boursier est haussier, la financiarisation à son tour, accélère la croissance.

De 1983 à 1996, les privatisations importantes ont touché les cinq pays en crise. Celle-ci alimente la capitalisation boursière et l'introduction du capital international dans le pays.

En troisième lieu, la libéralisation conditionne la financiarisation de l'économie. La Chine qui, de toute la zone asiatique émergente attire le plus de capital étranger, a peu libéralisé son marché boursier : en 1996, la capitalisation ne s'élevait qu'à 14% de son PIB. La Chine a tablé, comme nous venons de le voir, sur les IDE ce qui évidemment court-circuite la bourse.

En 1983, la capitalisation boursière de la Corée était insignifiante : 5.3% du PNB. En 1989, elle atteignait 140 milliards et elle s'est stabilisée par la suite. Taïwan a suivi une progression similaire. Puisque la croissance économique était forte de 1989 à 1996 – son PNB a doublé pendant la période – le ratio capitalisation/PNB a diminué. La capitalisation boursière de la Malaisie a été multipliée par 8 de 1989 à 1996 et atteint le record de 309% (capitalisation/PNB). La Thaïlande et les Philippines ont eu le même parcours : bourses relativement peu importantes en 1989 – elles «scoraient» à 3.8% et 4.3% du PNB en 1983 – elles se sont fortement développées pour se rapprocher des 100% du PNB en 1996. Djakarta n'existait pas au plan boursier en 1989 et multiplie sa capitalisation par 45 de 1989 à 1996 pour atteindre 40% du PNB.

En dehors de la Chine, toute la zone a connu un processus de capitalisation boursière ultra rapide. Si on compare les ratios de capitalisation boursière asiatique avec ceux des grands pays d'Amérique latine, on constate une grande différence de niveau : Brésil : 27%; Mexique : 32%; Argentine : 15%.

les crédits bancaires

Un deuxième indicateur de la financiarisation réside dans une croissance des crédits bancaires qui dépasse celle de l'économie réelle. Il en résulte des endettements privés qui excèdent de loin les ratios des pays développés : les Etats-Unis atteignent 65%, l'Europe occidentale 89%... la Malaisie 95% et la Thaïlande 105% (voir tableau 6 ci-après). Cette croissance annuelle de plus de 15% de 1990 à 1997 dans quatre des cinq pays en crise excède de très loin les *ratios* d'Amérique latine : le Mexique atteint 7%, le Brésil 2% et

l'Argentine 4%. Ce gonflement des crédits bancaires en Asie est donc tout à fait exceptionnel.

Tableau 6. Croissance des crédits bancaires au secteur privé et taux de croissance du PIB

	Taux de croissance annuel des crédits (1990-97)	Taux de croissance du PIB (1994-96)	Parts des crédits dans le PIB (1997, %)
Corée	12	8	64
Malaisie	16	9	95
Thaïlande	18	8	105
Indonésie	18	8	57
Philippines	18	5	52

Sources : Banque des Règlements Internationaux, *Rapport 1997*, Bâle, 1998, p. 119 et Banque Mondiale.

La croissance de l'économie réelle sous-tend l'expansion du crédit d'autant plus que cette croissance réelle est de longue haleine : «*la dernière année où la Thaïlande ait eu une croissance inférieure à 5% date de 1972, l'Indonésie en 1985 et la Malaisie en 1986*»¹⁸. Les agents économiques deviennent euphoriques... et pensent que la forte croissance est éternelle. Les banques sont insérées dans cette spirale et elles prêtent sans trop calculer leurs risques : les créances douteuses s'accumulent principalement dans le secteur immobilier qui traverse une période de *boom*.

Ce phénomène est accentué par deux éléments. Le premier consiste dans l'absence de développement d'un marché obligataire dans la plupart des pays asiatiques émergents. Cette faiblesse du marché obligataire oblige l'entreprise à s'adresser à sa banque... Un deuxième élément a trait à la croyance dans une garantie étatique implicite... toute grande banque se dit qu'en cas de péril, l'Etat interviendra. Des liens très étroits entre entreprises de production, système bancaire et l'Etat renforcent évidemment cette croyance.

les financements internationaux

Les financements nationaux par le truchement de la bourse et des crédits bancaires ont alimenté la suraccumulation qui précède la crise. Les financements internationaux, toutes

18. BRI, *op. cit.*, p. 119.

catégories confondues, ont triplé entre 1990-94 (30 milliards de dollars) et les années 95-96 (92 milliards de dollars), comme l'indique le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7. Financements internationaux aux cinq pays en crise
(en milliards de \$)

Asie ₄₊₁	1990-94 base annuelle	T ₁ 1995 à T ₃ 1996 base annuelle
Prêts interbancaires nets (1)	14	43
Prêts bancaires nets au secteur non bancaire (2)	2	15
Emissions de nouvelles obligations (3)	3	17
Total	19	75
Flux d'IDE + investissements de portefeuille (4)	11	17

T: Trimestre; T₁ 1995 à T₃ 1996 clôt, pour différents pays la période d'expansion; T₄ 1996 n'en fait plus partie.

(1) Prêts nets des banques étrangères aux banques d'Asie₄₊₁

(2) Prêts nets des banques étrangères aux entreprises non-bancaires d'Asie₄₊₁

(3) En Asie₄₊₁

(4) Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) consistent en des investissements matériels tandis que les investissements de portefeuille consistent en placements en actifs mobiliers.

Source : BRI, *op. cit.*, p. 122.

On constate que les flux interbancaires sont les plus importants – près de la moitié – et les plus réversibles, ce qu'on verra à partir de mi-1997. Les banques locales ont emprunté en devises et prêté en monnaie nationale à leurs clients : ce sont principalement ces flux de capitaux à court terme qui ont occulté jusqu'en juillet 1997 la situation critique de la balance des paiements courants. Jusqu'en été 1997 ils ont pu sans difficulté rembourser les banques occidentales en devises puisque le taux de change restait stable. A partir de l'été, les banques locales sont prises à la gorge : elles doivent rembourser en devises à partir d'une monnaie locale fortement dépréciée.

Les prêts des banques occidentales à des entreprises asiatiques non-bancaires ne représentent qu'un bon tiers de prêts

bancaires internationaux. Ils sont également volatiles et réversibles. La crise le démontrera.

Les émissions de nouvelles obligations ont quintuplé entre 1990-94 et la période T₁ 1995- T₃ 1996.

Sommer les IDE et les investissements en portefeuille prête à confusion : les investissements directs ont peu diminué en 1997 et 1998, tandis que les investissements de portefeuille deviennent négatifs dès 1997. On en reparlera.

La Chine et Taiwan se sont prémunis contre les entrées massives de financements étrangers. En 1996, les flux nets de capitaux privés (prêts bancaires, obligations, prises de participation et investissements directs) entrant en Chine s'élevaient à 50 milliards de dollars. Parmi ceux-ci il y avait, comme nous l'avons vu, 40 milliards d'IDE... le reste s'élève à 10 milliards... ce qui représente peu pour la Chine dont les réserves officielles s'élevaient, fin juillet 1999, à 150 milliards. Notons que le stock total de la dette extérieure chinoise atteint 128 milliards... qui est couvert à plus de 100% par les réserves officielles.

observations terminales

Un des plus importants enseignements que l'on peut tirer de la crise asiatique est que la libéralisation brutale et tous azimuts fragilise les pays en développement et les met à la merci des intérêts de la haute finance internationale. Dès que la crise éclate, les monnaies et les cours s'effondrent ce qui ouvre la voie à l'intervention du FMI. Son intervention favorise la privatisation d'entreprises publiques, affaiblit les Etats nationaux et favorise l'introduction massive du capital étranger dans des zones économiques jadis cadenassées. Il creuse le lit du capitalisme débridé.

de bangkok à brasilia anatomie d'une crise financière

francis bismans

Quelque chose ne tourne plus rond dans l'économie mondiale. Depuis maintenant près de dix ans, le Japon — le bon élève des années 60, avec un taux de croissance avoisinant alors les 10% — est entré dans une phase de quasi-stagnation. Parallèlement, le flottement de la monnaie thaïlandaise (le baht), décrété le 2 juillet 1997, a déclenché ce qu'il faut bien appeler une véritable crise financière qui, en trois temps, a gagné l'ensemble de l'économie globale :

- de l'été 1997 à juin 1998, le choc thaïlandais s'est propagé aux différents pays de l'Asie du Sud-Est : c'est la période de la «grippe asiatique» ;
- en juillet 1998, la Russie prend en quelque sorte le relais ; le moratoire sur la dette russe et la dépréciation accélérée du rouble se conjuguent pour déclencher une véritable onde de choc financière qui touche les bourses américaines et européennes ;
- enfin, la troisième phase s'ouvre en janvier 1999 avec la dévaluation du real brésilien.

Aujourd'hui, nul ne sait si nous sommes sortis de la crise ou si de nouveaux développements sont encore à venir. Certes, on ne peut nier que la santé de l'économie américaine est éclatante et qu'une partie de l'Union européenne, mais pas l'Allemagne ni l'Italie, a renoué avec la croissance. Pourtant, est-ce suffisant pour pouvoir diagnostiquer la fin des turbulences ? Et pour ce qui concerne les Etats-Unis, faut-il rappeler qu'ils ont frôlé la catastrophe financière (ainsi qu'on le verra) à l'automne 1998 ?

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le « mal japonais » et les crises financières en chaîne de ces trois dernières années ont créé une situation toute nouvelle. Le Prix Nobel de sciences économiques, Maurice Allais, esquisse, à cet égard, un parallèle entre la « crise mondiale d'aujourd'hui » et la Grande dépression de 1929-1934¹, tandis que Paul Krugman, un des économistes américains les plus réputés, parle de « Grande Récession » — grande parce que la plus grave depuis un demi-siècle pour les pays qui en ont été victimes.

Alors, plutôt que de vouloir tout expliquer — il est encore trop tôt pour cela — tâchons simplement de voir ce qui s'est passé et commençons par examiner la nature du mal qui s'est abattu sur l'économie japonaise.

langueur et bulle

Le tableau 1 permet de prendre la mesure des difficultés de l'économie japonaise durant ces dernières années.

La première constatation qui s'impose est celle d'un ralentissement marqué de la croissance, qui passe d'une moyenne de 10% l'an en 1961-1970 à une moyenne de 1.7% trente ans plus tard. Cette diminution affecte toutes les composantes de la demande globale, mais elle est spécialement marquée pour ce qui concerne les investissements des entreprises et surtout l'investissement résidentiel, c'est-à-dire en logements, dont la croissance est négative (-1.8% en moyenne entre 1991 et 1997).

1. M. Allais, *La crise mondiale d'aujourd'hui*, Cl. Juglar, Paris, 1999, p. 60.

Tableau 1. Comparaison des évolutions de l'économie japonaise par décennie (Taux de croissance annuel moyen par période en pourcentage)*

	1961-70	1971-80	1981-90	1991-97
Produit Intérieur Brut	10.2	4.5	4.0	1.7
Consommation privée	9.0	4.7	3.7	2.0
Consommation publique	4.8	4.8	2.5	1.9
Investissement résidentiel	16.8	3.2	3.9	-1.8
Investissement des entreprises	16.6	2.8	8.1	0.6
Investissement public	14.4	5.9	0.8	4.9
Exportations	16.1	9.7	5.4	5.1
Importations	14.7	5.9	6.3	4.3
Rémunération des salariés	11.1	5.8	3.7	2.1
Revenu disponible	9.5	4.8	3.0	**2.2

*Moyenne arithmétique simple.

**Estimation de l'OCDE.

Source : OCDE.

Epinglons aussi deux phénomènes importants : d'une part, l'investissement public a connu un accroissement notable cette dernière décennie comparativement à la décennie immédiatement antérieure, puisqu'il est passé de 0.8% à 4.9%; d'autre part, à la seule exception de la période 1981-1990, la balance commerciale japonaise — c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations — a été constamment excédentaire.

Cependant, ce panorama serait tout à fait incomplet s'il ne prenait pas également en compte la dimension proprement financière de l'évolution économique générale. Or, ce à quoi on a assisté dès le début des années 90, c'est à l'éclatement d'une bulle financière.

La bulle elle-même s'est formée durant la décennie précédente, période de forte croissance, de chômage faible et de profits élevés. Elle a touché essentiellement les prix des terrains et ceux des actions².

2. Le phénomène de bulle financière n'a rien de bien nouveau. L'une des bulles les plus célèbres est la «tulipomanie» hollandaise au XVII^{ème} siècle : ainsi, lors des deux premiers mois de 1637, les bulbes de tulipes virent leur prix s'accroître de 3.000% avant qu'il ne s'effondre tout aussi rapidement par la suite.

Ce qui surprend dans le cas de la « bulle japonaise », c'est son caractère général et son ampleur. Comme le dit l'OCDE, « *le gonflement spéculatif (...) des prix des actifs observé vers la fin des années 80 a, semble-t-il, été le phénomène de ce type le plus accusé qu'ait connu un pays membre de l'OCDE depuis la fin de la guerre* »³.

Deux chiffres suffiront pour étayer cette affirmation :

- au début de 1990, la capitalisation boursière du Japon (c'est-à-dire la valeur totale de toutes les actions de toutes les entreprises japonaises) était supérieure à celle des Etats-Unis, alors que ces derniers ont une population double et un produit intérieur brut plus de deux fois supérieur à ceux de l'Archipel ;
- la terre n'a jamais été bon marché dans le Japon surpeuplé ; cependant, son prix s'est littéralement envolé dans les années 80 : ainsi que le signale Krugman⁴, le kilomètre carré (en fait, 1.6 km²) sous l'Impérial Palace de Tokyo avait davantage de valeur marchande que la totalité de la surface de l'Etat de Californie aux Etats-Unis.

Tenter d'expliquer la formation de cette bulle nous conduirait trop loin. Aussi se limitera-t-on à l'essentiel. Comme toute bulle, celle du Japon a été permise par un fort accroissement des crédits bancaires. Cette expansion du crédit résulte elle-même de deux facteurs principaux : la politique de libéralisation financière conduite durant les années 80, d'une part ; le soutien du dollar américain, d'autre part.

Le comportement « mimétique », typique des épisodes de spéculation, a fait le reste : tout un chacun voulait bénéficier de l'envolée du prix des terrains et des actions. Le résultat général fut une spéculation effrénée financée à crédit.

Une bulle financière doit finir un jour ou l'autre par éclater. Le Japon n'a pas fait exception à la règle. En l'occurrence, la rupture se produisit en 1990. Il est vrai qu'un nouveau gouverneur de la Banque du Japon, préoccupé par le danger d'in-

3. OCDE, « Japon », *Etudes économiques de l'OCDE*, 1998, p.51.

4. P. Krugman, *The Return of Depression Economics*, Norton, New York-London, 1999, p. 64.

flation consécutif à l'accroissement du prix des actifs immobiliers et financiers, décida cette année-là de resserrer la politique monétaire et de laisser croître fortement les taux d'intérêt.

C'est ainsi que l'indice Nikei 225 des valeurs boursières, après avoir atteint un pic de 38.916 le 19 décembre 1989, plongea le 1^{er} octobre 1990 à 20.222, soit une diminution de près de moitié en moins d'un an.

après la chute...

L'éclatement de la bulle et la baisse du prix des actions et des terrains qui l'accompagne signifient, bien entendu, une diminution de la richesse, du patrimoine des différents agents économiques japonais.

Tableau 2. Effets de l'éclatement de la bulle financière (Variations en milliers de milliards de Yens, exercices budgétaires)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	Total cumulé
Ensemble du Japon								
Actif brut	-37,7	-203,4	-446,7	-86,5	-21,8	-101,3	-69,9	-967,3
<i>dont</i>								
Valeurs mobilières	-306,7	-4,8	-178,1	4,1	48,4	0,0	-24,5	-461,6
Biens fonciers		-195,5	-232,6	-83,1	-44,2	-49,5	-37,9	-642,8
Entreprises								
Actif brut	-20,4	-69,0	-155,9	-35,9	6,7	-29,9	-30,3	-334,7
<i>dont</i>								
Valeurs mobilières	-106,9	-3,9	79,4	-0,0	21,0	0,9	-11,7	-180,0
Biens fonciers		-62,6	-60,7	-30,1	-1,6	-9,8	3,3	-168,1
Ménages								
Actif brut		-107,9	-199,6	-45,0	-20,1	-30,5	-24,8	-427,9
<i>dont</i>								
Valeurs mobilières	-76,8	2,0	-54,2	-2,5	16,1	0,2	-3,7	-118,9
Biens fonciers		-110,2	-139,5	-43,6	-29,9	-26,6	-21,1	-370,9

Source : OCDE

Le tableau 2 permet de se rendre compte de la manière dont la diminution du prix des actifs affecte le patrimoine de tout un chacun.

A la lecture du tableau, il apparaît que le Japon a connu une perte cumulée d'environ 1 million de milliards de yens sur sept ans, ce qui équivaut au PIB japonais de deux années entières. A noter que cette perte s'est surtout marquée pendant les années 1992 et 1993 et qu'elle a touché plus particulièrement les sociétés non financières, c'est-à-dire les entreprises et les ménages.

Qui dit diminution de l'avoir des entreprises et des particuliers dit aussi déclin de l'investissement et de la consommation, donc en définitive de la demande globale. C'est effectivement ce que l'on peut constater au Japon. Le point haut du cycle est atteint en février 1991, puis, sous l'effet de la diminution de la demande globale, une récession se produit qui durera 32 mois, soit jusqu'en octobre 1993. Mais cette récession est une «récession de croissance», qui se marque par un ralentissement de l'augmentation du Produit Intérieur Brut en volume et non par sa diminution : la croissance du PIB réel (i.e. hors hausse des prix) qui avait été en moyenne de 4% entre 1980 et 1990 (voir tableau 1) n'est plus que de 1% en 1992, 0.3% en 1993, 0.6% en 1994 et 1.5% en 1995. Une faiblesse générale donc, plutôt qu'une franche maladie.

Pour lutter contre la langueur dans laquelle s'installe l'économie, le gouvernement va utiliser les deux armes à sa disposition : la politique budgétaire et la politique monétaire. Entre 1992 et 1995, il met en œuvre sept plans de relance budgétaire, tandis que la Banque du Japon ramène le taux d'escompte officiel de 6% en août 1990 à 0.5% en avril 1995.

Cependant, comme les chiffres cités plus haut l'attestent, les résultats obtenus sont maigres : l'économie ne repart pas vraiment ; le prix de l'immobilier continue à chuter, fût-ce de manière plus modérée qu'auparavant, et les cours des actions évoluent en dent de scie. Les ressorts de la croissance semblent rompus.

Qui plus est, les injections massives de yens au titre de la relance budgétaire finissent par creuser le déficit de l'Etat. Le

tableau 3 montre comment le solde des administrations publiques a évolué durant ces années-là.

Tableau 3. Solde financier des administrations publiques (excédent ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2,9	2,9	1,5	-1,6	-2,3	-3,6	-4,2	-3,4

Source : OCDE.

Alors que le Japon disposait d'un confortable excédent en 1991, la situation s'inverse par la suite, au point qu'en 1996, son déficit public se monte à 4.2% du Produit réel.

C'est à ce moment qu'intervient une divine surprise : en l'année de grâce 1996, le revenu national réel nippon progresse de 5.1%, un taux qui rappelle la croissance des décennies antérieures et qui fait penser que le temps des vaches maigres est passé. L'année 1997 se présente donc sous les meilleurs auspices et le gouvernement japonais, conseillé par des experts ou prétendus tels, croit bon d'entreprendre l'assainissement des finances publiques...

dragons et tigres

Tandis que l'économie japonaise semblait dans la croissance lente, les tigres et dragons de l'Asie du Sud-Est — la Corée, Hongkong, Taiwan, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et Singapour — connaissaient un essor considérable. C'était l'époque où l'on nous rebattait les oreilles avec le «miracle» ou même, sans rire, le «modèle asiatique».

Et de fait, en termes de progression du produit moyen par habitant, l'avancée fut sensible. Pour se limiter à ces seuls exemples, des pays tels que Taiwan et la Thaïlande ont enregistré une croissance du revenu réel par habitant de près de 6% l'an entre 1973 et 1996⁵ ; plus extraordinaire encore, en 1996, le revenu réel par tête de Singapour et de Hongkong était supérieur à celui de l'Allemagne ou de la France...

5. N. Crafts, «East Asian Growth Before and After the Crisis», *IMF Staff Papers*, 46, 1999, p.142.

Cela dit, de telles performances économiques ne relèvent ni du miracle ni d'une quelconque intervention divine. Cinq facteurs principaux suffisent largement à expliquer la rapidité du «décollage» et la croissance de ces pays :

- une exploitation forcenée d'une main d'œuvre, par ailleurs beaucoup plus qualifiée qu'on ne l'imagine, exploitation qui a généré un surplus, une plus-value considérable et ce, malgré les hausses de salaires qui ont incontestablement accompagné les accroissements de la productivité;
- des taux d'investissement (en proportion du revenu) absolument pharamineux, qui n'étaient pas sans rappeler ceux réalisés durant la période stalinienne : ainsi, en 1997, la Malaisie investissait plus de 40% de son produit intérieur brut et Singapour de même ;
- une imbrication entre le haut personnel de l'Etat et les grandes entreprises poussée à un point tel que monde des affaires et gouvernement politique ne formaient plus qu'un, comme aux bons vieux temps des débuts du capitalisme européen ; ajoutons également que ces relations particulières entre capitaines d'industrie et hommes de l'Etat ont débouché sur une corruption généralisée, particulièrement utile pour les premiers, et une forme de capitalisme inédite, un «capitalisme de copains» (*crony capitalism*) ;
- entreprises et responsables gouvernementaux recourraient très largement au crédit bancaire, les uns pour financer leurs investissements, les autres pour mener une politique industrielle hardie, mais aussi récompenser leurs parents, amis et courtisans ; de surcroît, les liens étaient extrêmement étroits entre entreprises et banques, de sorte que le crédit n'a pas manqué aux capitaines d'industrie ;
- enfin, un peu selon l'exemple japonais, la croissance des «tigres» a été tirée par les exportations, une bonne partie des entreprises travaillant directement pour les marchés extérieurs — un élément sur lequel on reviendra un peu plus loin ; parallèlement, de nombreux emprunts ont pu être levés via les marchés internationaux.

Autrement dit, l'image que dessinent ces différents traits est celle d'un capitalisme «sauvage» étroitement arc-bouté au

pouvoir d'Etat (ce dernier en général très autoritaire) et aux marchés financiers mondiaux⁶. Bref, tout ce que l'on veut, sauf un modèle !

Il vaut la peine cependant d'insister sur les caractéristiques des systèmes financiers propres aux tigres asiatiques ; elles joueront en effet un rôle important dans la crise de 1997-1998.

De ce point de vue, ce qui est essentiel compte tenu du faible développement des marchés de capitaux locaux, c'est l'état des systèmes bancaires. Or, comme le souligne, par exemple, l'OCDE⁷, les systèmes en question souffraient, comparativement aux nôtres, de plusieurs déficiences majeures.

En premier lieu, où qu'elles soient localisées, les banques sont soumises à des règles dites *prudentielles*, qui sont destinées à limiter les risques qu'elles prennent : par exemple, leurs engagements à l'égard de chacun de leurs clients sont fixés à un maximum, de sorte qu'elles ne puissent être à la merci d'un seul de ces clients ; ou encore elles sont astreintes à des normes de fonds propres ainsi qu'à une limitation de leurs engagements en devises (ceci pour éviter des risques de change excessifs). Or, pour un ensemble de raisons (surestimation de leur capital par les banques, créances douteuses non provisionnées, absence de prise en compte des activités extra-territoriales des établissements financiers, faiblesse des organismes de contrôle et des pénalités associées au non-respect de la réglementation, etc.), les règles prudentielles étaient peu ou mal appliquées dans les pays du Sud-Est asiatique.

En deuxième lieu, les établissements financiers de ces pays ont pris des risques considérables, convaincus que l'Etat finirait toujours par les sauver et leur épargner la faillite en cas de problèmes de liquidité !

Un tel comportement est connu, dans le monde de l'assurance, sous le nom de *risque* ou *d'aléa moral*. Pour voir de quoi il s'agit, prenons un exemple (qui n'a rien d'imaginaire puis-

6. Dans leur langage bardé d'idéologie, les experts du FMI et de l'OCDE parlent « *d'économies de marché émergentes* » !

7. OCDE, « Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes », *Perspectives économiques de l'OCDE*, 65, 1999, pp.193-213.

qu'il a pu être observé à New-York au milieu des années 80). Supposez que vous soyez propriétaire d'une maison qui a été achetée à une époque où les prix de l'immobilier étaient très hauts. Vous prenez ensuite un contrat d'assurance qui vous protège contre l'incendie. Ce faisant, vous constatez que votre immeuble est assuré pour un montant bien supérieur au prix de sa reconstruction éventuelle en cas de sinistre. Dès lors, vous n'êtes plus incité à prendre des précautions pour éviter un incendie et on dit que votre compagnie d'assurances supporte un risque ou un aléa moral⁸. C'est un phénomène du même ordre qui joue dans les économies modernes. Tout gouvernement sait qu'une monnaie-papier n'a de valeur qu'autant que les agents économiques ont confiance dans cette monnaie. Aussi ne peut-il accepter que la confiance se dégrade et intervient-il pour empêcher les faillites bancaires — avec l'argent de la collectivité bien sûr! Les banques commerciales n'ignorent évidemment pas cette possibilité, ce qui peut les conduire à prendre des risques excessifs, puisqu'elles sont persuadées (à juste titre d'ailleurs!) que les autorités publiques finiront toujours bien par les renflouer. C'est précisément ce qui s'est passé en Asie du Sud-Est, où bien avant la crise de 1997, les autorités ont injecté régulièrement des fonds dans les banques privées.

Enfin, en dernier lieu, la liaison étroite entre pouvoirs publics et banques d'une part, entre ces dernières et les entreprises d'autre part, a également contribué à exposer davantage les établissements de crédit au risque. En substance, les interrelations en question se traduisent par l'octroi de crédits à des projets et à des entreprises peu ou pas rentables. Le mécanisme par lequel ces crédits sont attribués n'est pas difficile à comprendre : ainsi que l'explique l'OCDE⁹, l'Etat incite les banques «*par des dispositions réglementaires ou par des pressions* - que les choses sont pudiquement dites! - (...) à distribuer une proportion déterminée de leurs prêts à certains secteurs», négligeant par là le critère de rentabilité. Va dans le même sens le fait que les entreprises elles-mêmes entretenaient un flou artistique sur leur santé comptable et, d'une manière générale, sur l'état de leurs résultats financiers.

8. C'est ainsi que les choses se sont passées à New-York, où l'on a pu constater une multiplication des incendies d'immeubles, à ceci près que ces derniers étaient d'origine criminelle, directement causés par leurs propriétaires.
9. OCDE, 1999, *op. cit.*, p.195.

Au total donc, pour toutes ces raisons et quelques autres encore, les systèmes bancaires des pays de l'Asie du Sud-Est étaient particulièrement exposés à un retournement éventuel de la conjoncture.

de l'accumulation des tensions...

Chacun s'accorde à reconnaître que l'Asie a connu, en 1997 et 1998, une triple crise : financière, économique et des changes. Cependant, dans l'examen des causes de cette crise, on peut distinguer deux grandes approches :

- l'une, bien représentée par Radelet et Sachs¹⁰, attribue l'origine et le développement de la triple secousse à des changements brutaux dans les anticipations et la confiance des marchés, les facteurs fondamentaux ne jouant dans le tableau qu'un rôle tout à fait accessoire ou même nul ;
- à l'opposé, l'autre approche — celle, par exemple, de Corsetti et ses collaborateurs¹¹ — soutient que la crise en Asie ne faisait que refléter des déséquilibres profonds et structurels des économies concernées, même si, bien sûr, la «surréaction» des marchés a considérablement amplifié l'impact initial de cette crise sur les prix, les taux de change et l'activité économique.

C'est à ce deuxième type d'explication que l'on se rattache. Aussi est-il opportun de préciser maintenant de quels maux structurels souffraient les économies du Sud-Est asiatique et, si possible, de chiffrer leur ampleur.

A cet égard, on dira d'emblée que les déséquilibres fondamentaux n'affectaient pas essentiellement les variables macro-économiques traditionnelles telles que les taux de croissance ou d'inflation, mais tenaient plutôt à d'autres fac-

10. S. Radelet et J. Sachs, «The East Asia Financial Crisis : Diagnosis, Remedies, Prospects», *Brookings Papers on Economic Activity*, 1, 1998, pp.1-90.

11. G. Corsetti, P. Pesenti, N. Roudini, «What Caused the Asian Currency and Financial Crisis», *Japan and The World Economy*, 11, 1999, pp.305-373.

teurs, monétaire-financiers, que l'on peut résumer comme suit :

- une rentabilité du capital tendanciellement décroissante ;
- un déséquilibre externe incompatible avec le maintien de parités fixes pour les monnaies ;
- une très grande précarité financière.

Examinons tour à tour chacun de ces facteurs.

Pour ce qui concerne la rentabilité du capital d'abord, un premier indicateur en est fourni par le coefficient marginal de capital, c'est-à-dire le rapport entre le taux d'investissement et le taux de croissance de la production. Voici comment ce *ratio* a évolué entre 1987 et 1992 d'une part, entre 1993 et 1996 d'autre part.

Tableau 4. Coefficient marginal de capital

	1987-1992	1993-1996
Corée	3,8	4,9
Hongkong	3,7	6,1
Indonésie	4,0	3,8
Malaisie	3,7	4,8
Philippines	6,0	5,5
Singapour	3,6	4,0
Taiwan	2,4	5,9
Thaïlande	3,4	5,1

Sources : J.P Morgan ; Corsetti *et al.*

On constate que si l'on excepte l'Indonésie et les Philippines, le coefficient de capital s'est nettement accru dans la période récente, comparativement à celle qui s'étale de 1987 à 1992. Il s'ensuit que, pour obtenir un accroissement (constant) d'un pour cent, par exemple, de la production, il aurait fallu investir, toujours en pour cent, des doses de plus en plus fortes de capital, ce qui n'était guère envisageable compte tenu de la proportion, déjà considérable, des investissements dans le revenu national de ces pays. Conclusion : le taux de croissance réelle du PIB devait nécessairement, un jour ou l'autre, fléchir et revenir à des résultats plus modérés¹².

12. On dispose de peu de statistiques relatives à la profitabilité directe, sauf dans le cas de la Corée. Elles montrent sans ambiguïté possible, pour les trente plus gros *chaebols*, un taux de rendement net, soit très faible soit négatif (voir Corsetti *et al.*, 1999, *op. cit.*, p.318).

Voyons à présent ce qu'il en était du régime de change adopté par les «tigres» asiatiques. Au-delà de leur diversité, ces régimes revenaient tous à accrocher les monnaies en question au dollar des Etats-Unis, c'est-à-dire à maintenir un lien fixe par rapport à la monnaie américaine (à Hongkong, cet arrimage prenait même la forme extrême d'une caisse d'émission — *currency board* — où l'accroissement de la base et de la masse monétaires était directement lié à l'augmentation des réserves de change en dollars).

La justification d'une telle politique d'arrimage au billet vert trouve entièrement ses origines dans la volonté des «tigres» de faciliter au maximum leurs exportations en direction des Etats-Unis. Comme l'indique le tableau 5, ces derniers constituent en effet, avec le Japon, le principal débouché des pays du Sud-Est asiatique.

Tableau 5. Parts des exportations de cinq pays d'Asie (1997)
(en pour cent du total des exportations)

	Thaïlande	Malaisie	Philippines	Indonésie	Corée	Etats-Unis	Japon
Thaïlande	-	4,6	1,2	2,0	1,8	19,8	15,0
Malaisie	3,7	-	1,3	1,5	3,2	18,3	12,4
Philippines	2,4	3,0	-	0,4	1,8	34,7	16,1
Indonésie	1,7	2,4	1,4	-	7,1	16,3	24,7
Corée	2,0	3,1	1,6	2,9	-	16,6	10,6

Source : IMF, Direction of Trade, *Statistics Quarterly*.

Durant la première moitié des années 90, la parité (presque) fixe vis-à-vis du dollar n'a pas posé de problèmes particuliers. Par contre, à partir de 1995, les difficultés ont commencé à s'amoncèler et ce, essentiellement parce que le billet vert a commencé à s'apprécier fortement, tandis qu'à l'inverse, l'autre devise clé de la région — le yen japonais — entamait un mouvement à la baisse très marqué. Le tableau 6 — qui donne le nombre de yens nécessaire pour acquérir un dollar, de sorte qu'un *accroissement* du taux de change du yen doit être interprété comme une *dépréciation* de cette monnaie —

Tableau 6. Taux de change nominal du yen vis à vis du dollar
(moyenne des taux de change journaliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
144,8	134,5	126,7	111,2	102,2	94,1	108,8	121,0

Source : OCDE.

permet de se rendre compte de l'évolution « en ciseaux » des deux devises.

Ainsi qu'on peut le constater, l'appréciation du dollar a été particulièrement rapide — plus de 25% en deux ans. Les monnaies des « tigres », à l'exception partielle du won coréen¹³, ont évidemment suivi le dollar dans sa hausse et par suite, elles se sont également fortement appréciées. En conséquence, les exportations de ces pays ont doublement souffert : d'une part, leurs produits étaient plus chers et donc se vendaient moins bien; d'autre part, la concurrence des biens japonais, rendus meilleur marché consécutivement à la dépréciation du yen, était plus vive que jamais. Il n'est donc pas étonnant que leurs comptes extérieurs se soient fortement détériorés, ce que fait bien voir le tableau 7.

Tableau 7. Déficit (-) ou excédent (+) des opérations courantes avec l'extérieur* (en pour cent du Produit Intérieur Brut)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Corée	-3,2	-1,7	-0,2	-1,5	-1,9	-4,8
Hongkong	6,6	5,3	8,1	2,0	-3,0	-2,4
Indonésie	-4,4	-2,5	-0,8	-1,5	-4,3	-3,3
Malaisie	-14,0	3,4	-10,1	-6,6	-8,9	-3,7
Philippines	-2,5	-3,2	-6,7	-3,7	-5,1	-4,7
Thaïlande	-8,0	-6,2	-5,7	-6,4	-8,4	-8,5
Taiwan	6,9	4,0	3,5	3,1	3,1	4,7

*selon la définition de la comptabilité nationale.

Sources : FMI; Corsetti *et al.*, 1999, *op. cit.*

Mis à part Taiwan qui est en excédent quasi structurel, tous les autres pays enregistrent un déficit commercial à dater de 1995. De plus, ce déficit est particulièrement élevé — il ne faut pas oublier qu'il est mesuré en pourcentage du PIB ! — en Thaïlande, en Malaisie, aux Philippines et en Corée, tous pays où il est proche ou supérieur à 5%. Or, on considère généralement que ce chiffre de 5% constitue une limite critique, qui laisse présager, en cas de prolongement du déficit, une crise des changes.

On doit également constater l'existence d'un déficit chronique des opérations courantes extérieures des différents pays du

13. Dès 1995, la Corée avait choisie de « décrocher » en douceur par rapport du dollar, de sorte que le won coréen s'est moins apprécié que les autres monnaies.

Sud-Est asiatique — les seules exceptions étant Hongkong et Taiwan. Une question vient alors nécessairement à l'esprit : comment ce déficit a-t-il pu se maintenir sur une aussi longue période sans qu'il soit besoin de recourir à une dévaluation ? La réponse est qu'il a pu être compensé par des entrées massives de capitaux étrangers, confiants dans la bonne santé économique des « tigres » asiatiques. Autrement dit, le déficit a été financé par des capitaux étrangers, ce qui nous conduit à prendre en considération les facteurs purement financiers de la crise.

Deux éléments principaux méritent à cet égard de retenir l'attention.

Premièrement, ainsi qu'on l'a déjà signalé plus haut, les systèmes bancaires des pays concernés étaient fragiles au plus haut point. En témoignent aussi bien l'énorme expansion du crédit que la dépendance à l'égard de l'étranger telles qu'elles ressortent du tableau 8.

Tableau 8. Crédit bancaire au secteur privé et dette extérieure (en pour cent du PIB)

	1980	1995	1990	1996
Corée	36,2	55,7	13,79	28,4
Hongkong	71,7	321,4	16,8	15,44
Indonésie	8,1	49,1	65,89	56,74
Malaisie	33,1	76,9	35,8	40,6
Philippines	37,9	39,3	69,02	49,75
Singapour	62,9	84,9	11,23	10,74
Taiwan	49,2	143,1	11,04	10,07
Thaïlande	27,5	88,7	32,8	50,05

Source : BIS (1997) ; Corsetti, 1999, *op. cit.*

Incontestablement, le *ratio* du crédit bancaire octroyé au secteur privé (c'est-à-dire les entreprises et très accessoirement, les ménages) et du Produit Intérieur Brut s'est fortement accru entre 1980 et 1995, la palme revenant à Taiwan et à Hongkong. Cet accroissement est si marqué que la Banque des règlements internationaux a pu écrire qu'une telle évolution « n'a aucun parallèle récent dans les pays industrialisés »¹⁴.

14. BIS, *67th Annual Report*, 1^{er} April 1996-31^{er} March 1997, Basle.

La considération des statistiques de la dette extérieure exprimée en pourcentage du PIB permet d'affiner l'analyse. On y constate en particulier que quatre pays dépassent le seuil de 40% de la dette libellée en devises : il s'agit (dans l'ordre décroissant) de l'Indonésie, de la Thaïlande, des Philippines et de la Malaisie, à quoi il faut encore ajouter la Corée qui, même si elle se situe en dessous de la barre des 40%, se démarque néanmoins nettement des pays les mieux lotis.

Deuxièmement, l'accroissement et le niveau du crédit bancaire sont une chose, la qualité des créances en question en est une autre. Or, de ce point de vue, les pays dont l'endettement extérieur était le plus lourd comptaient aussi parmi ceux dont le montant des créances improductives (*non performing*) était le plus important. C'est ce qu'indique le tableau 9.

Tableau 9. Prêts improductifs en 1996 (en pour cent du total)

Corée	8	Philippines	14
Hongkong	3	Singapour	4
Indonésie	13	Taiwan	4
Malaisie	10	Thaïlande	13

Source : Moyenne arithmétique des estimations BIS [1997] et Jardine Fleming

L'examen de ce tableau confirme d'abord que quatre pays — l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande — étaient particulièrement mal en point pour ce qui regarde la proportion de leurs prêts improductifs, avec une part supérieure à 10% du total ; qu'ensuite, trois Etats s'en sortaient relativement bien, à savoir Hongkong, Taiwan et Singapour et qu'enfin, la Corée occupait une position intermédiaire.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à des degrés divers, dans les différents pays du Sud-Est asiatique, le secteur des entreprises était lourdement endetté à l'égard des banques et de l'étranger. Les banques elles-mêmes avaient adopté une politique de distribution du crédit très laxiste et finançaient des projets aux perspectives de rentabilité parfois, et même souvent, très faibles tout en recourant largement aux crédits internationaux.

Il faut ajouter qu'une crise économique et financière constitue toujours un accélérateur des problèmes d'un système bancaire. En effet, elle menace sa solvabilité tout en nécessitant

d'abaisser le cours du change, ce qui alourdit la dette libellée en devises et contribue encore davantage à compromettre la solvabilité des banques.

...à la crise des changes

Comme on l'a vu au tableau 7, la Thaïlande était le pays qui connaissait le plus fort déficit des paiements courants : en proportion de son Produit Intérieur Brut, il représentait 8.5% en 1996 et à peu près autant l'année précédente. Un déficit aussi conséquent n'avait aucune chance de se résorber rapidement. Il est vrai qu'à chaque fois, il avait été compensé par des entrées massives de capitaux étrangers. Cependant, il ne fallait pas être un grand chevalier de la finance pour comprendre qu'un tel équilibre instable ne pouvait perdurer et qu'un jour ou l'autre, la monnaie thaïlandaise — le baht — devrait abandonner son lien fixe avec le dollar.

Aussi n'est-il pas étonnant que le baht ait fait l'objet de vives attaques dès le début de 1997 et cela, d'autant plus que les exportations thaïes chutaient fortement en ce commencement d'année. Le signal envoyé par les marchés était clair : le baht était surévalué.

Mais qui envoyait le signal ? Essentiellement, ces nouveaux acteurs du paysage financier que sont les investisseurs institutionnels¹⁵ et les fonds spéculatifs. Les premiers regroupent les fonds communs de placement — encore dits organismes de placement collectifs (OPC) — les fonds de pension et les compagnies d'assurance. Comme le note le rapport de la BRI¹⁶, ce sont les fonds de pension qui ont, parmi leurs actifs, la proportion la plus importante de titres étrangers. Quant aux fonds spéculatifs — *hedge funds* en anglais : littéralement fonds de couverture — dont le prototype est le Quantum Fund de Soros, ils ont une clientèle composée de personnes ou de sociétés qui disposent d'un patrimoine très élevé. Ils font très largement appel au crédit et utilisent la technique de l'effet de levier, qui consiste à s'endetter à un taux d'intérêt moindre que le taux de rendement attendu d'un investissement (plus exactement d'un placement !). De tels fonds servent de forts gains à leurs clients en assumant des risques parfois assez

15. Voir la contribution de J. Nagels dans ce numéro des *CM*.

16. BRI, *68^{ème} rapport annuel*, 1^{er} avril 1997-31 mars 1998, Bâle.

considérables et en spéculant sur la baisse du cours d'un titre ou d'une monnaie. Techniquement, on dit qu'ils prennent des positions courtes, c'est-à-dire qu'ils vendent une devise (par exemple) qu'ils ne possèdent pas en anticipant une baisse des cours. Ils pourront alors la racheter plus tard et réaliser au passage un bénéfique douillet.

C'est exactement de cette manière que s'est comporté le fonds de Georges Soros. Comme celui-ci le dit lui-même, «*le Soros Fund Management s'est rendu compte (...) que le déséquilibre entre la balance des marchandises et la balance des capitaux financiers devenait insupportable. Nous avons vendu à découvert le baht thaï et le ringgit malais au début de 1997 à des valeurs d'échéance variant de six mois à un an*»¹⁷. Il est cependant possible que tous les fonds spéculatifs n'aient pas agi de la même façon et se soient désengagés plus tardivement.

A en croire la Banque des règlements internationaux¹⁸, les gestionnaires des fonds de pension américains, hollandais et britanniques auraient déjà commencé à réduire leurs créances sur l'Asie dès la fin 1996. Par contre, les banques internationales ont continué à octroyer des crédits aux emprunteurs asiatiques jusqu'au deuxième trimestre de 1997.

Toujours est-il que, confrontées aux attaques contre le baht, les autorités thaïlandaises ont dû réagir. Elles disposaient à cet égard de deux instruments : les taux d'intérêt et les interventions de soutien du baht. Cependant, le premier d'entre eux n'était guère utilisable, car la hausse des taux d'intérêt aurait mis à mal les banques, caractérisées déjà par une grande fragilité financière, ainsi que les entreprises lourdement endettées. Il ne restait donc qu'une seule possibilité : soutenir massivement le baht. Pratiquement, la banque centrale de Thaïlande achetait des bahts à la fois sur les marchés en comptant et à terme en puisant dans ses réserves de change. Mais pour éviter une contraction de l'offre de monnaie¹⁹ — en effet, vendre, par exemple, des dollars contre des bahts diminue la quantité de bahts en circulation — elle pratiquait

17. G. Soros, *La crise du capitalisme mondial*, Plon, Paris, 1998.

18. BRI, *68^{ème} rapport annuel*, 1^{er} avril 1997-31 mars 1998, Bâle.

19. Total des espèces et des dépôts à vue détenus par les ménages et les entreprises.

ce que l'on appelle des interventions stérilisées, ce qui signifie qu'elle compensait la diminution de l'offre de monnaie intérieure consécutive à l'achat de bahts par une opération en sens contraire telle que l'achat de titres thaïlandais.

Bien sûr, une politique d'intervention massive n'est pas tenable très longtemps, car les réserves de change s'épuisent. Or, dans le cas présent, il a été rapidement avéré que les interventions ne parvenaient pas à faire cesser les attaques contre le baht. La Thaïlande a alors tenté d'instaurer des contrôles pour empêcher les sorties de capitaux. Mais sans succès. Conséquence logique : le 2 juillet 1997, l'arrimage au dollar cesse et le baht flotte...

Immédiatement, la pression et les attaques spéculatives contre le peso philippin, le ringgit malais et la roupie indonésienne se développent. Ces différentes monnaies seront à leur tour obligées de se détacher du dollar. Ce sera chose faite le 11 juillet pour le peso, le 14 juillet pour le ringgit et le 14 août pour la monnaie indonésienne : ni les hausses — limitées — des taux d'intérêt, ni les interventions sur les marchés des changes ne viendront à bout de la spéculation.

C'était la première vague d'un bouleversement dont *«l'éten-due a pris, dixit Soros, tout le monde par surprise»*²⁰, et qui allait susciter une onde de choc dans les pays aussi éloignés de la Thaïlande que la Russie, le Brésil ou le Mexique.

la «grippe asiatique»

Trois mois après la date de flottaison du baht, c'est-à-dire au début octobre 1997, les monnaies thaïlandaise, philippine, indonésienne et malaise avaient, en moyenne, perdu 30% de leur valeur par rapport au dollar. Une dévaluation aussi forte a eu nombre de conséquences à la fois internes et externes, dont on ne retiendra ici que les plus importantes :

- 1° compte tenu du poids considérable de la dette extérieure libellée en devises pour chacun des quatre pays concernés — voir plus haut, notamment le tableau 8 — la dévaluation s'est traduite par un alourdissement sensible de cette dette ; pour se protéger contre le risque et les pertes de

20. G. Soros, *op. cit.*, p. 27.

change, les débiteurs ont alors acheté des devises, tout particulièrement des dollars, contribuant par là à la poursuite de la dépréciation de leur propre monnaie tout en augmentant encore leur exposition au risque ;

- 2° la fragilité du système financier des quatre pays, déjà grande avant la vague de dépréciation, s'est évidemment accrue avec la dévaluation ; en témoigne notamment la forte augmentation des prêts «improductifs» en 1997 ;
- 3° la baisse des changes, quasi simultanée dans les quatre pays, s'est aussi traduite par une diminution du cours des actions et une chute des bourses locales ; qui plus est, ainsi qu'on peut l'observer au tableau 10, la survenance de la crise thaïlandaise le 2 juillet 1997 a eu pour effet de lier encore plus étroitement les mouvements des cours des actions des quatre pays, mais aussi de la Corée, de Taiwan et de Hongkong ;

Tableau 10. Corrélation des cours des actions avec la Thaïlande

	Philippines	Indonésie	Malaisie	Hongkong	Taiwan	Corée
Janv. 95-juin 97	0,38	0,35	0,34	0,26	0,06	-0,06
Juill. 97-fév. 98	0,66	0,64	0,61	0,42	0,22	0,57

Source : BRI (1998).

- 4° la chute des quatre monnaies a évidemment nui à la compétitivité des autres pays asiatiques dont la monnaie était restée attachée au dollar américain et de ce fait, s'était appréciée fortement ; ces pays, à l'exception de Taiwan, connaissaient déjà un déficit de leur paiements courants en 1996 — voir tableau 7 — de sorte qu'une appréciation de leur monnaie de l'ordre de 30% ne pourrait que détériorer encore davantage leur balance commerciale (= exportations - importations) avec l'extérieur.

De ces différents facteurs, il résulte que la probabilité de crises de change affectant les monnaies de Hongkong, de Taiwan et de la Corée s'était nettement accrue et que leur parité (fixe ou presque fixe pour ce qui concerne le won coréen) vis-à-vis du dollar ne pouvait être maintenue très longtemps. De fait, une deuxième vague d'attaques spéculatives visant le nouveau dollar de Taiwan et le dollar de Hongkong se déclencha en octobre 1997. Elle s'amplifia en

novembre et décembre pour atteindre la Corée, qui sera obligée de laisser flotter le won le 16 décembre 1997.

Les artisans de cette deuxième vague sont, comme pour la première, les investisseurs institutionnels, en particulier les fonds de pension, et les fonds spéculatifs. Il faut cependant cette fois ajouter les banques internationales, qui se sont délogées massivement de l'Asie du Sud-Est dès le troisième trimestre de 1997. Selon les chiffres fournis par la BRI, le stock de créances détenues par les banques des pays industrialisés sur les pays d'Asie a diminué de 3 milliards de dollars au troisième trimestre de 1997, et de 27 milliards au quatrième trimestre de cette même année.

Les résultats de ces attaques ne se font pas attendre; les différentes monnaies asiatiques cèdent en effet les unes après les autres :

- le 17 octobre, Taiwan qui enregistrait pourtant un excédent commercial et disposait de réserves de change importantes — de l'ordre de 100 milliards de dollars — décide de ne plus soutenir sa monnaie ; immédiatement, le nouveau dollar taiwanais perd 6 % ;
- à Hongkong, les pressions sur le dollar local et le marché des actions s'accroissent dès la mi-octobre ; les autorités réussiront cependant à sauvegarder le lien avec le dollar, mais au prix d'une hausse abrupte du taux d'intérêt au jour le jour, qui est porté à 100% le 23 octobre 1997²¹ ;
- à partir du 20 octobre, le won coréen fait alors l'objet de vives attaques ; défendu assez mollement (les taux d'intérêt ne seront pas fortement relevés comme à Hongkong), il flottera, comme on l'a déjà dit, le 16 décembre.

Cependant, la contagion ne se limite pas à l'Asie. Très rapidement, deux monnaies, à savoir le real brésilien et le rouble russe, vont également subir de très fortes pressions, au point que, le 31 octobre, la banque centrale du Brésil doit porter son taux d'intervention à 43%, tandis que la Russie, le 10 novembre, hausse de 7 points ses taux d'intérêt et annonce

21. Voir : BRI, *68^{ème} rapport annuel*, 1^{er} avril 1997-31 mars 1998, Bâle, p. 146.

que le rouble fluctuera désormais dans une bande de $\pm 15\%$ et non $\pm 5\%$.

Parallèlement, les marchés boursiers sont entrés en ébullition dans le monde entier. Entre les 20 et 23 octobre, l'indice Hang Seng perd 23% ; quelques jours plus tard, le 27, les cours des actions américaines baissent en moyenne de 7% aux Etats-Unis; le jour suivant, c'est au tour des actions russes de chuter de 23%. Les places boursières d'Amérique latine sont également touchées.

Signe de détresse qui ne trompe pas : le FMI, qui avait déjà marqué son accord sur un crédit de 3.9 milliards de dollars en faveur de la Thaïlande le 20 août et de 10 milliards en faveur de l'Indonésie, approuve le 4 décembre un autre crédit, destiné à la Corée, d'un montant considérable, soit 21 milliards de dollars, dont plus de 5 sont décaissés immédiatement.

La crise des changes se doublait maintenant d'une crise financière. La crise économique tout court n'était plus loin...

crises financières et politiques économiques

A la fin de 1997, la dépréciation des différentes monnaies de l'Asie du Sud-Est, à l'exception de celle de Hongkong qui a «tenu bon», est très sensible. Ainsi, en se limitant à trois exemples et en considérant les taux de change réels, c'est-à-dire le prix relatif des paniers de biens de deux pays, on a les évolutions suivantes :

Tableau 11. Taux de change réels (1990 = 100)

	1996	1997
Corée	88	157
Indonésie	80	150
Thaïlande	80	124

Source : Edison et al., 2000, pp.331-332.

Les effets de la dépréciation d'une monnaie sont bien connus. En premier lieu, la dévaluation accroît le prix des importations, puisque ces dernières, exprimées en monnaie locale, sont désormais plus chères, ce qui conduit, d'une part, à une demande plus faible des biens importés et d'autre part, à une hausse du niveau des prix internes. En deuxième lieu, la dépré-

ciation réduit le prix des biens exportés libellés, par exemple, en dollars, ce qui donne un coup de fouet aux exportations. En troisième lieu, si la hausse des prix internes résultant de la dépréciation de la monnaie n'est pas trop forte, l'augmentation des exportations couplée avec la diminution des importations doit rééquilibrer progressivement les comptes extérieurs.

Les estimations économétriques réalisées par Fair²² permettent de quantifier, mais avec quelques solides réserves, les conséquences d'une dévaluation de l'ordre de 30%: ainsi, pour la Corée, après un an, les prix internes auraient dû s'accroître de 11%, les exportations augmenter de 2.55% et les importations diminuer de 1.5% ; par ailleurs, le déficit des paiements courants, exprimé en pourcentage du PNB²³, se serait réduit de 5.16% à 1.94% , tandis que le taux de croissance du revenu national se serait redressé.

Si l'hypothèse de base de ces estimations s'était concrétisée, c'est-à-dire si la crise des changes s'était simplement soldée par la dépréciation des monnaies, on aurait probablement observé de tels ordres de grandeurs. Mais comme la lecture du tableau 12 le montre amplement, la réalité a été tout autre.

Tableau 12. Croissance, inflation et solde des paiements courants (variation annuelle en pour cent)

	PIB réel		Prix à la consommation		Solde des paiements	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Corée	5,0	-5,8	4,4	7,5	-1,8	12,5
Hongkong	5,3	-5,1	5,7	2,6	-3,5*	0,3*
Indonésie	4,9	-13,7	6,2	58,4	-2,3	4,5
Malaisie	7,8	-6,7	2,7	5,3	-4,9	11,7
Philippines	5,1	-0,5	5,0	9,0	-5,3	2,0
Singapour	8,0	1,5	2,0	-0,3	15,4	17,8
Taiwan	6,8	4,8	0,9	1,7	2,7	1,9
Thaïlande	-1,3	-8,0	5,6	8,1	-2,0	12,3

* Balance des biens et services hors revenus de facteurs.

Source : BRI

De toute évidence, on a assisté à une diminution du revenu dans la plupart des pays et non à une augmentation ; les prix

22. R-C. Fair, *What Can Macroeconomic Models say about Asia-Type Crisis*, Yale University, New Haven, 1999, 21 pp.

23. En fait, la production potentielle nominale.

internes — en l'occurrence les prix à la consommation — se sont moins élevés que prévu, sauf pour ce qui concerne l'Indonésie, alors que les balances courantes ont partout dégagé un excédent en un délai record, c'est-à-dire dès 1998.

De tels écarts par rapport aux prévisions demandent une explication, qui est forcément complexe. Néanmoins, ainsi qu'on va le montrer, l'introduction de deux éléments additionnels d'analyse — les effets de la crise financière et la prise en considération des politiques économiques — permet de fournir une explication satisfaisante d'évolutions apparemment paradoxales.

Voyons d'abord la crise financière. On a déjà signalé qu'avant même les dépréciations en chaîne des monnaies asiatiques, de nombreux pays du Sud-Est de l'Asie faisaient montre d'une grande fragilité financière. Les crises de change successives ont encore accentué les déséquilibres préexistants, de sorte que la plupart d'entre eux se sont retrouvés dans une situation extrêmement délicate.

Le tableau 13 fournit à cet égard les éléments pertinents. On y trouve d'abord un indice de crise tel que construit par Corsetti et ses collaborateurs²⁴. Cet indice représente une moyenne pondérée — les poids affectés à chacune des deux variables prises en considération sont respectivement de 0.75 et 0.25 — du taux de dépréciation, par rapport au dollar américain, du cours du change de la monnaie envisagée et du taux de variation des réserves de change, les deux taux étant exprimés en pourcentage sur la période de fin décembre 1996 à fin décembre 1997. On y a fait figurer ensuite un taux de renflouement, défini comme le produit des prêts improductifs évalués en proportion du total des prêts bancaires par la part des crédits bancaires au secteur privé, part exprimée en pourcentage du produit intérieur brut.

De ce tableau, il ressort d'abord que quatre pays ont été davantage touchés que d'autres par la crise des changes. Il s'agit de la Corée, de l'Indonésie, de la Malaisie et tout spécialement de la Thaïlande. Ainsi qu'on peut le constater, ce sont également ces mêmes pays qui ont été confrontés aux

24. G. Corsetti, P. Pesenti, N. Roudini, «Fundamental Determinants of the Asian Crisis: The Role of Financial Fragility and External Imbalances», *Discussion Paper*, 1999.

Tableau 13. Crise des changes et fragilité financière (1997)

	Indice de crise des changes	Taux de renflouement
Corée	-38,6	11,16
Hongkong	5,7	5,22
Indonésie	-38,3	11,86
Malaisie	-38,8	17,21
Philippines	-29,8	7,91
Singapour	-15,7	4,0
Taiwan	-11,4	6,14
Thaïlande	-47,8	21,28

Source : Corsetti [1999], BRI [1998], calculs propres.

difficultés financières les plus graves : en effet, leur taux de renflouement — qu'il faut interpréter comme le montant monétaire nécessaire pour renflouer le secteur bancaire, montant correspondant à une fraction déterminée du revenu national — est supérieur à 10%. La palme revient ici encore à la Thaïlande, qui, compte tenu de ce taux, aurait dû consacrer plus de 20% de son produit national au sauvetage de ses banques.

Toujours est-il que dans trois cas au moins, ceux de la Corée (la 11^{ème} puissance économique mondiale!), de la Thaïlande et de l'Indonésie²⁵, existait bel et bien ce que l'on appelle un risque systémique, c'est-à-dire la possibilité que l'insolvabilité d'une banque importante de ces pays mettent dans l'incapacité d'honorer leurs engagements d'autres banques asiatiques, mais aussi, par effet de domino, des banques japonaises, européennes ou même américaines. C'est pourquoi ces pays devaient absolument empêcher des faillites bancaires en chaîne. De plus, vu les montants considérables en jeu et le risque systémique, potentiellement mondial, inhérent à la situation de crise financière, l'institution internationale habilitée à gérer ce type de situation, à savoir le FMI, devait nécessairement intervenir. On a d'ailleurs vu un peu plus haut que le FMI avait approuvé à trois reprises l'octroi de crédits massifs aux pays «à haut risque» de l'Asie du Sud-Est. Le moment est donc maintenant venu d'examiner plus à fond les caractéristiques de l'intervention du FMI et leurs effets, spécialement sous l'angle des politiques économiques.

25. Comparativement à ces trois «géants», la Malaisie n'est qu'un nain économique et en conséquence, le «risque systémique» qui lui est associé est quasiment négligeable.

Le FMI a une longue tradition d'intervention, fondée sur une orientation néo-libérale affirmée. Quels qu'en soient les coûts humains en termes de chômage, de baisse des salaires, etc., sa stratégie, face à une crise des changes et financière, consiste invariablement à tenter de rétablir la confiance des investisseurs internationaux en préconisant la restauration de l'équilibre budgétaire, la hausse des taux d'intérêt, la libéralisation des marchés de capitaux et, bien sûr, la mobilisation d'un financement extérieur. C'est de cette manière qu'avait été gérée, notamment, la crise du peso mexicain en 1994.

Aussi n'est-il pas étonnant que le FMI²⁶ ait proposé aux pays du Sud-Est asiatique - spécialement la Corée, la Thaïlande et l'Indonésie - les mêmes remèdes, malgré les différences évidentes de situation par rapport au Mexique : en particulier, les « tigres » ne connaissaient pour la plupart ni déficit budgétaire ni taux d'inflation conséquents.

A un niveau plus fin d'analyse, il faut cependant distinguer deux grandes périodes dans les formes d'intervention du FMI. Dans un premier temps, l'institution internationale a effectivement préconisé et fait appliquer sa médecine de cheval habituelle :

- * le resserrement de la politique monétaire, c'est-à-dire l'accroissement des taux d'intérêt ;
- * la mise en chantier de réformes structurelles visant à abolir les barrières commerciales, les monopoles et les pratiques entrepreneuriales « non transparentes » ;
- * le strict respect du principe de l'équilibre budgétaire ;
- * la réforme des systèmes bancaires, qui s'est traduite par la fermeture des institutions non viables, la recapitalisation (c'est-à-dire l'apport de capitaux neufs) des établissements défaillants et surtout, l'ouverture des systèmes financiers locaux aux prises de participation étrangères.

Toutes ces mesures ont eu un impact négatif sur la demande globale, donc également sur l'activité économique et ce, d'au-

26. Pour une analyse de l'action du FMI et un panorama des critiques qui ont été émises à son égard, on renverra à S. De Brunhoff, « Le FMI est-il responsable ? La gestion de la crise monétaire et financière asiatique », dans G. Dumenil, D. Levy, dir., *Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, PUF, Paris, 1999.

tant plus que le FMI avait sous-estimé ou même négligé deux facteurs puissamment dépressifs : la chute généralisée du cours des actions et la décélération très forte du taux de croissance de l'économie japonaise durant l'année 1997, prélude à une véritable récession et à une crise financière de grande ampleur.

Le premier facteur — la baisse du prix des actions — se constate aisément à la lecture du tableau 14. Cette baisse a commencé dès le début de l'année 1997 et a été particulièrement sévère durant le second semestre de 1997²⁷.

Tableau 14. Variation du cours quotidien des actions
(1^{er} juil.1997 / 14 nov.1997)

	Corée	Hongkong	Indonésie	Malaisie	Philippines	Thaïlande
Pourcentage de variation	-31,4	-34,4	-40,3	-37,2	-34,5	-13,4

Source : Granger *et al.* [1998].

La chute du prix des actions a affecté l'ensemble des agents économiques : les particuliers (ceux évidemment qui avaient accès à la bourse, pas le paysan d'Indonésie ou l'ouvrier coréen !) qui ont vu leur revenu global se réduire ; les entreprises, dont la capitalisation boursière s'est effondrée et enfin, les banques dont la situation, déjà précaire, s'est détériorée encore davantage.

Le second facteur — la décélération de la croissance japonaise — s'explique largement par les politiques économiques mises en œuvre. Nous avons abandonné le Japon en 1996, année de « divine surprise », puisque la croissance avait été inhabituellement forte, en l'occurrence 5.1%. Or, dès le début de 1997, le gouvernement japonais a sensiblement durci sa politique budgétaire — voir OCDE²⁸ :

- 1^o l'allègement spécial de l'impôt sur le revenu, intervenu en 1994, a pris fin en décembre 1996 et n'a pas été prolongé ;

27. La chute du cours des actions thaïes a été plus accentuée que ne le donne à penser le tableau 14. En effet, la baisse est intervenue plus tôt en Thaïlande, donc avant le 1^{er} juillet 1997, et s'est poursuivie plus tardivement que dans les autres pays.

28. OCDE, « Japon », *Etudes économiques de l'OCDE*, 1998, pp. 41-44.

- 2° le taux de l'impôt sur la consommation a été relevé de deux points de pourcentage en avril 1997 ;
- 3° les charges de sécurité sociale ont été également augmentées tant pour ce qui concerne les cotisations que la participation des patients aux coûts des traitements médicaux ;
- 4° enfin, il faut également signaler la diminution des investissements publics (de l'ordre de 4800 milliards de yen aux prix de 1990).

Toutes ces mesures, à l'exception, bien sûr, de la dernière qui a affecté l'investissement, ont fortement pesé sur la consommation des ménages. Le résultat global a été un très net ralentissement économique en 1997 — 1.4% de croissance à prix constants — qui s'est mué en récession l'année suivante, avec une diminution du revenu réel de 2.8%. Ce ralentissement lui-même a empêché que la dépréciation — très importante, on l'a vu — des monnaies des Etats du Sud-Est asiatique ne se traduise par un coup de fouet dans leurs exportations à destination du Japon.

Toujours est-il que, sur fond de mesures du FMI et de décélération japonaise, les «tigres» ont été pris, pendant le second semestre de 1997 et le premier de 1998, dans un véritable «cercle vicieux» : la crise bancaire, couplée à la diminution de la demande globale, résultant à la fois des mesures de politique économique préconisées par le FMI et de la baisse du prix des actions, a conduit à la récession économique. Est alors intervenu le phénomène de contraction du crédit (*credit crunch*) consécutif au relèvement des taux d'intérêt et à la baisse du prix des actions qui a engendré des pertes considérables pour le secteur bancaire. La contraction du crédit s'est à son tour traduite par la chute du cours des actifs et un approfondissement de la récession. Il s'en est suivi de nouvelles difficultés pour les banques, qui se sont en conséquence davantage désengagées et ont accentué le processus de contraction du crédit.

Lorsque le FMI s'est aperçu, au premier trimestre de 1998, que la politique qu'il avait imposée risquait de généraliser la récession à l'ensemble de la planète, il a alors négocié un «tournant» vers une politique plus expansionniste, mais sans

reconnaître ouvertement le changement de cap²⁹ : c'est à ce moment qu'il a notamment préconisé des baisses des taux d'intérêt et le recours au déficit budgétaire pour combattre la dépression. Il a aussi fait montre de davantage de préoccupations « sociales », tout spécialement après les véritables émeutes qui ont déchiré l'Indonésie.

épilogue : rouble et real

A la fin du 1^{er} semestre de 1998, la Thaïlande et la Corée avaient retrouvé des niveaux de taux d'intérêt proches de ceux d'avant la crise, tandis que la dépréciation du baht et du won était stoppée. Par contre, en Indonésie, la situation continuait à se détériorer sur les plans politique, économique et financier. Le 21 mai 1998, Suharto démissionnait. A la mi-juin, la roupie était tombée très bas : en un an, elle avait perdu 85% de sa valeur et sa chute se poursuivait. Le FMI devait lui-même reconnaître que, « *en juillet 1998 (...), l'activité économique (en Indonésie) montrait des signes évidents de dislocation* »³⁰.

Cela dit, dans les trois pays, la récession s'approfondissait et comme les données du tableau 12 l'indiquent, la croissance fut négative en 1998 — fortement négative même. Un seul point favorable au tableau : l'effondrement de la demande intérieure a conduit à un effondrement parallèle des importations, de sorte que le solde des transactions courantes (marchandises et services) est redevenu partout positif dans des délais extrêmement courts.

Quoi qu'il en soit, une chose au moins ressortait clairement d'une année d'évolution, particulièrement heurtée, des monnaies et économies du Sud-Est asiatique : c'était qu'une parité fixe associée à l'un ou l'autre déséquilibre fondamental — des paiements extérieurs ou des finances publiques, peu importe — était particulièrement vulnérable aux attaques spéculatives et aux retraits massifs de capitaux.

29. FMI, «The IMF's Response to the Asian Crisis», Jan. 17, 1999 (consultable sur le site du FMI : <http://www.imf.org/external/np/ext/facts/asia.htm>).

30. *Ibid.*

La leçon ne sera pas perdue pour tout le monde. Or, comme on l'a déjà signalé, deux monnaies — le rouble russe et le real brésilien — avaient déjà fait l'objet d'attaques en octobre et novembre 1997. Ce sont elles maintenant qui allaient être en première ligne.

En janvier 1998, le rouble avait été rattaché au dollar, avec cependant une bande de fluctuations de 15% autour de la parité centrale. L'objectif, ce faisant, était bien sûr de casser l'inflation.

A l'évidence, la Russie faisait montre de plusieurs déséquilibres majeurs, parmi lesquels on se contentera de retenir :

1^o que le déficit budgétaire — lié en bonne partie au « capitalisme maffieux » qui s'est installé en Russie après l'effondrement de l'URSS — était fort élevé, puisqu'il a représenté, d'après la BRI³¹, en moyenne 7.2% du PIB sur la période 1992-1998 ;

2^o que de surcroît, ce déficit considérable était essentiellement financé par l'emprunt intérieur — les *GKO*, c'est-à-dire les bons du Trésor (de court terme) libellés en roubles, associés à des taux d'intérêt très élevés, prohibitifs — mais aussi par l'emprunt extérieur, via notamment le recours au crédit bancaire et à l'émission de titres d'emprunts russes libellés en dollars (les « Prins ») ; que de ce fait, la charge des intérêts de la dette était extrêmement lourde ;

3^o que par suite de la chute du prix des produits de base, gaz et pétrole essentiellement, durant les sept premiers mois de 1998, la balance commerciale russe est devenue déficitaire (il y avait longtemps déjà que la balance des paiements et des mouvements de capitaux était déficitaire !).

Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour que les capitaux internationaux se détournent de la Russie tout comme ils l'avaient fait quelques mois plus tôt à l'égard des pays du Sud-Est asiatique. En juillet 1998, le problème de refinancement de la dette étant aigu, le FMI met en place un montage de soutien de 26.6 milliards de dollars en faveur de la Russie,

31. BRI, 69^{ème} rapport annuel (1^{er} avril 1998 - 31 mars 1999), Bâle, 1999, p. 56.

montage subordonné à la réalisation d'économies budgétaires et de nouvelles recettes fiscales. Le Parlement russe s'opposera à toutes les mesures budgétaires et, en définitive, le plan du FMI échouera.

La situation paraît alors sans espoir : les taux d'intérêt atteignent des niveaux astronomiques (jusqu'à 150%!) ; le service de la dette publique dévore la moitié des recettes budgétaires ; les réserves de change fondent et avant la fin de l'année, il sera nécessaire, pour assurer le service de la dette, d'emprunter l'équivalent (en roubles) de 20 milliards de dollars.

Au milieu du mois d'août, il est clair pour tous que le gouvernement russe ne pourra refinancer la dette publique qui arrive à échéance ni non plus défendre la parité fixe du rouble vis-à-vis du dollar, vu l'épuisement de ses réserves de change.

Le 17 août, les autorités russes annoncent un changement de cap fondamental :

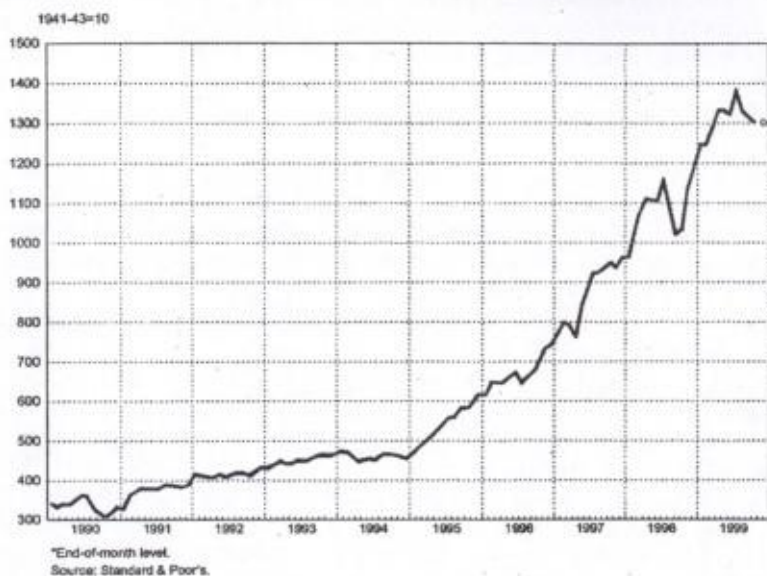
- l'élargissement, puis la suppression de la bande de fluctuation du rouble, ce qui va se traduire par une dévaluation prononcée de la monnaie russe ;
- la restructuration unilatérale de la dette publique ;
- un moratoire de 90 jours sur le remboursement des dettes des entreprises et des banques à l'égard des créanciers étrangers.

C'est cette dernière mesure qui va déclencher une onde de choc sur les marchés financiers internationaux et amener le système financier au bord de la catastrophe. En effet, entre août et novembre 1998, ainsi que l'écrit la BRI, *«les marchés des capitaux du monde entier ont été soumis à des tensions extrêmes, faisant redouter aux intervenants et aux autorités une implosion imminente du système financier. (...) Les investisseurs fuyaient pratiquement tous les types de risque, la liquidité s'est tarie, tant dans les économies industrielles que dans les marchés émergents (...)»*³². Il s'en est suivi une baisse généralisée des prix des actifs (à l'exception des obligations d'Etat). En particulier, comme l'indique le graphique suivant qui fournit l'évolution de l'indice des 500 meilleures valeurs boursières sur la place de New-York (Standard and

32. BRI, *op.cit.*, p. 87.

Poor's 500), les prix des actions se sont mises à chuter nettement, perdant 150 points en moins de deux mois. Ailleurs qu'aux Etats-Unis, on enregistre ce même mouvement de baisse.

STANDARD & POOR'S 500-STOCK INDEX*



3 Nov 99

Dans ce contexte fortement dépressif intervient l'épisode *LTCM*. Le *Long Term Capital Management* est un fonds spéculatif américain, fondé en 1994, qui avait obtenu des rendements tout à fait supérieurs à la moyenne, de l'ordre de 40% en 1995 et 1996. Au 31 août 1998, son bilan comptait un actif de 125 milliards de dollars et des fonds propres pour seulement 4,8 milliards de dollars. Quand on sait que ses engagements hors bilan dépassaient 1000 milliards de dollars — d'après Soros³³ — on peut en déduire que ce fonds spéculatif recourait très largement à l'emprunt.

La crise russe a considérablement affecté le *LTCM* au point que ses fonds propres à la mi-septembre 1998 s'étaient

33. G.Soros, *op.cit.*, p. 209.

réduits à 600 millions de dollars. Toujours selon Soros, «*si le Long Term Capital Management avait été abandonné à son sort, ses partenaires auraient subi des milliards de dollars de pertes*». Cependant, le fonds ne sera pas abandonné à son triste sort, car, le 23 septembre, sous l'égide de la *Federal Reserve*, quatorze banques et sociétés d'investissement vont injecter 3.6 milliards de dollars pour recapitaliser le *LTCM*. Le fonds spéculatif était sauvé et, avec lui, le système financier américain et mondial. Dès novembre 1998, les cours des actions repartaient à la hausse...

Le flottement du real brésilien décrété le 15 janvier 1999, après que le FMI ait consenti un montage de soutien de 41.5 milliards de dollars au Brésil au mois de décembre précédent, ne sera plus qu'une péripétie, somme toute secondaire, le plus dur étant passé pour le système financier international.



crise asiatique et réformes de la finance

suzanne de brunhoff

Que reste-t-il, en ce début de l'an 2000, des projets de réforme du régime financier international agités à l'occasion de la crise de 1997-98 ? Peu de choses, pour le moment, du côté des grandes puissances capitalistes du Groupe des 7 et du Fonds Monétaire International (FMI) qui est leur mandataire. L'euphorie boursière est de retour, en relation avec les perspectives de croissance économique, et les pays asiatiques les plus touchés par la crise semblent sortir d'une profonde récession.

Pourtant l'inquiétude suscitée par «la première crise de la mondialisation» avait été vive, pendant dix-huit mois. Le FMI avait semblé être incapable de gérer une crise dont personne n'avait prévu l'éclatement, la force, et la contagion internationale. Mais la principale justification de cette impuissance consista en la mise en cause des structures financières dans les pays touchés. Ainsi fut dénoncée l'opacité des procédures, dans le contexte d'un «capitalisme de copains» (*crony capitalism*), corrompu, et étranger aux normes de fonctionnement des marchés financiers internationaux. Relations incestueuses entre l'Etat, les banques, et les grands groupes industriels, en Corée du Sud et ailleurs. Accumulation de mauvaises créances. Manque de respect des droits des propriétaires

d'actifs financiers. La mise en lumière de ces fautes et leur critique permirent de reporter sur les pays concernés les origines de la crise, et de justifier les mesures initialement préconisées par le FMI en échange de son aide d'urgence, malgré leur caractère impropre.

un moment de doute

Pendant l'été et l'automne 1997, cette aide du FMI fut, de façon routinière, accordée sous conditions, celles de mesures d'austérité budgétaire et de forte hausse des taux d'intérêt, accompagnées de la mise en chantier d'une restructuration des banques et institutions financières locales. Mais la persistance de la crise monétaire et financière, ses effets économiques, et son extension en Asie, jetèrent le doute sur les mesures imposées par le FMI. Il fut dit que ces remèdes «*avaient failli tuer le malade au lieu de le guérir*». Ils perpétuaient l'asphyxie du crédit intérieur, initialement ébranlé par la fuite brutale des capitaux, et l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme libellées en dollars, et ils rendaient impossible le rétablissement des pays assistés.

En outre il était difficile d'expliquer pourquoi des pays jusque là considérés comme des champions de la croissance, suscitaient soudain la méfiance des créditeurs, surtout dans le cas de la Corée du Sud, depuis peu membre du club des pays capitalistes développés, l'OCDE. Et aussi de comprendre pourquoi la crise avait atteint les monnaies et les Bourses de places fortes de la finance internationale, Singapour et Hong Kong.

Il y eut quelques discussions sur les risques mondiaux de «surproduction» industrielle, et de déflation généralisée, avant le retournement de 1999. Au plan des mesures de sauvetage des pays en crise, la pratique se modifia un peu. Sans désavouer le FMI, où l'influence des Etats-Unis est prépondérante, l'Administration américaine intervint avec pragmatisme, à la fin de 1997 et au début de 1998. Ainsi réunit-elle les grandes banques internationales créditrices qui furent sommées de différer le remboursement de leurs créances en dollars sur la Corée du Sud. Procédure d'urgence, qui peut être rapprochée des interventions de la Banque centrale des Etats-Unis (la *FED*), lors du *krach* de Wall Street en 1987, ou du sauvetage d'un gros fonds spéculatif américain (le *LTCM*)

en octobre 1998. Ce sont des interventions ponctuelles contre un risque soudain perçu comme «systémique». Il s'agit chaque fois de sauver en urgence le système financier, non de le réformer. Quelques néo-libéraux grognent contre ces interventions publiques, avant d'en admettre l'opportunité. On a parlé des imprudences des créditeurs bancaires, à corriger par une meilleure évaluation des risques de crédit, mais le mode de fonctionnement des marchés financiers internationaux libéralisés n'a pas été mis en cause. Les analyses de la panique monétaire et financière déclenchée en 1997 - déconnectée, notamment dans le cas de la Corée du Sud, des «fondamentaux» macro-économiques du pays (ni inflation intérieure, ni déficit budgétaire) - n'ont débouché sur aucune prise en compte des méfaits de la spéculation de crise qui s'est déclenchée chez les détenteurs internationaux de *hot money*.

réformer le fmi ?

Divers projets de réforme du régime financier international ont cependant circulé, et circulent encore. Ils émanent d'universitaires ou d'experts, ou sont officiels. Parmi les seconds, une réforme du FMI est en discussion ; le G7 des pays riches, par lequel sont prises de grandes décisions internationales, s'est élargi en G20, groupe de discussions, qui inclut notamment la Russie, le Brésil, la Chine, l'Inde. Il semble s'agir surtout, pour les Etats-Unis, de faire accepter une réforme du FMI qui contraigne les Etats ayant besoin d'aide à une plus grande autodiscipline. Ainsi pour la première réunion du G20, le 15 décembre 1999, Larry Summers, secrétaire d'Etat au Trésor américain, a-t-il déclaré que le FMI «*ne devait pas être une source de financement bonifié pour des Etats capables d'obtenir facilement des capitaux privés, ni une agence d'aide à long terme pour des Etats incapables de renoncer à leurs mauvaises habitudes économiques*». Sélection des aides d'urgence, court terme de ces aides, «conditionnalité» renforcée en fonction des normes des marchés financiers internationaux, place plus large faite aux investisseurs privés : on voit quelles leçons de «la crise asiatique» sont ici tirées par les Etats-Unis ! Les dangers de crise systémique sont attribués aux pays «émergents», nullement aux crises de spéculation inhérentes à la finance internationale !

Certains projets comportent cependant la proposition d'une facilité de crédit particulière, en cas de contagion internatio-

nale de la crise, *contagion facility*, ouverte par les pays créateurs convaincus que la crise est systémique. Quant aux crédits du FMI lui-même, ils devraient être réservés aux pays pouvant faire la preuve de leurs propres efforts pour prévenir les crises, selon la tendance à reporter l'origine des perturbations sur les pays dépendants peu fiables et mal notés par la finance internationale. Quand on se souvient des erreurs de gestion commises par le FMI en 1997, on se demande quels experts seront capables de distinguer rapidement les crises locales des crises systémiques, et, comme dans le cas de la Corée du Sud, les pays vertueux des pays indignes d'être aidés en urgence.

Il faut néanmoins examiner de plus près une proposition de réforme émanant de l'économiste américain Stanley Fischer, dans un article paru à la fin de 1999 et intitulé «*On the Need for an International Lender of Last Resort*»¹: De la nécessité d'avoir un Prêteur International de dernier recours. Stanley Fischer préconise une modification du rôle du FMI, à partir du constat de l'instabilité propre à la finance. Il combine une importante critique du mode de fonctionnement de la finance internationale et un réformisme prudent.

Son diagnostic des crises financières concerne celles des «pays émergents» ayant des difficultés de financement extérieur, tel le Mexique en 1994, et les pays asiatiques en 1997. En l'absence de contrôle des entrées et sorties de capitaux, la volatilité de la *hot money* peut brutalement déstabiliser les monnaies et le crédit de ces pays. Or, selon Fischer, l'actuelle mobilité des flux internationaux de capitaux n'est pour eux bénéfique que si la fréquence et l'importance des crises financières peuvent être réduites. L'auteur rejoint ici des idées hétérodoxes sur l'instabilité inhérente aux marchés financiers : ceux-ci sont en proie à des vagues successives d'euphorie et de pessimisme, qui déferlent sur les pays où s'effectuent les placements, et y suscitent périodiquement des crises contagieuses de financement extérieur.

En l'absence de contrôles domestiques des mouvements de capitaux entrants et sortants, Stanley Fischer préconise une adaptation des pratiques de crédit du FMI. Il s'inspire ici des actions des Banques centrales dans les pays capitalistes développés, où elles jouent le rôle de prêteur en dernier ressort,

1. Publié par *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 13, N°4.

en cas de crise ou de menace de crise - ce qui était déjà le cas de la Banque d'Angleterre au XIX^{ème} siècle, et fut l'objet de préceptes exposés par Bagehot en 1873. Comme on l'a indiqué plus haut, en 1987 la *Fed* américaine a contenu le *krach* de Wall Street en fournissant au marché la liquidité temporairement tarie. Autre modalité d'intervention, le sauvetage du *LTCM* en 1998, fonds spéculatif jugé «*too big to fail*», trop important pour faire défaut; les grandes banques internationales qui avaient alimenté en crédits les opérations démesurées de ce fonds, ont été convoquées par la *Fed* et sommées de participer au sauvetage par leurs prêts. Dans les deux cas le principe est le même : intervenir d'urgence contre la contagion systémique d'une asphyxie du crédit.

Un point critique, selon Fischer, est le suivant : pendant la crise, la ligne de démarcation qui sépare les situations d'illiquidité et celles d'insolvabilité des institutions secourues, n'est pas déterminée. Il est alors difficile d'établir des taux de pénalité sur la liquidité ou les crédits fournis, ainsi que d'exiger des garanties de solvabilité. De fait, en situation d'urgence, on constate que la pratique est souple.

Qu'en est-il du risque de «hasard moral» qui tiendrait à l'intervention du prêteur en dernier ressort ? Il consiste en ce qu'un agent économique, assuré d'être tiré d'affaire s'il échoue, peut être incité à prendre des risques excessifs. Le rôle d'un prêteur en dernier recours aurait alors un effet pervers sur les comportements financiers, et pourrait ainsi être une source de crise. Fischer réfute cet argument : les crises financières, si nombreuses depuis vingt ans, ne sont en rien l'effet du hasard moral, elles résultent de l'instabilité de la finance.

les limites des propositions fischer

Peut-on appliquer au plan international le modèle domestique du prêteur en dernier ressort ? Le champ d'action n'est pas le même : il n'y a ni Etat mondial ni monnaie mondiale. D'autre part, depuis 1979 aucun Etat capitaliste développé n'a plus fait appel à une aide d'urgence du FMI. Fischer considère ici «*un groupe spécifique de pays*», qui ont des problèmes de financement externe par des capitaux étrangers libellés en devises fortes, principalement le dollar. Ce sont des pays dits «marchés émergents» : c'est-à-dire des pays capi-

talistes de second rang, à monnaies subalternes, mais aussi devenus des maillons de la chaîne du capitalisme international, de sorte que leurs crises financières peuvent affecter l'ensemble du système.

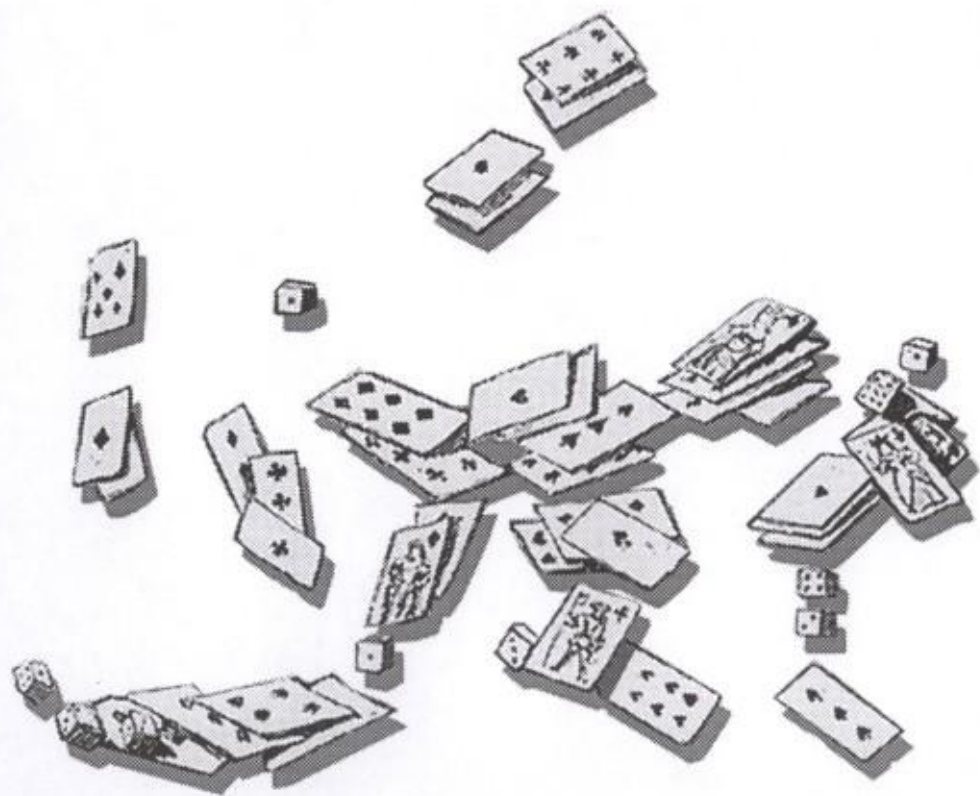
Pour eux un prêteur international de dernier ressort est nécessaire, selon S. Fischer, et ce devrait être le FMI. Déjà cette institution financière internationale a fourni des crédits d'urgence et elle envisage de continuer. Elle pourrait faire mieux, dit Fischer, sous réserve de divers aménagements concernant sa propre capacité de financement, la participation des crédi-teurs privés, etc., ainsi que des réformes des régimes de change et des structures financières des pays émergents.

Mais il faut remarquer que l'analogie entre prêteur domestique en dernier ressort (banque centrale) et prêteur international en dernier ressort (FMI réaménagé), a une portée très limitée, à cause des différences profondes des espaces économiques et politiques concernés. Certes, dans les deux cas, sont affirmées la nécessité et la validité d'une intervention publique centrale pour pallier les crises : cela s'oppose aux idées orthodoxes, selon lesquelles les marchés financiers sont capables de s'auto-réguler, et les interventions étatiques sont source de perturbations. Et dans les deux cas, même s'il s'agit d'interventions ponctuelles de sauvegarde du système, elles sont intégrées dans la responsabilité des institutions publiques.

Par contre l'aide d'urgence n'a pas la même signification dans les deux cas. C'est ce qu'indique le maintien de la « conditionnalité » des interventions d'urgence du FMI. Qu'elle doive se manifester par la plus ou moindre grande sévérité des conditions financières des crédits (modulation des taux d'intérêt par exemple) ou autrement, elle est une « conditionnalité politique », comme le dit S. Fischer, qui manifeste et reproduit les normes internationales de bonne politique domestique. Or celles-ci émanent des pays capitalistes dominants. Elles y sont formées par des compromis plus ou moins stables entre acteurs privés des marchés financiers, et acteurs publics du G7 notamment, et elles conditionnent l'accès des pays émergents aux marchés internationaux. Alors que l'espace politique où la banque centrale intervient comme prêteur en dernière instance est en principe souverain, celui des pays émergents où interviendrait le FMI comme prêteur en dernier recours est dépendant. La réforme proposée par Stanley

Fischer s'inscrit dans un monde hiérarchisé où les pays capitalistes les plus puissants énoncent et diffusent les règles universelles de la bonne gestion et de la bonne «gouvernance» que les pays émergents sont tenus de respecter.

Il me semble que toute réforme soucieuse d'éviter de nouvelles crises, dont les effets économiques et sociaux ont jusqu'ici affecté principalement les pays émergents, doit concerner les pratiques financières des pays capitalistes dominants. C'est là qu'est concentrée la puissance de la finance internationale. C'est là qu'il faut opposer à l'instabilité financière, source de crises contagieuses, des mesures politiques fortes. La modeste taxe Tobin sur les opérations de change, qui vise à rendre coûteuse la spéculation sur les monnaies, fait partie de telles mesures : elle concernerait directement les opérateurs internationaux de Londres ou de New-York, au cœur de la finance mondiale et de l'espace politique dominant. Atteindre ce cœur : c'est un enjeu central pour toute réforme visant à modérer les crises financières.



notes sur la crise russe et ses effets

lahsen abdelmalki*

Si on convient que la financiarisation est une dimension et un vecteur de la mondialisation, on comprend que la crise financière ait pu avoir une dimension mondiale. La chronologie des événements de 1997-98 plaide, au demeurant, en ce sens. Mais si le processus de mondialisation est forcément désigné par l'usage terminologique comme un mouvement d'ensemble, il serait imprudent de présumer acquise l'unité de celui-ci.

Il en va de même pour «la» transition. Si un Pierre Rolle souligne opportunément¹ qu'il n'y a pas lieu d'isoler sous cette dénomination les transformations en cours des sociétés où a prévalu le mode de production soviétique, les particularités de celles-ci méritent d'être relevées. De même, leur sensibilité à la crise financière est variable, et demande un examen spécifique.

* Université de Lyon II. L'auteur est chercheur en économie internationale au sein de l'unité GATE (Groupe d'Analyse et Théorie Economique) n° 5824 du CNRS. L'article résulte d'une collaboration avec Sophie Glorieux et Julia Ivanova de la même université.

1. Voir sa contribution, «Y a-t-il une fin à la transition ?», dans le précédent numéro (214) des *CM, Dix ans de recyclage des nomenclatures* (également publiée dans *Mouvements*, n°6, nov.-déc. 1999).

transitions à l'est

L'introduction des mécanismes de l'économie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS connaît des degrés d'avancement divers, et s'accompagne de résultats macro-économiques contrastés. Les stratégies de transition ont été très différenciées, sur un éventail allant de la thérapie de choc au gradualisme le plus prudent.

Au cœur de ces différences, il faut certainement placer des facteurs historiques et géographiques : pays de tailles diverses, plus ou moins proches des marchés ouest-européens et susceptibles de réorienter leurs échanges vers ceux-ci ; degrés et types de développement industriel et agricole antérieur ; dynamique de l'indépendance comme anesthésie des reculs transitoires du PNB ;...

Nous croyons nécessaire d'insister sur la dimension institutionnelle, en marquant l'écart entre l'idée de libéralisme et les outils et dispositifs économiques et politiques du libéralisme réalisé². En pratique, il n'y a pas de marché sans Etat. L'entreprise capitaliste elle-même est une institution socio-politique complexe, la propriété privée n'étant qu'un des éléments de son instauration, et seule, très loin d'y suffire. C'est pourquoi la destruction totale de l'ancien régime de planification, le démantèlement impromptu du Comecon et de l'URSS et les privatisations ont débouché en 1990-93 sur des chutes drastiques de la production.

Désorganisation et inflation (ce qui continue à être produit devient rare et cher, ou est importé), chute des recettes de l'Etat (vide fiscal), endettement de l'Etat, tous ces éléments indiquaient, avant l'été 1998, la grande fragilité d'économies désormais ouvertes sur le monde et sur ses tempêtes.

les transitions à l'est sous le feu de la crise économique et financière en russie

Le 17 août 1998 restera dans l'histoire, déjà mouvementée, de cette décennie. Le *krach* russe a balayé une partie des cer-

2. Pour l'analyse générale, nous renvoyons en particulier aux ouvrages suivants : Lavigne M., *Capitalisme à l'Est*, Paris, 1992 ; Sapir J., *Le krach russe*, Paris, 1998.

titudes qui perduraient depuis 1991 et la fin de l'URSS. Ce jour-là, la dévaluation du rouble et l'insolvabilité de l'Etat ont été déclarées. Le gouvernement russe a annoncé trois mesures aux effets immédiats : un moratoire de quatre-vingt-dix jours sur les engagements externes des entités privées ; la suspension du remboursement des *GKO* (bons du trésor russe) en attendant leur restructuration ; l'élargissement du corridor de change du rouble par rapport au dollar en portant la limite supérieure à 9.5 roubles pour un dollar, ce qui constituait une dévaluation de fait de 34%.

En fait, la crise russe ne fait que réactiver un certain nombre de problèmes inhérents aux structures sociales et politiques de l'ensemble des pays de l'Est : volatilité des monnaies, fragilité des systèmes bancaires très imbriqués les uns dans les autres, dettes publiques importantes, commerce international peu développé, etc. Toutefois, ces difficultés s'expriment avec une intensité et selon des formes différentes selon les pays et la nature des questions et des problèmes.

la contagion par le commerce international et l'exception des peco

Les répercussions de la crise russe sur les PECO et la CEI à travers le commerce international empruntent deux voies complémentaires, celle de la dépendance vis-à-vis des exportations d'une part, et celle de la dépendance vis-à-vis des importations d'autres part. La dépendance à l'égard des exportations est le principal vecteur direct de contagion de la crise russe. En effet, les pays ayant la Russie comme principal débouché se trouvent dans une situation critique car leurs exportations se réduisent considérablement du fait des difficultés économiques accumulées de ce pays.

La dépendance à l'égard des exportations des PECO est relativement faible, qu'on la mesure par la part de la Russie dans le total des ventes à l'étranger ou par le poids de ces ventes par rapport au PIB. En effet, les exportations des PECO vers la Russie en pourcentage des exportations totales sont toutes inférieures à 7%, à l'exception de la Lettonie³. La raison de cette faiblesse tient au fait que la plupart des PECO - et

3. Wild G., «La crise russe menace-t-elle les PECO ?», *Le MOCI*, n°1374, 28 janvier 1999, pp.181-183.

notamment les préqualifiés pour une adhésion à l'Union Européenne dès 2002 (Hongrie, Pologne, République tchèque, Estonie et Slovaquie) - ont su s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'ex-Union Soviétique en tissant de forts liens économiques avec l'UE, qui représente aujourd'hui en moyenne 65% de leurs exportations contre moins de 35% en 1989⁴.

En effet, 63% des exportations de la République tchèque se font avec l'UE, 66% pour la Pologne et 72% pour la Hongrie⁵. On voit donc que la crise russe ne devrait pas durablement contaminer les économies des PECO, car leurs échanges commerciaux se sont redéployés en direction de l'UE aux dépens de la Russie. «*Mais il ne faut pas s'arrêter à ces chiffres, souligne N. Meunier, économiste à la Caisse des Dépôts, la Russie représentait jusqu'à présent un marché potentiel pour ces pays-là. Leur développement futur se trouve partiellement freiné*»⁶.

Il faut aussi tenir compte de deux dépendances complémentaires. La première résulte de la prise en compte des relations commerciales avec les pays de la CEI, notamment l'Ukraine et la Biélorussie. Dans ce cas, la Lituanie devient dépendante pour près de 30% de ses ventes à l'étranger, comme la Lettonie. Pour la Bulgarie, l'Estonie et la Pologne, la dépendance atteint environ 10%. Or, le risque de propagation de la crise aux pays de la CEI à travers le commerce est réel. Cette propagation pourrait produire une réaction en chaîne : crise russe, donc crise des pays de la CEI, donc crise des PECO.

La seconde source de sous-évaluation de l'impact par le commerce vient de ce qu'une partie des ventes ayant pour destination finale la Russie ne serait pas saisie de façon satisfaisante par les statistiques. Ainsi, selon certaines sources, ce seraient environ 30% des exportations hongroises qui auraient pour destination la Russie, du fait de la prise en charge des ventes par des partenaires autrichiens, alors même que les statistiques officielles font de la Russie un partenaire de

4. Touati M., «De la crise russe à la récession mondiale ?», *La Tribune*, 31 août 1998, p. 30.

5. Baron A., «L'Europe de plus en plus désirée», *La Tribune*, numéro spécial, décembre 1998, p. 25.

6. Cité par Abercat A. et Lhaik B. dans «Jusqu'où ira la contagion ?», *L'Express*, 3 septembre 1998.

second rang, avec un peu plus de 5% des exportations. Aussi faut-il également souligner le rôle que joue dans certains pays, en Pologne en particulier, le commerce transfrontalier⁷.

Il faut mentionner, enfin, dans ces dépendances commerciales, celles qui, sans modifier le cadre général qui vient d'être présenté, affectent plus particulièrement certaines catégories de produits, voire certaines entreprises et qui peuvent prendre des proportions locales non négligeables. On sait par exemple que l'agro-alimentaire est dans tous les pays un secteur particulièrement touché vu le rôle qu'y jouent les ventes à la Russie. C'est particulièrement vrai pour les Etats baltes, la Roumanie et la Bulgarie. Les PECO eux-mêmes, Pologne et Hongrie notamment, ont vu également chuter leurs ventes de produits alimentaires.

Ici et là, mais sans qu'une vision d'ensemble puisse être aujourd'hui proposée, on chiffre en centaines ou milliers d'emplois les pertes encourues (10 000 emplois en Lettonie), en centaines de millions de dollars les pertes à l'exportation (en 1998, 500 millions pour la Pologne, 150 à 200 millions pour la Hongrie). Bien entendu, la dépendance considérée d'un point de vue macro-économique est relativement faible du fait de la forte restructuration géographique des échanges qui s'est produite depuis l'entrée de cet ensemble de pays dans la stratégie de transition. Et, on le sait maintenant, c'est le ralentissement de la croissance dans les pays de l'UE, de même que la compétition accrue avec les pays d'Asie qui pèseront le plus sur l'évolution à court et moyen terme des pays candidats. Il n'empêche, la crise russe aura son propre impact, mesurable en dixièmes de point de croissance pour chaque réduction de 10% des importations russes, voire même en points pour les pays les plus exposés comme la Lettonie et la Lituanie⁸.

la cei dans la tourmente de la crise financière

Contrairement aux PECO, les ex-républiques soviétiques sont les plus exposées à la crise russe puisqu'elles ont gardé des liens étroits avec la Russie. C'est principalement le cas pour l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. En effet, la Russie

7. Wild G., *op. cit.*

8. Wild G., *ibidem.*

est le premier partenaire commercial de l'Ukraine, absorbant 40% de ses exportations, soit l'équivalent de 10 milliards de dollars de marchandises. C'est pourquoi le vice-premier ministre en charge des finances, S. Tiguipko, déclarait d'un air désappointé dès le mois de septembre 1997: «*L'Ukraine a besoin d'une aide étrangère supplémentaire. Nous n'avons malheureusement pas pu prouver notre différence avec la Russie*»⁹.

Il en va de même pour la Biélorussie et le Kazakhstan, la Russie étant aussi leur premier partenaire commercial (70% des exportations de la Biélorussie se font vers son grand frère slave, 44.5% vers le Kazakhstan). La Moldavie est aussi très dépendante du marché russe, puisque les exportations vers la Russie sont passées de 32% en 1992 à 60% en 1998¹⁰. L'isolement régional de l'Arménie, en raison du blocage du Haut-Karabagh, la contraint aussi à dépendre de la CEI, Russie comprise, pour ses débouchés, soit 40% de ses exportations¹¹. Cependant, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan sont des exceptions puisque ces pays ont orienté leurs exportations vers les marchés solvables, notamment en Europe (Royaume-Uni, Suisse,...). Ainsi, seulement 15.4% des exportations de la Géorgie se dirigent vers la Russie, et un quart de celles de l'Ouzbékistan vers la CEI, Russie comprise.

La dépendance vis-à-vis des importations est aussi un facteur potentiel de transmission de la crise d'un pays vers un ou plusieurs autres. En effet, si un pays sous-traite une partie de sa production à un autre pays qui subit une crise, alors l'impossibilité de ce pays de poursuivre cette production à cause de ses difficultés économiques peut entraîner une baisse de l'activité dans le pays importateur puisqu'il ne recevra plus les produits semi-finis dont il a besoin pour produire ses biens.

Dans le cas des PECO, comme dans celui de la CEI, la dépendance à l'égard des importations de Russie ne saurait, dans le contexte actuel, soulever de grandes inquiétudes puisque l'on

9. Jégo M., «L'Ukraine est plus vulnérable que les autres pays de l'Est», *Le Monde*, 27 août 1998.

10. Bran M., «La Moldavie: dépendance», *Le Monde - Bilan 1998*, pp. 59-60.

11. COFACE, «Les marchés à privilégier en Europe centrale et orientale», *Le MOCI*, n°1374, 28 janvier 1999, pp. 183-224.

sait qu'ils s'y approvisionnent pour l'essentiel en matières et produits primaires. Par conséquent, ils sont affectés principalement de façon positive par l'évolution des cours, puisque ces derniers ont beaucoup chuté depuis la crise asiatique.

la ceï et les peco à l'heure des désordres monétaires et financiers

«La crise financière n'est pas celle d'un pays mais celle d'un système», avait affirmé, bienveillant, M. Camdessus, en octobre 1998¹². Le Directeur général du FMI, aujourd'hui démissionnaire, reconnaît ainsi que la globalisation des marchés a fini par créer un risque systémique latent, devenu un puissant levier de transmission de la crise de l'Asie à la Russie, aux PECO et à la CEI ainsi qu'aux marchés émergents de l'Amérique latine.

Les variables d'un tel risque sont les taux de change, les taux d'intérêt, les cours de bourse, la dette titrisée, variables qui ont en commun d'avoir joué un grand rôle dans le déroulement de la crise russe. Le taux de change du rouble et les cours de bourse se sont effondrés, les taux d'intérêts se sont envolés, la dette a en conséquence «exposé». Jacques Sapir écrit à juste titre : *«on pouvait prévoir qu'une réduction trop rapide du déficit budgétaire et une hausse trop brutale des taux d'intérêt accentueraient la dépression et la rigidité des structures, conduisant à des coûts de transaction élevés, provoqueraient des situations de sélection adverse et fragiliseraient le système bancaire induisant un risque systémique dans l'ensemble de la structure financière»*¹³.

L'extrême fluidité des mouvements de capitaux constitue aussi un facteur de contagion. D'une part, par effet mécanique, car la plupart des investisseurs en Russie possèdent un portefeuille d'actions à travers des fonds d'investissements spécialisés dans les pays émergents ; la vente d'actifs russes entraîne donc directement une chute dans tous ces pays. D'autre part, par effet mimétique qui découle du repli des avoirs vers des pays moins risqués comme l'Europe ou les

12. Cité par Gherardi S., «Crises à répétition», *Le Monde - Bilan 1998*, p.9.

13. Sapir J., «Il faut mettre le FMI hors jeu en Russie», *le Monde*, 3 septembre 1998, p. 15.

Etats-Unis. Cette excessive volatilité des marchés financiers est considérée aujourd'hui comme l'un des principaux dangers de la mondialisation¹⁴.

De plus «*aujourd'hui, les places financières occidentales réagissent de façon plus émotionnelle que rationnelle*», estime G. Augustin-Normand, président de Richelieu Finances¹⁵. En effet, une sorte de climat de méfiance à l'égard des pays dits émergents s'est installé. Les craintes éprouvées par les investisseurs les incitent à fuir les pays proches de la Russie. Les raisons de cette défiance «spontanée» des marchés sont au demeurant fort compréhensibles. D'une part, se fondant sur le passé récent de ces pays, certains ont pu penser que leurs liens avec la Russie étaient restés importants et qu'ils pouvaient souffrir des mêmes maux structurels et institutionnels. D'autre part, leur statut de pays émergents renforce le soupçon que les conditions de la croissance peuvent y être moins saines qu'on ne le pense¹⁶.

Ces raisons expliquent la déclaration du président ukrainien L. Koutchma selon laquelle «*les effets de la crise russe ne peuvent pas rester sans influence car la Russie est un de nos grands partenaires. Les causes sont en premier lieu d'ordre psychologique*»¹⁷. Cette fuite des capitaux est catastrophique pour les pays car elle engendre une situation de déflation, soit une situation économique marquée simultanément par la baisse des revenus, le recul de la demande et finalement le retournement de l'activité et le développement du chômage. Ce scénario catastrophe est en œuvre en Russie et commence à l'être dans les pays de la CEI et une partie des PECO, essentiellement à cause du «risque systémique» engendré par l'emballement des marchés financiers.

La psychologie moutonnaire de ces marchés contribue à sa façon au durcissement de la crise. En effet, *krach* boursier et dévaluation s'entretiennent mutuellement sous l'effet des comportements mimétiques. L'incertitude sur l'avenir fait le

14. Proenza A., «Comment le risque financier se transmet à l'Amérique latine», *Le Monde*, 8 septembre 1998.

15. Cité par Abercat A., et Lhaik B., *op. cit.*

16. Wild G., *op. cit.*

17. Despici-Popovic H., «L'Ukraine frappée par l'onde de choc russe», *Libération*, 4 septembre 199 ?.

reste en déclenchant les réflexes de la peur. «*La panique venue de Pan, dieu horrible des troupeaux, écrit Jacques Attali, est ce mouvement moutonnier où chacun imite l'autre dans l'affolement, par peur d'être marginalisé, laissé pour compte. Elle est au cœur du déclenchement de toute crise et peut détruire l'économie réelle*»¹⁸. De tels comportements contribuent ainsi à aggraver la crise et à accentuer ses répercussions sur les pays proches du pays en difficulté.

les perspectives : les agendas à poursuivre et les écueils à éviter

Les trois priorités qu'appelle une politique de redressement économique et de transition de l'économie de marché en Europe de l'Est sont bien connues : il s'agit de créer l'environnement économique et institutionnel qui permette aux dirigeants des entreprises de disposer d'une réelle capacité d'initiative, d'un réel pouvoir de choix des moyens matériels, humains et financiers à mettre en œuvre. Il s'agit de resserrer le lien entre la productivité et la rémunération du travail. Il s'agit enfin, tant sur le plan interne qu'externe, de rendre à la monnaie un rôle actif en faisant du crédit bancaire un réel instrument de stimulation de l'activité économique.

Ces trois impératifs restent cependant hors d'atteinte si les comportements des agents économiques apparaissent comme conditionnés par des facteurs d'inertie structurelle, liés à l'apprentissage de conduites d'adaptation au contexte institutionnel antérieur. Pour permettre un changement des mentalités et des comportements, il importe de rendre transparents les mécanismes du marché, non pas dans une situation d'expérimentation hypothétique, mais dans une situation réelle, actuelle des économies de l'Europe de l'Est.

A cette fin, une transition soigneusement ménagée vers un système d'économie mixte semble tout à la fois plus efficace économiquement et socialement préférable à des mesures radicales visant à transformer par le haut la société et le mode de fonctionnement des activités. L'aide occidentale pourrait - par exemple, en contribuant à une amélioration substantielle de la gestion des infrastructures et des équipements collectifs - grandement faciliter la transition à des procédures d'al-

18. Attali J., «Economie de la panique», *Le Monde*, 4 janvier 1998.

location des ressources par le marché dans les secteurs d'activité dont la situation paraît mûre pour une telle transition.

De même, la décentralisation des activités dans les secteurs fortement concentrés et verticalement intégrés pourrait s'inspirer des techniques mises en œuvre dans les entreprises publiques occidentales présentes dans des secteurs d'activité comparables. Dans l'immédiat, il semblerait que l'aide financière de l'Ouest serait d'une grande utilité si elle visait à rétablir les conditions propices à un redémarrage de l'activité économique plutôt qu'à précipiter des bouleversements institutionnels prématurés. Quel intérêt y a-t-il, en effet, à privatiser des entreprises si celles-ci sont destinées à passer sous le contrôle du capital étranger, ou si les travailleurs auxquels on attribue des droits de propriété sur le capital sont dans une situation telle qu'ils ne sauraient aucunement participer aux apports en capitaux nécessaires au développement et à la survie des entreprises ?

euro et capitalisme financier

yves de wasseige

Lancé en grande pompe le 4 janvier 1999, l'euro n'a cessé de perdre de sa valeur au cours de l'année par rapport au dollar mais aussi par rapport à la plupart des monnaies des pays industrialisés. En douze mois, la baisse a été de 15% par rapport au dollar et de 22% par rapport au yen. La chute de l'euro s'est poursuivie en janvier 2000.

Dans l'euphorie du lancement, on parlait même d'une monnaie internationale alternative à l'hégémonie du dollar. Aujourd'hui les autorités politiques et monétaires européennes tentent de rassurer les marchés et les inquiétudes des entreprises et des citoyens en affirmant que l'euro présente une grande marge de réévaluation. C'est le coup de la bouteille à moitié vide qu'on déclare à moitié pleine !

L'euro a fait le bonheur des marchés financiers et du monde international et européen des banques et de la finance en raison de la simplification qu'il introduisait pour la circulation des capitaux entre les onze pays de l'Union européenne participant à l'euro, et entre eux et le monde. Il a fait le bonheur des entreprises par la stabilité des changes entre les monnaies des pays de la zone euro.

Après quelques jours d'euphorie en janvier 1999, et malgré les efforts méritoires d'indication des prix en monnaie natio-

nale et en euro dans les grandes surfaces et dans la presse écrite, l'euro est resté totalement étranger au comportement des citoyens et des entreprises : personne ne calcule en euro dans aucun des pays de la zone euro. Sauf pour les cours de bourse, pour lesquels les intéressés font le calcul de transposition, les monnaies nationales restent totalement imprégnées dans les comportements. On estime qu'à peine 0.8% de toutes les transactions se sont effectuées en euro en 1999, alors que chacun, entreprises et particuliers, a le libre choix de libeller ses paiements en euro ou dans l'une des monnaies nationales.

Que s'est-il donc passé? Pourquoi cette chute du cours de l'euro? Pourquoi ce manque d'intérêt des entreprises et des citoyens? Pour répondre à cette double question, il faut remonter plusieurs années en arrière, à l'idée de monnaie unique et à la méthode adoptée pour la réaliser.

l'euro, étape inévitable dans la construction européenne

L'euro a été créé au cours d'un long processus. En 1970, déjà, la question est évoquée et un rapport est établi par Pierre Werner, alors Premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg. En 1971, c'est l'effondrement du système de changes fixes établi par les accords de Bretton Woods en 1945. Il s'ensuit un flottement de toutes les monnaies et une inflation considérable. Les pays européens créent, en 1972, le «serpent monétaire», un flottement concerté des principales monnaies européennes, et ensuite, en 1979, le «système monétaire européen» (1979).

L'Acte unique de 1986 prévoyait non plus un marché commun mais un marché unique, applicable à partir du 1^{er} juillet 1990 pour la circulation des capitaux et du 1^{er} janvier 1993 pour les biens et services. Le grand marché sans frontières appelle, quasi nécessairement, une monnaie unique pour éviter des distorsions de concurrence par les manipulations monétaires. C'est chose faite au sommet de Maastricht.

Le Traité de Maastricht, en 1992, a imposé quatre critères de convergence, tous de nature budgétaire ou monétaire. En outre, a été conclu un pacte de stabilité qui impose aux pays

partenaires de l'euro de maintenir leur déficit budgétaire en dessous de 1% du Produit intérieur brut sous peine de sanctions financières. La monnaie unique devient réalité au 1^{er} janvier 1999 pour les onze pays européens qui ont satisfait aux fameux critères de convergence; seule la Grèce reste hors de ces critères et trois pays – Royaume-Uni, Suède et Danemark – refusent d'y participer.

le refus du royaume-uni d'y participer, un handicap sérieux pour l'euro

L'absence du Royaume-Uni a été inconsidérément minimisée, elle est cependant de poids.

Le Gouvernement Thatcher a très logiquement préservé les intérêts financiers de la Grande-Bretagne en n'adhérant pas à l'euro, du moins tant que celui-ci n'avait pas fait ses preuves. La *City*, la place financière de Londres, est, en effet, le premier marché mondial pour les transactions sur les changes. La *City* détient 32% des transactions planétaires en matière de change, Francfort, pourtant siège de la Banque Centrale Européenne, en détient 5% et Paris 4% (estimations de 1999). Plus grave peut-être pour l'euro: la *City* a augmenté ses parts de marché depuis l'apparition de l'euro, tandis que les places européennes régionales – telles que Amsterdam, Bruxelles, Milan, Madrid, marchés importants pour leurs monnaies locales – ont perdu une grande part de leurs activités.

Dans ces conditions, il est, évidemment, illusoire de penser que l'euro était susceptible de jouer immédiatement un rôle international important. L'avenir reste, aussi, incertain étant donné le poids de la *City*: 537 banques étrangères sont implantées à Londres contre 242 à Francfort et 187 à Paris.

En clair, l'euro n'est pas un point d'aboutissement, l'unification des marchés des capitaux (par exemple l'unification des bourses) dans la zone euro s'imposera aussi. Quelle place émergera à l'issue d'un processus qui s'opérera sans doute en plusieurs étapes? C'est l'enjeu des grands pays dans les prochaines années; Paris et Francfort sont d'une taille équivalente, mais peuvent l'un et l'autre conclure des alliances avec les places plus petites pour renforcer leurs positions.

les critères de convergence du traité de maastricht ont fait porter la charge uniquement sur les travailleurs et les bénéficiaires des allocations sociales

Les restrictions budgétaires nécessaires pour respecter ces critères ont porté principalement sur les secteurs sociaux et sur des secteurs comme la justice. Pour tenir les critères monétaires, il fallait, en fait, s'ajuster sur les monnaies fortes du moment : le *deutsche mark* et le florin. Une politique de monnaie forte entraîne des taux d'intérêt élevés, puisqu'il faut attirer les capitaux ou les maintenir. Pendant toute cette période les taux d'intérêts belges sont plus de un point supérieurs aux taux allemands. Pour pallier les inconvénients d'une monnaie forte à l'exportation, il fallait améliorer la compétitivité.

La plupart des pays ont, à cette fin, pris diverses mesures pour contrôler et limiter les augmentations salariales. C'est particulièrement le cas en Belgique avec la loi sur la compétitivité qui autorise le Gouvernement à prendre des mesures si la compétitivité se réduit en Belgique par rapport à ses concurrents immédiats, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Un blocage des salaires est intervenu à certaines périodes et, à d'autres moments, un plafond aux augmentations des coûts salariaux a été imposé aux négociations entre employeurs et organisations syndicales. Le «plan global» du Gouvernement Dehaene à la fin de 1993, visant à réduire les dépenses de sécurité sociale tout en diminuant les cotisations de sécurité sociale à charge des entreprises, allait dans le même sens.

Non seulement les travailleurs ont supporté tout le poids de l'accession à la monnaie unique mais également les bénéficiaires de la sécurité sociale – les pensions, allocations familiales et indemnités de chômage – notamment par le renforcement des contrôles et l'intensification des exclusions.

Pendant cette même période, les profits des grandes entreprises n'ont cessé d'augmenter, les cours de bourse n'ont cessé de grimper malgré des diminutions momentanées, les fraudes fiscales sur les revenus des capitaux continuent, les paradis fiscaux restent intouchables : pays de l'Union européenne comme le Grand-Duché de Luxembourg; ou dépendant de pays de l'Union européenne comme Gibraltar,

Jersey, Madère, Andorre, Monaco, mais aussi Malte et Chypre; et les paradis fiscaux internes aux pays, les zones franches dans certains pays comme l'Irlande ou les centres de coordination en Belgique.

En Belgique, l'impôt des sociétés offre une quantité de dérogations de sorte que les grandes sociétés ne paient jamais le montant nominal de l'impôt mais beaucoup moins. En Belgique encore, les plus-values ne sont pas taxables et les impôts sur les revenus des capitaux ne sont plus cumulés avec les autres revenus : le précompte mobilier libératoire est de 15% sur les placements à revenus fixes (obligations, livrets) et de 25% sur les revenus des actions.

Ces mesures s'inscrivent, à l'évidence, dans la ligne de soutien à la mondialisation et au capitalisme financier. Quant à une fiscalité européenne des revenus des placements financiers, le Royaume-Uni et le Grand-Duché de Luxembourg s'y opposent toujours et encore très récemment. Or, il faut l'unanimité dans ce domaine de décision.

La demande globale et donc le taux de croissance ont été affectés, en même temps que se creusaient les inégalités sociales : pauvreté, précarité, chômage d'une part, profits, dividendes et bourse en hausse d'autre part.

absence d'autorité politique

L'Union européenne, sous l'influence de l'Allemagne principalement, a voulu et prévu une très grande autonomie de la Banque centrale européenne (BCE). Elle est, donc, le seul interlocuteur, les Gouvernements sont seulement «des figurants». Par ses statuts, la BCE est gardienne de la monnaie; contrairement à la Réserve fédérale, la banque centrale des Etats-Unis, elle n'a pas à prendre en compte des objectifs de croissance et de développement.

La crainte de la BCE c'est l'inflation; elle est, dès lors, soucieuse d'une l'orthodoxie budgétaire stricte des Etats de l'Union européenne. Ce rôle est conforté par le pacte de stabilité.

La seule autorité qui pourrait intervenir politiquement, non-obstant le statut de la BCE, est l'Union européenne. Mais dans l'Union européenne se trouvent aussi les pays non partenaires

de l'euro, dont le Royaume-Uni. Or, la politique du Royaume-Uni a, toujours, oscillé entre les *USA* et l'Europe continentale, pour sauvegarder ses intérêts. Les liens économiques sont nombreux entre les *USA* et le Royaume-Uni, en particulier sur le plan financier.

Sous les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et de John Major, au pouvoir de mai 1979 à mai 1997, la politique de bascule a nettement penché vers les *USA*. Avec le retour des travaillistes et Tony Blair, penchera-t-elle vers l'Europe ? Rien n'est sûr et rien ne se dessine dans ce sens actuellement : la question de l'adhésion à l'euro étant, en tout état de cause reportée à la prochaine législature. Manifestement, Tony Blair se donne le temps d'apprécier comment l'euro se comportera avant de proposer l'adhésion du Royaume-Uni.

L'euro se retrouve fort isolé au plan politique, au moment où il aurait besoin d'être conforté.

différence de croissance entre les *usa* et l'union européenne

Les analystes financiers expliquent le recul de l'euro face au dollar par la différence des taux de croissance. Une reprise vigoureuse s'amorce aux *USA* en 1992, et depuis 1994 les taux de croissance se situent entre 3.5 et 4.3% par an. Dans l'Union européenne, la dépression continue et la reprise ne s'amorce qu'en 1993 pour se maintenir entre 2.0 et 2.6% par an depuis 1995. L'écart est, donc, considérable : presque deux points.

Le risque d'emballlement de l'économie nord-américaine entraîne des réactions de la Réserve fédérale qui augmente les taux d'intérêts à plusieurs reprises. Au contraire, la BCE a diminué son taux directeur d'un demi point en avril 1999 pour le remonter d'un demi point en novembre 1999. Les taux d'intérêts à trois mois pratiqués sont de 6% aux *USA* et de 3.5% en Allemagne et en France. Les taux à long terme (dix ans) sont de 6.2% aux *USA* et 5.2% en France et en Allemagne.

On constate un écart relativement faible des taux pour les investissements de long terme et par contre un écart important pour les placements de court terme. Cet écart entraîne des mouvements de capitaux flottants et spéculatifs vers le dollar plutôt que vers l'euro, ce que traduit bien l'évolution des taux de change.

Par contre, les *USA* ont un déficit important de leur balance commerciale, plus de 250 milliards de dollars, tandis que l'Union européenne présente un léger boni. Ce déficit américain est financé par les afflux importants de capitaux. Ce phénomène n'est pas nouveau, c'est même une situation régulière depuis plusieurs dizaines d'années. Cela traduit clairement l'hégémonie mondiale des Etats-Unis : une grande confiance internationale dans le dollar.

quel scénario pour l'euro dans les prochaines années ?

Le scénario de la BCE et des autorités publiques des pays de la zone euro est de tabler sur une reprise nette de la croissance dans l'Union européenne et sur un tassement de la croissance aux Etats-Unis, ce qui redonnerait des couleurs à l'euro. C'est, donc, un scénario macro-économique¹. Dans ce même esprit, certains affirment que la faiblesse relative de l'euro permet aux industries de l'Union européenne de disposer d'un avantage à l'exportation, susceptible de favoriser la croissance. C'est, cependant, oublier que la plus grande partie des exportations des pays de la zone euro se font vers d'autres pays de la même zone euro. Leurs exportations hors de l'Union européenne ne représentent que 13.5% du produit intérieur brut de l'Union. Le coup de pouce aux exportations n'a donc qu'une influence assez limitée.

C'est un scénario optimiste. S'il est vrai qu'une croissance plus forte est revenue dans plusieurs pays, elle n'est pas - ou pas encore, qui le sait ? - au rendez-vous en Allemagne et en Italie, qui, ensemble, représentent près de la moitié du PIB de l'Union européenne, et il n'existe pas de signes de tassement de la croissance aux Etats-Unis. Les mouvements de capitaux ne sont pas seulement influencés par les conditions écono-

1. Voir Christian Chavagneux, «Euro, faut-il s'inquiéter?», in *Alternatives économiques*, n° 177, janvier 2000, pp. 16 et 17.

miques mais aussi par les taux d'intérêts et les mouvements spéculatifs. L'hégémonie des Etats-Unis leur confère une confiance internationale dans le dollar. Confiance que l'euro n'a pas, ou pas encore, pu établir et qu'il n'établira sans doute pas tant que le Royaume-Uni n'aura pas donné un signal clair en y adhérant.

Si on voit les choses sous un point de vue uniquement financier, un autre scénario est possible, c'est une dégradation de l'euro, risquant même d'être brutale et profonde, si certains gestionnaires de fonds d'investissements commençaient à déplacer leurs capitaux. L'euro s'est aussi dégradé vis-à-vis du yen et apparaît comme la plus faible des trois grandes monnaies qui peuvent prétendre à un statut international. Pourtant la confiance dans l'euro existe et se manifeste, notamment sur le marché des obligations : en 1999, 450 milliards d'euros auront été émis face à 540 milliards de dollars.

Ce scénario pessimiste n'est pas officiellement envisagé, malgré la perception de certaines inquiétudes. Il en va de l'euro comme de toute autre monnaie, sa valeur est liée à des facteurs macro-économiques et aux taux d'intérêts à court terme. Si on peut raisonnablement penser que l'orientation des facteurs macro-économiques est globalement favorable, les taux d'intérêts dépendent étroitement des décisions de la Banque centrale européenne.

Compte tenu des difficultés internes de décision, en raison de la brièveté de son existence et en raison des situations économiques et financières différentes des onze pays qui sont représentés à la BCE, on a des raisons de penser que sa politique n'apparaisse pas suffisamment transparente à l'égard des marchés, ce qui pourrait induire le doute.

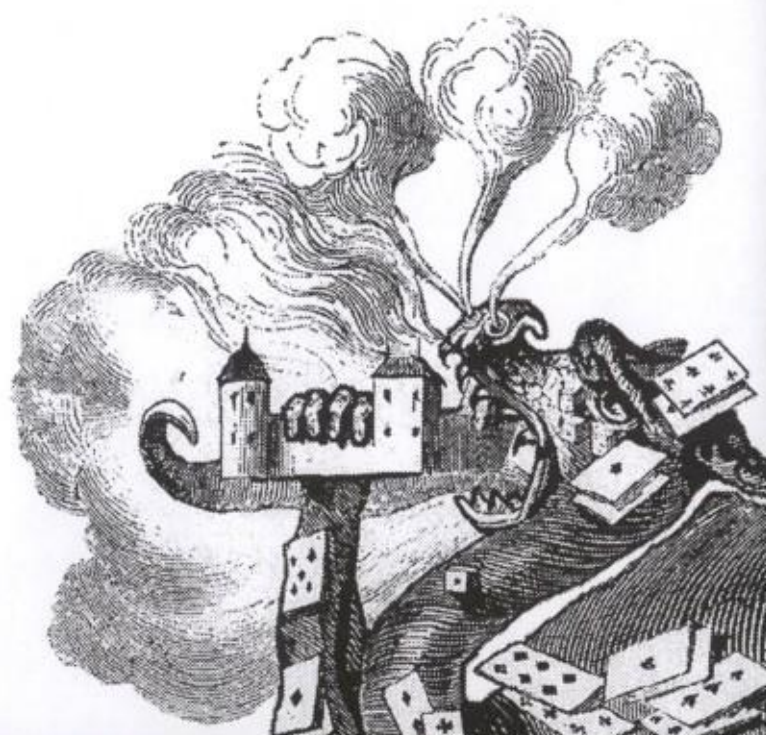
conclusion

L'euro était nécessaire au développement des grandes entreprises européennes; il s'inscrit, donc, clairement dans la perspective du capitalisme financier mondialisé. Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps pour voir de vastes opérations de fusions-restructurations du capitalisme européen, et elles ne sont pas terminées.

Les autorités politiques et la BCE ont eu une vision trop ambitieuse pour l'euro : on ne détrône pas si facilement ni le dollar, ni le capitalisme financier bien établi sur la place de Londres.

Un euro faible rendra inévitablement prudents les Etats quant à l'harmonisation fiscale des revenus des capitaux et quant aux progrès de l'Europe sociale : ils tiendront, en effet, à éviter la méfiance des marchés financiers et à ne pas casser la croissance économique.

On ne doit pas s'attendre à des progrès sociaux, c'est plutôt en termes de régression sociale qu'il faudra parler. L'euro servira encore de justification aux politiques d'austérité et aux politiques de flexibilité dans le travail. Quant à un soutien à la croissance par les Etats, le verrouillage des budgets et la politique de la BCE en bloqueront pratiquement toute possibilité.



la miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes

hedwige peemans-poullet*

Après les années de politique d'endettement des Etats des pays en voie de développement, une nouvelle offensive d'endettement prend pour cible, cette fois, les femmes pauvres des pays pauvres. Cette nouvelle politique fait l'objet d'un engouement inexplicable. Alors que les Etats endettés subissent les conséquences désastreuses d'un ajustement structurel que beaucoup dénoncent avec perspicacité, il semble que la récurrence d'une telle politique d'endettement, appliquée aux femmes les plus pauvres des pays pauvres, ne suscite guère d'inquiétude.

l'avenir radieux du micro-crédit

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de présenter les origines et le développement de la gigantesque Grameen Bank qui est devenue le modèle de quantité d'initiatives analogues. Celle-ci a été fondée au Bangladesh en 1983, par Mohammad

* Présidente de l'Université des Femmes. Le texte ci-après sera également publié par *Chronique Féministe*, n°71, mars-avril 2000.

Yunus, professeur d'économie ayant effectué un parcours universitaire aux EU¹.

Dans un documentaire (il s'agit plutôt d'un film de propagande) réalisé en 1996 par une équipe hollandaise avec le soutien de diverses organisations dont le plan Media de la CEE², Yunus raconte pour la x^{ième} fois son histoire : à l'Université de Cittagong, il enseignait l'économie et les problèmes de développement où l'on brasse des millions de dollars. Mais s'étant rendu sur le terrain, dans un village pauvre, il rencontre une femme qui faisait de beaux tabourets en bambou. Il s'étonne de la voir si pauvre et lui demande combien elle gagne par tabouret. Tous comptes faits, il constate qu'elle travaille pour vingt pennies par jour. En cause, un marchand qui lui prête l'argent pour acheter ses bambous à condition qu'elle lui vende ensuite ses tabourets au prix qu'il fixe lui-même. Pour Yunus, c'est une révélation, cette femme est pauvre et dépendante des fournisseurs parce qu'elle n'a pas d'argent. Il décide alors d'emmener ses étudiants sur le terrain et de faire une enquête dans le village pour dénombrer les personnes qui ont besoin d'argent. Ils en trouvent quarante deux qui ont besoin, au total, de trente dollars. Il va dans diverses banques pour demander qu'elles prêtent ces trente dollars à ces villageois. Les banques refusent. Elles ne prêtent qu'aux riches. Yunus décide alors de se porter garant pour les pauvres et obtient le prêt en question. D'où l'idée de fonder une banque qui prête aux pauvres, qui ne prête qu'aux pauvres... La garantie à apporter par l'emprunteur ne sera plus un capital ou une terre mais un petit groupe de cinq personnes qui s'engagent collectivement à assurer le remboursement. L'infrastructure est légère : tous les dimanches les employés de la banque vont dans les villages effectuer les opérations de prêts et de récolte des remboursements. Le taux de remboursement est excellent (plus de 97% des emprunts ne posent aucun problème), ce qui réduit les frais administratifs de récupération.

Yunus ne parle jamais du contexte politique qui a permis le développement de la Grameen Bank. Chacun sait, cependant,

1. Un *PHD* en 1970, à la Vanderbilt University. Voir son autobiographie : *Vers un monde sans pauvreté. L'auto-biographie du «banquier des pauvres»*, trad. fr., Lattès, Paris, 1997.
2. Documentaire intitulé «La banque des pauvres» passé à la RTBF 1, le lundi 4 août 1997 à 22 heures, dans le cadre de l'émission «Planète des Hommes».

que le coup d'état militaire de 1975 était soutenu par le bureau de la *CIA* à Dhaka, qui voulait une transition politique favorable aux Etats-Unis; et que les bailleurs de fonds (le consortium «d'aide» présidé par la Banque Mondiale) soutenant la dictature militaire ont imposé au Bangladesh quantité de mesure économiques. Parmi celles-ci, le FMI a imposé la suppression des subventions aux agriculteurs, ce qui, dès le début des années 80, a provoqué la faillite de nombreux paysans petits et moyens. Devenus sans terre, ces paysans ruinés ont été repoussés vers des régions soumises aux inondations et sont devenus la cible de la Grameen Bank.

Le succès de la GB est foudroyant. En août 1996, il y avait au seul Bangladesh 35.994 villages desservis par la GB, 426.693 groupes de personnes garantissant un emprunt, rassemblés en 61.805 Centres (où se font chaque semaine les transactions); ainsi 2.059.510 personnes sont-elles endettées auprès de la GB, dont 94 % de femmes.

Yunus veut aller beaucoup plus loin : *«Nous nous sommes fixé un but pour l'an 2005, c'est à dire environ dans dix ans : 100 millions des familles les plus pauvres du monde, devraient avoir accès au crédit via les femmes de la famille. Si on peut aider 100 millions de familles en leur prêtant de l'argent par l'intermédiaire des femmes pour l'an 2005, les conditions seront réunies pour vaincre la pauvreté dans le monde. En effet, 100 millions de familles, c'est la moitié des pauvres qui vivent sur la planète. En tout ils sont 1 milliard 300 millions ce qui fait 200 millions de familles. Donc si on réussit déjà à toucher 100 millions de familles, il suffit de multiplier notre action par deux pour toucher les autres. Notre objectif c'est de créer un monde sans pauvreté afin que plus aucun être humain sur la planète ne soit pauvre et dans la misère»*³. C'est autour de cette ambition, proclamée ultérieurement comme résolution finale, qu'a été organisé à Washington, du 2 au 4 février 1997, le Sommet du Micro-crédit. Quelques 3000 personnes venues de 137 pays se sont réunies sous la présidence de Hillary Clinton, la reine Sophie d'Espagne, le Dr. Tsutumo Hata, ex-premier ministre du Japon. Yunus y déclare : *«Pour moi, ce sommet est une cérémonie grandiose. Nous célébrons la libération du crédit de l'esclavage de la garantie. Ce sommet est réuni pour dire adieu à l'apartheid financier.*

3. Extrait du documentaire cité ci-dessus.

*Ce sommet déclare que le crédit est plus que les affaires, exactement comme la nourriture : le crédit est un droit de l'homme.(...) Ce sommet veut créer un processus qui enverra la pauvreté au musée (...)*⁴.

une promotion sans précédent

Le projet de lutter contre la paupérisation en endettant tous les pauvres (traduction en langage bancaire : en leur donnant accès au crédit) fait l'objet d'une promotion sans précédent. Outre l'aide fournie dès le début par la Banque centrale du Bangladesh, Yunus a pu compter, en 1981-1982, sur un fonds de 800.000 dollars octroyé par la Fondation Ford et sur 3.4 millions de dollars octroyés par le *FIDA*⁵.

Mais le soutien idéologique est encore bien plus considérable. Le président Clinton considère qu'il faudrait accorder le Prix Nobel au fondateur de la Grameen Bank⁶; celle-ci a bénéficié en Belgique (1993), du Prix International Roi Baudouin pour le Développement; elle a reçu la plus haute distinction de l'UNESCO et bien d'autres encore...

Au Sommet du Micro-crédit, Hillary Clinton a rappelé que, dès 1986, son mari alors gouverneur de l'Arkansas avait invité Muhammad Yunus à leur expliquer son expérience et dès ce moment, dit-elle, «*mon mari et moi étions déterminés à conférer à ce concept de micro-crédit une portée universelle*»⁷. Dans son intervention, le représentant du gouvernement Clinton a longuement décrit pourquoi et comment il fallait soutenir de telles initiatives auprès des pauvres non seulement dans le tiers-monde mais aussi dans les autres pays. Il a annoncé que le gouvernement américain s'engageait à le faire notamment par le biais de l'*USAID* (Agence des EU pour le développement international).

Ce qui n'a rien d'étonnant, puisque cette agence est depuis longtemps un des foyers du développement de la problématique des petits crédits aux agriculteurs pauvres. Elle s'est

4. M. Yunus, *op. cit.*, p. 342.

5. Fonds International de Développement Agricole des Nations-Unies.

6. Introduction au documentaire cité ci-dessus.

7. Extrait du dossier de presse sur Internet.

principalement intéressée aux financements «formels» (ceux des institutions bancaires) jusque vers les années 80, puis a découvert l'importance des financements «informels», ce qui l'a amenée à réorienter sa politique⁸.

La Banque Mondiale et le FMI soutiennent activement toutes les initiatives de type Grameen Bank. Au Sommet de Madrid, en 1994, au cours de son discours d'ouverture, Lewis T. Preston, Président du Groupe de la BM, décrit la nouvelle collaboration de la BM avec les ONG qui en a résulté: «*D'autre part, nous travaillons de plus en plus également avec les ONG que nous avons associées à 50% des projet financés par la Banque l'an dernier*»; et le nouveau credo humanitaire: «*Et nous nous efforçons d'être plus attentifs aux besoins: cela va de l'innovation en ingénierie financière, en élargissant, par exemple, le recours à nos pouvoirs de garantie, à la recherche de nouvelles manières d'atteindre les plus pauvres d'entre les pauvres, en étudiant par exemple, avec nos partenaires, l'éventuelle création d'un 'fonds pour la micro-entreprise'.*»⁹

En 1997, quelques 58 pays ont déjà engagé des programmes de type GB. L'offensive atteint aussi les pauvres des pays développés (France, Belgique, Norvège, Pays-Bas...). Quantité d'ONG se sont engouffrées dans ce créneau: organiser un colloque sur le micro-crédit, c'est être sûr du succès et du financement. D'innombrables magazines, revues et journaux ont publié, sans le moindre esprit critique, des articles sur le sujet. On ne s'étonnera pas de trouver dans le même journal, à deux pages d'intervalle, un texte vantant les prouesses du micro-endettement façon GB et un autre texte décrivant concrètement les stratégies mises en place pour résoudre le problème du surendettement des ménages, surendettement considéré comme un des principaux pièges à la pauvreté. Des auteurs, qui dans d'autres domaines se présenteraient comme des scientifiques, n'hésitent pas à brouiller les cartes en entremêlant des notions comme crédit ou épargne solidaire¹⁰, micro-entreprise, crédit informel avec la doctrine d'entreprises mon-

8. D-W. Adams, «Une nouvelle vision de la finance informelle», ainsi que la préface et l'introduction de *Finance Informelle dans les pays en développement*, sous la direction de D-W. Adams et D-A. Fitchett, Presses Universitaires de Lyon, 1994.

9. Cf. *Bulletin du FMI*, 24 octobre 1994.

10. Au grand détriment des initiatives réellement solidaires du genre «Epargne Cigale», etc.

diales d'asservissement par l'endettement dont la GM est l'exemple. Qui se donne d'ailleurs réellement la peine de vérifier si les promesses de Yunus sur des lendemains qui chantent se réalisent sur le terrain ? Les femmes du Bangladesh sont-elles sorties de la pauvreté ? Au milieu d'un vibrant éloge de la GB, Dominique Gentil déclare : «*Au niveau macro-économique, il n'y pas, à notre connaissance, d'évaluation de l'impact de la Grameen Bank, mais la situation générale du Bangladesh, un des pays les plus pauvres du monde, ne semble pas s'être réellement modifiée au cours de ces dernières années*»¹¹.

la mobilisation des organisations de femmes

Mais pour l'essentiel, l'offensive idéologique a été menée du côté des organisations de femmes. En mai 1995, en vue de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes de Pékin, le rapport mondial sur le développement humain du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) consacrait la plus grande partie de son dossier à dénoncer les inégalités et discriminations dont les femmes sont victimes. Chiffres à l'appui. Il poussait l'audace jusqu'à souligner l'importance des mouvements de femmes pour le progrès des conditions d'existence des femmes. Séduit par la perspicacité de l'analyse, on remarque à peine le passage qui affirme que si les femmes sont «*restées*» si pauvres, c'est qu'elles ne sont pas assez endettées (en termes bancaires : n'ont pas suffisamment accès au crédit, pp.121-126).

En fait le thème n'est pas nouveau. Il était déjà présent à Nairobi en 1985. Depuis lors, il a été développé de manière de plus en plus systématique, notamment par l'*INSTRAW* (institut international de recherche et de formation des Nations-Unies pour la promotion de la femme) qui a diffusé les recherches sur ce sujet et organisé des séminaires¹². En 1989, la BM a créé un groupe de travail sur les femmes et le crédit et a organisé divers séminaires sur le sujet. En février 1992, au Sommet de Genève sur «*La promotion économique des*

11. Dominique Gentil, «Les Avatars du modèle Grameen Bank», dans *Revue du Tiers Monde*, t. XXXVII, n°145, janvier-mars 1996, pp. 115-135.

12. Voir par ex. le n°15, hiver 1990, de *Instraw Nouvelles*, consacré à l'accès des femmes au crédit.

femmes rurales», un paragraphe de la déclaration finale était consacré à l'accès des femmes au crédit et aux services financiers. En 1995, à Pékin, le chapitre consacré à la «*féménisation de la pauvreté*» dans le Rapport général de la Quatrième Conférence, présentait comme une évidence le fait que pour donner aux femmes les moyens de vaincre la pauvreté, il fallait leur rendre l'endettement (intitulé «*crédit*») plus accessible. Au nom du FMI, une directrice, M^{me} K. Burke Dillon, y a prononcé un discours aux accents très féministes. Mais après avoir déclaré que l'ajustement structurel devrait être, *a priori*¹³, profitable aux femmes, elle a fortement regretté que les femmes les plus pauvres aient si difficilement accès au crédit¹⁴ (lisez : endettement).

Au retour de Pékin, les organisations de femmes, des plus traditionnelles aux plus féministes, n'avaient plus que cette idée en tête : le fait que les femmes n'aient pas un «*égal*» accès au crédit devenait la discrimination majeure. Ce n'était plus l'**appauvrissement** spécifique des femmes (conséquence des politiques d'ajustement structurel découlant précisément de l'endettement des Etats, ou conséquence de privatisations des terres agricoles découlant de la mondialisation) qui faisait l'objet du scandale majeur, mais bien le fait que des coutumes patriarcales discriminatoires ou des exigences bancaires empêchent des femmes pauvres de jouir de l'égalité face à l'endettement.

Beaucoup d'ONG, même parmi les plus sérieuses, se sont aujourd'hui converties à la nouvelle idéologie du micro-crédit destiné aux femmes rurales pauvres des pays pauvres. Dans la plupart des pays concernés, les grandes organisations de femmes et surtout les structures «*femmes*» officielles¹⁵ collaborent aux initiatives de micro-crédit. Au Bangladesh précisément, un Ministère des affaires féminines existe depuis 1989, et plusieurs départements ont une structure «*femmes et développement*» : toutes ces structures ont accordé leur appui à la GB.

13. Pour les économistes néo-classiques, la théorie est souvent *a priori* et ne s'encombre pas de vérifications d'hypothèses.

14. Cf. Bulletin du FMI, 2 octobre 1995.

15. Ce qu'on appelle le *State Feminism*.

De nombreuses théoriciennes emboîtent malheureusement le pas et construisent, *a posteriori*, des justifications. L'accès au micro-crédit ou plus encore le fait de devenir membre de la GB participerait à l'*empowerment* des femmes.

L'*empowerment* est un autre de ces termes mis à la mode par les institutions internationales. Dans le cas de l'endettement, l'*empowerment* serait intra-familial. Ces auteures se contentent, en effet, souvent d'analyser le rapport entre l'emprunt et l'évolution des relations familiales, particulièrement entre les conjoints¹⁶. Les femmes exercent-elles réellement le contrôle sur la somme empruntée, celle-ci est-elle réellement utilisée pour une activité économique de l'emprunteuse, la part de l'apport des femmes au budget du ménage s'est-elle réellement modifiée ? Les recherches en question, même lorsqu'elles sont subsidiées par la GB, obtiennent des résultats moins enchanteurs que les récits présentés à tous les colloques, au Sommet du Micro-crédit ou dans le documentaire déjà mentionné. En outre, ces chercheuses partent de l'*a priori* qu'avant l'intervention de la GB, les femmes n'avaient accès à un crédit que par l'intermédiaire de leur mari. Rien n'est moins prouvé. Dans quantité de pays, les femmes organisent entre elles toutes sortes de forme de prêts/emprunts informels. Mais le plus grave, c'est d'arriver à faire passer l'idée que le «pouvoir» politique des femmes dépend de leur pouvoir au sein de la famille et donc qu'accroître leur pouvoir en son sein est une étape nécessaire pour l'accès au pouvoir politique...

les revers de la médaille

Aucune interrogation malheureusement sur le fait qu'au seul Bangladesh, grâce à leurs tout petits emprunts, les femmes pauvres fournissent un travail rémunéré à plus de 11.000 employés de la GB, dont la grande majorité, surtout parmi les cadres, sont des hommes. Alors qu'à la base, les présidentes de groupes, font partiellement du travail bénévole.

Aucune interrogation non plus sur le montant des taux d'intérêts demandés par la GB. Aux emprunteuses, on se

16. S-M. Hashemi, S-R. Schuler et A-P. Riley, «Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh», dans *World Development*, vol. 24, n°4, 1996, pp. 635-653; A-M. Goetz and R. Sen Gupta, «Who Takes the Credit? Gender, Power and Control Over Loan Use in Rural Credit Programs in Bangladesh», *ibidem*, pp. 45-63.

contente de dire ce qu'elles doivent rembourser par semaine : le montant pour le remboursement de la GB, plus le montant pour le Fonds de secours (qui intervient en cas de décès ou maladie de l'emprunteur), plus le montant pour le Fonds du groupe (qui est utilisé sur base de décisions collectives du groupe). Le remboursement se fait le plus souvent par semaine pendant cinquante semaines. Après avoir été relativement discret sur le taux d'intérêt demandé, Yunus a fini par déclarer qu'il s'agissait de 20%¹⁷. C'est un taux supérieur à celui pratiqué par les banques normales. Avant cela, des chercheurs avaient estimé ce taux réel à quelques 16%. Ils étaient encore en-dessous de la réalité¹⁸. Or, une grande partie de la propagande en faveur de la Grameen Bank se base sur la dénonciation des usuriers locaux. Les récits merveilleux commencent souvent par l'histoire d'un usurier qui demande des taux faramineux. On ne présente évidemment pas les diverses formes d'épargne/emprunt qui existent dans une communauté donnée. Les travaux qui analysent ces diverses formes font généralement apparaître qu'une partie de cette circulation monétaire socialisée se fait sans intérêt aucun. Finalement, il n'est pas rare que les taux d'intérêts des usuriers dénoncés soient même inférieurs à ceux de cette gigantesque institution micro-prêteuse. Cet énorme taux d'intérêt demandé par la GB est d'ailleurs très dévalorisant pour les ONG qui pratiquent réellement des prêts solidaires, c'est-à-dire avec des taux nettement inférieurs à ceux du marché.

Les organismes bancaires ne sont pas des bonnes sœurs. Yunus non plus. Aux riches, les banques peuvent prêter des montants très importants, mais les riches sont moins nombreux que les pauvres. Il est donc au moins aussi profitable de prêter de petites sommes à d'innombrables pauvres. C'est donc une autre conception de l'intérêt des banques qui a présidé au lancement de cette nouvelle politique de micro-endettement généralisé.

A partir du moment où les anthropologues et experts du développement se sont mis à étudier les systèmes informels de

17. M. Yunus, *op. cit.*, p. 139.

18. P-S. Jain, «Managing Credit for the Rural Poor : Lessons from the Grameen Bank», dans *World Development*, vol. 24, n°1, 1996, pp.79-89. Ce taux se réfère à l'année 1992, mais dans une autre publication antérieure, le même taux d'intérêt était cité pour l'année 1990.

financement, ils ont découvert les sommes colossales qui circulent selon des coutumes traditionnelles. Plus tard, les banques ont découvert ce trésor caché. Ainsi, comme l'explique Serge Latouche, «*les banques cachent derrière leur bonne volonté des intérêts peu avouables. En Afrique du Sud par exemple, elles ont jeté un œil avide sur les énormes masses d'argent épargné sous forme de tontine. C'est pour elles un potentiel appréciable de chiffre d'affaires qui (...) actuellement, leur passe sous le nez*»¹⁹.

Il y a non seulement ces sommes considérables qui échappent au profit que peuvent en tirer les banques, mais aussi le défi des systèmes traditionnels d'entraide économique. La plupart de ces systèmes ne comportent pas la perception d'intérêts mais reposent sur des règles de mutualisation ou de tour de rôle qui sont particulièrement ingénieuses. Ayant étudié les associations rotatives d'épargne et de crédit (ARECs), J-D. von Pischke en déduit «*qu'elles représentent un défi à ceux qui tentent d'aider les pauvres avec des projets de crédit. Les ARECs offrent partout dans le monde des services financiers valables, durables et efficaces à un grand nombre de personnes à faibles revenus alors que les projets formels de crédit échouent souvent*»²⁰.

Or, le modèle Grameen consiste précisément à remplacer ou au moins à intégrer dans le système formel universel (épargne à faible taux d'intérêt/emprunt à taux d'intérêt élevé) tous les systèmes variés d'entraide qui relèvent de l'économie populaire. Un des propagandistes de la mise au pas des économies informelles, H-D. Seibel, professeur à l'Université de Cologne, explique que le but de l'opération est de remplacer le travail et les valeurs prémonétaires par des valeurs en espèces, de remplacer les groupes non financiers par des groupes financiers, les systèmes de prêts tournants par des systèmes non

19. Voir le n°425 de *Vivant Univers* (septembre-octobre 1996), consacré à l'économie «informelle», et le n°24 de *Défis-Sud* (octobre 1996) «Le financement alternatif»; ainsi que l'article de S. Latouche, «La tentation du développement et la normalisation de l'informel» dans *Economie populaire et phénomènes informels en Afrique*, CEDAF, Bruxelles, 1992, pp. 241-248.

20. *Finance informelle dans les pays en développement*, op. cit., p.366.

tournants, les groupes éphémères par des groupes permanents, l'épargne simple par le crédit alimenté par l'épargne²¹.

la privatisation de la protection sociale

L'enjeu est considérable. Il est temps, en effet, de se rappeler que si nos systèmes européens de protection sociale sont aujourd'hui encore largement basés sur des financements à base de répartition (et non d'épargne ou de capitalisation individuelle), systèmes qui impliquent une redistribution sociale du coût des risques couverts, c'est parce qu'ils ont été construits depuis le XIX^{ème} siècle sur des modèles de mutualisation (caisses de secours mutuels, etc.) n'impliquant ni épargne individuelle, ni taux d'intérêts. Or, précisément, Yunus s'en prend à la protection sociale. Selon la méthode bien connue qui consiste à faire table rase, il commence par affirmer que partout les systèmes de protection sociale sont un désastre ou dans une situation désastreuse : «*A force de vouloir étendre la protection sociale, les pays développés ont créé une situation désastreuse. L'enfer est pavé de bonnes intentions*»²²; et «*partout dans le monde, les systèmes de sécurité sociale sont en crise, que ce soit aux Etats-Unis, qui font d'avantage appel au secteur privé, ou en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne, pays attachés au service public. Au Bangladesh, où le gouvernement dépense généreusement*»²³, *la qualité des prestations que reçoivent les pauvres n'en est pas moins consternante*»²⁴. Après avoir balayé les systèmes de protection sociale, il s'en prend aux guérisseurs qui, au regard de la santé, occupent dans le discours de Yunus la même place que les usuriers dans le domaine des prêts. Il reconnaît aussi que le remboursement des emprunts à la GB est menacé par le mauvais état de santé de

21. H-D. Seibel, «L'évolution de la micro-finance», dans *Défis-Sud*, op. cit.; H-D. Seibel et U. Parhusip, «Liens entre la finance formelle et la finance informelle. Exemple indonésien», dans *Finance informelle dans les pays en développement*, op. cit.

22. M. Yunus, op. cit., p. 305.

23. Le Bangladesh consacre 1.2% du PIB aux dépenses publiques de santé, alors que la moyenne des pays les moins développés du monde est de 1.6%. Une des forces de M. Yunus, c'est qu'il affirme ce qui est utile à son affaire et ne se sent nullement tenu par la vérité ou la réalité.

24. M. Yunus, op. cit., p. 307.

la population. Selon une étude faite sur les emprunteurs, si 25% de ceux-ci restent pauvres, c'est pour des raisons de santé. Yunus a donc lancé des assurances santé, retraite, éducation...: *«Pourquoi nos emprunteurs devraient-ils faire appel à Grameen pour leur santé, leur retraite, leurs pensions, l'éducation de leurs enfants et autres problèmes de qualité de vie ? Parce que, lorsqu'il s'agit de mettre en place l'infrastructure sociale, personne n'envisage le problème dans une optique de marché. Il faudrait multiplier les initiatives novatrices dans ce domaine car elles sont encore peu nombreuses»*²⁵. Il n'y a pas moyen d'être plus clair : Yunus veut remplacer la protection sociale par des mécanismes de marché. Pour réaliser cela, il a ciblé les femmes pauvres des pays pauvres. Et presque tout le monde emboîte le pas.

Il n'est pas rare, en effet, d'entendre des représentants d'ONG pratiquant le micro-crédit se féliciter lorsque des villageoises contractent des emprunts pour des soins de santé ou lorsque les groupes d'emprunt décident d'affecter leur fonds à la création d'une école ou à l'adduction d'eau potable. Ainsi, là où les systèmes de soins, l'instruction publique, etc., sont délabrés par suite des programmes d'ajustement structurel, on trouverait normal que les femmes pauvres empruntent et paient des intérêts pour payer leurs soins, l'école, les conduites d'eau ? Dans le cadre d'une politique de micro-crédits toute réflexion sur les systèmes de protection sociale et de services publics a disparu de l'horizon²⁶.

Ceux qui promotionnent les micro-crédits n'ont plus à connaître les coutumes locales, les réseaux sociaux traditionnels ou la législation sociale existante. En brisant les systèmes coutumiers de type tontine et les types de rapports sociaux qui y sont impliqués, en orientant la population vers des comportements individualistes d'épargne et d'emprunts, les organisateurs du micro-endettement préparent des sociétés où la protection n'est plus sociale mais privée et commerciale, où l'Etat n'a plus que les fonctions minimales définies par le libéralisme. L'individu n'y serait plus qu'un pilier du marché. C'est cette transformation de la mentalité que Yunus apprécie tant :

25. M. Yunus, *op. cit.*, p. 310.

26. Dans les programmes de la GB, sont encouragés les emprunts qui visent à rencontrer les besoins primaires suivants : logement, école, santé, eau potable, alimentation, environnement, jardins potagers...

«C'est fabuleux pour quelqu'un qui n'a jamais eu d'argent ! Tout le monde lui dit qu'elle a fait une erreur en empruntant de l'argent, qu'elle ne pourra jamais rembourser mais elle y arrive. Cela fait d'elle une personne totalement différente. Celle qui entre dans la GB n'est plus la même un an après. Cette personne est tout à fait transformée. Elle est méconnaissable comparée à celle du départ»²⁷.

A travers la diffusion du micro-endettement, c'est plus largement toute l'autonomie des économies populaires qui est visée. Or celle-ci est largement tributaire des femmes. En effet, dans beaucoup de pays en développement, les femmes s'organisent dans une économie autarcique par rapport au marché global. *«Dans le domaine économique, écrit Codou Bop à propos de l'Afrique, de plus en plus d'organisations de femmes cherchent d'abord à compter sur leurs propres forces. Elles s'organisent pour développer les pratiques traditionnelles d'épargne et de crédit (tontines) ou mettre en place des mutuelles de crédit, des caisses d'épargne et des banques populaires»²⁸.*

Les entreprises de Yunus ne s'arrêtent pas là. Pisciculture, télécommunications : au Bangladesh, Yunus est au premier rang pour les opérations de privatisation des biens et services publics. Il montre même comment vaincre les résistances des populations.

plutôt des fèves pour la casserole que du café pour le marché mondial²⁹

Les illusions vont bientôt se dissiper comme les brumes matinales. Les femmes pauvres demandent avant tout de pouvoir subvenir aux besoins élémentaires de leur famille. Telle veut emprunter pour acheter une vache pour donner du lait à ses enfants. Mais cette activité ne rapporte rien, elle ne permettra donc pas de rembourser. On lui refuse le prêt. Elle ne l'ob-

27. Cf. le documentaire cité.

28. C. Bop, «Après Pékin, quelle coopération internationale en Afrique?», dans le n°65 de *Politique Africaine* (consacré à «L'Afrique des femmes»), mars 1997. Au delà de cette constatation, les réflexions de C. Bop sont parfois ambiguës.

29. J'emprunte ce sous-titre à un article de Christa Wichterich, journaliste et consultante à Bonn.

tiendra que si elle le demande pour fabriquer des objets en bambous qu'elle vendra sur le marché où elle trouvera l'argent nécessaire pour acheter du lait et rembourser son emprunt. La voilà convertie aux lois du marché. Un peu plus tard, il se fera que toutes ces femmes qui font des petits paniers pour le marché n'arrivent plus à les vendre. On les amènera alors à produire ce qui convient au grand marché international. Nombre de femmes en ont déjà fait la triste expérience. L'extension de cultures pour le marché mondial les prive de terres pour les cultures d'usage et les rend dépendantes de tout le système mondial. Et ne procure pas la sécurité alimentaire à leur famille; l'élevage de la crevette, dont nous reparlerons, en est un exemple caractéristique. Ces analyses, si connues il y a quelques années³⁰, sont-elles passées aux oubliettes ?

pourquoi sont-elles devenues si pauvres ?

Il y a quelques années, la problématique de la paupérisation des femmes³¹ était une question centrale pour les féministes, alors que les femmes faisaient peu l'objet des préoccupations des ONG. Aujourd'hui, beaucoup d'ONG se préoccupent des femmes mais la pauvreté de celles-ci n'est pas analysée comme un processus, comme le résultat d'un rapport de genre et d'un rapport capital/travail.

Comment se fait-il que des femmes travaillant toute la journée dans une plantation de riz, dans l'industrie du jute ou l'élevage de la crevette n'aient pas les moyens de s'acheter une petite chèvre et soient obligées de passer par un emprunt pour le faire ? Comment se retrouveront-elles sans travail quand le marché mondial l'aura décidé ?

Relisons avec Michel Chossudovsky à quelle sauce le Bangladesh est actuellement mangé: *«la restructuration de l'industrie du jute (est) imposée par le FMI. Le jute demeure, malgré l'écroulement des cours sur le marché mondial, une des principales exportations du Bangladesh, en concurrence*

30. Voir les travaux de Maria Mies, par ex. *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour*, Londres, Zed Books, 3^{ème} éd. 1989.

31. Un peu occultée d'ailleurs par le faux débat sur la «féminisation de la pauvreté».

avec les produits synthétiques fabriqués par les grandes sociétés textiles. Concurrence déloyale? Le FMI exige, comme condition de son prêt d'ajustement structurel, la fermeture d'un tiers environ des entreprises tant publiques que privées et le licenciement de quelque 35.000 travailleurs»³².

Quant à Nilufar Ahmad, elle explique l'exploitation des femmes et des enfants dans l'élevage commercial de la crevette au Bangladesh. Relevons que la Grameen y a bénéficié, en 1986 et 1988 de la privatisation de plus de huit cents étangs de pisciculture. Les propriétaires d'élevages font détruire les digues de mer ou de rivières pour inonder leurs élevages de crevettes, malgré les conséquences dramatiques en cas de tempêtes. *«Les effets de l'élevage de la crevette sur les moyens d'existence des populations locales sont dévastateurs. La production agro-pastorale a diminué à cause de la salinité du sol, de même que la pêche, parce que les éleveurs de crevettes ont coupé 40% de la forêt côtière de palétuviers. Les zones côtières (...) ont été converties en déserts de sel. Ceci a provoqué une pénurie d'eau potable et de combustible, ainsi qu'une augmentation des maladies d'origine hydrique à cause de la proximité des eaux stagnantes des étangs à crevettes (...) Les femmes et les enfants travaillent à la capture et au traitement des crevettes; souvent les enfants attirés par la paie ne vont pas à l'école. Jour après jour, les femmes doivent passer huit à dix heures dans l'eau froide et salée mélangée à de la chaux, ce qui provoque des maladies et des crises cardiaques»³³.*

Les opérateurs de micro-crédit présentent la pauvreté des femmes comme un «état de nature» et leur propre intervention comme une passerelle vers un «état de culture» où les femmes, qu'il faut continuellement «encadrer, former, initier», auraient finalement une prise sur leur destin. Or la réalité est exactement inverse. Les pays en développement et les femmes populaires de ces pays sont «rendues pauvres» par les programmes d'ajustement structurel et la sauvagerie de la

32. M. Chossudovsky, «Sous la férule du FMI et des possédants locaux. Au Bangladesh, une pauvreté bien encadrée», dans *Le Monde Diplomatique*, juillet 1992, p. 27; voir aussi *La mondialisation de la pauvreté*, Ecosociété, Montréal, 1998.

33. Nilufar Ahmad, «Tensions et tempêtes: le cas du Bangladesh», dans *Instraw Nouvelles*, n° 19, 1993. L'article est le résumé d'une étude faite en 1991-1992 pour l'INSTRAW.

globalisation. Elles sont maintenant amenées à payer, éventuellement en s'endettant, des biens dont elles disposaient «naturellement» ou des services qui étaient ou devraient être accessibles à l'ensemble de la population.

pour avoir accès au crédit, il faut souscrire à l'idéologie

Lorsqu'elles sollicitent un crédit à la GB – et souvent elles sont fermement invitées à le faire – les femmes deviennent membres d'un groupe de cinq personnes placées sous l'autorité d'une présidente; elles se réunissent une fois par semaine dans un Centre où elles doivent se soumettre à un véritable endoctrinement à base de *drill*. Le documentaire cité est édifiant : la chef de Centre parle aux femmes sur un ton de caporal, elle leur donne l'ordre d'effectuer des exercices (debout/assis/saluez; recommencez) et de répéter toutes ensemble à plusieurs reprises les 16 commandements de la GB. Parmi ceux-ci : *«Discipline, Unité, Courage, Travail, c'est ce qui fait notre vie. Pendant la saison des plantations nous sèmerons autant que possible. Nous veillerons à avoir une famille de petite taille. Nous dépenserons peu, nous veillerons à notre santé. Nous veillerons à ce que nos enfants et l'environnement soient propres. Nous construirons et utiliserons des latrines (...)*» Il y a des règles sur la dot, le mariage, sur la surveillance de la discipline dans les autres centres. Que diraient les membres de nos ONG si, lors d'un emprunt pour l'achat d'une maison ou d'une voiture, on les obligeait, en groupe, à proclamer qu'ils utiliseront un préservatif, qu'ils se laveront les dents, qu'ils ne fumeront plus ? Pourquoi des pratiques aussi humiliantes sont-elles acceptables lorsqu'il s'agit de femmes rurales pauvres ? Est-il admissible d'établir un lien entre des engagements dans le domaine de la santé, de l'hygiène ou des coutumes locales et l'octroi d'un prêt ?

Au-delà du sentiment de révolte que l'on éprouve devant une telle humiliation infligée à des femmes à cause de leur pauvreté, on mesure l'immense détresse qui peut amener un si grand nombre de femmes rurales pauvres à se placer dans un tel état de dépendance par rapport à des bailleurs de micro-crédits. Parfois pour 5 dollars...

multiples réveils citoyens et globalisation des luttes : une société civile en voie de constitution ?

mathieu bietlot*

Si des historiens s'accordent pour clôturer la «période contemporaine» en 1989 avec la chute du Mur de Berlin, pouvons-nous annoncer que nous assistons, depuis peu, à «l'aurore»¹ d'une nouvelle ère ? Bien avant cette date charnière, depuis la fin des années 70², les perspectives pour la gauche n'étaient plus très réjouissantes, comme si l'espoir d'une émancipation universelle et d'une réappropriation collective de notre destin avait été jeté, comme le bébé, avec l'eau souillée et corrompue du bain soviétique. C'est le constat de «l'épuisement de la force propulsive de 1917», dixit Berlinguer. Comme si nos rêves s'étaient fracassés contre les poteaux de la *real politik* et se voyaient désormais relégués aux oubliettes de l'Histoire lors même que cette dernière prolonge et accélère-

* L'auteur est diplômé de l'ULB, en philosophie (1996) et sciences politiques (1998), militant et chercheur. Il tient à remercier Thierry De Coster pour ses précieuses informations.

1. Titre de l'éditorial d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 2000 (n° 550).
2. Durant lesquelles, malgré la prise de distance vis-à-vis des régimes de l'Est, l'eurocommunisme, le gauchisme, le pacifisme et l'écologisme mobilisaient encore des forces vives non négligeables.

re son cortège de violences, de déchirures, de misères, d'exploitations, d'exclusions, de catastrophes...

L'écroulement progressif des régimes dits communistes et l'hégémonie du système libéral à qui ils laissaient la voie libre ont entraîné la faillite du militantisme classique. Les forces de gauche – des luttes ouvrières traditionnelles à toutes les formes d'activisme issues de mai 68 et de résistances au capitalisme sauvage – connaissent, depuis, une véritable crise d'identité et les modes de luttes anciens ne semblent plus guère adaptés aux enjeux contemporains. Ces forces se sont petit à petit effritées. Entre les années 70 et les années 90, le mouvement syndical, dans les pays occidentaux, s'est vu amputé de quasiment la moitié de ses membres³. La résignation de la majorité des syndicats se repliant sur une stratégie de services à leurs membres et d'aménagement du système plutôt que de le contester explique en partie cette démobilisation. Néanmoins, les autres organisations de gauche, moins réformistes et plus hostiles au système capitaliste, ont connu des désertions encore plus massives. Mêmes les partis installés dans le système n'ont pas été épargnés. Il s'agit bien d'une véritable crise du militantisme.

Cette faillite s'explique autant par la défaite de l'Est que par la victoire de l'Ouest. En effet, il n'existe plus d'alternative de référence à l'économie de marché. Certes le système de planification économique n'était pas dépourvu de défauts, la gauche occidentale ne lui a pas épargné ses critiques. Néanmoins, dans son ensemble, il démontrait qu'un autre fonctionnement de l'économie, différent du tout au marché, était envisageable. En outre, indépendamment des succès ou échecs du socialisme réel, le bloc soviétique jouait un rôle de méchant loup militaire et de sirène idéologique. Risquant de séduire les masses populaires, cette forteresse a contraint, après la deuxième guerre mondiale, les gouvernements et les patronats occidentaux à quelques concessions (ou compensations) sociales afin d'atténuer leurs revendications et de les

3. Voir Christophe Aguiton, «Vers des mobilisations européennes et mondiales», dans *Contre la dictature des marchés*, éd. La Dispute – Syllepse – VO, ouvrage collectif issu des rencontres internationales de Paris organisée par Attac en juin 1999, p.125. Cette défection s'est plus remarquée en France, où il ne reste même plus 10% d'affiliés, qu'en Belgique. Pour l'ensemble du monde le taux de syndicalisation ne dépasse cependant pas les 13%.

détourner des organisations révolutionnaires. Ce rôle de contreponds idéologique et surtout militaire a été d'une utilité certaine pour ceux qui luttèrent, en Occident, pour l'amélioration de bien-être social et, dans le tiers-monde, pour l'indépendance à l'égard de l'Ouest. Sa disparition a imposé le marché comme la seule norme.

Ainsi l'histoire serait-elle arrivée à sa fin, le libre-échange incarnant la panacée de la pensée économique et le remède à tous les maux de la planète... Et le monde politique ne pourrait plus rien contre cette ultime vérité. En effet, les Etats sont devenus les pantins et les valets, certes souvent consentants, des sociétés transnationales (STN) et des *lobbies* financiers. Les représentants politiques signent des accords internationaux concoctés par les grands groupes financiers sans vraiment savoir à quoi ils engagent leurs Etats : il leur est quasiment impossible de lire l'entièreté des traités qui comportent des milliers de pages et des dizaines de milliers de pages d'annexes⁴. Ils savent cependant que ce ne sont pas eux qui en pâtiront le plus...

la mondialisation néo-libérale

A côté de la défaite du système socialiste, le néo-libéralisme ne cesse de se perfectionner en vue d'implanter son omnipotence, son empire hégémonique, dans chaque recoin de la planète et de nos existences individuelles. Soutenue par une puissante infrastructure «intellectuelle» et médiatique, la pensée unique entretient insidieusement cette ambiance de fatalisme où les processus semblent trop complexes pour qu'on puisse y prendre prise et où toute alternative paraît vaine. Les nouveaux modes d'organisation du travail et de gestion des ressources humaines servent à briser les anciennes solidarités, à empêcher l'émergence de toute conscience collective et à entretenir le sentiment d'impuissance parmi les travailleurs ; les modes de représentation politique parviennent aux mêmes fins chez les citoyens. Il n'y a plus de lutte de classes puisque l'ennemi est invisible et anonyme. La notion de classe elle-même semble devenue obsolète. Les observateurs marxistes discutent entre eux pour savoir si les rangs du prolétariat n'ont cessé de s'élargir sous de nou-

4. Qui l'eût cru, les points les plus décisifs sont généralement discrètement insérés dans les annexes ou les notes de bas de pages.

velles formes multiples ou si les classes moyennes les ont réellement dégrossis. Selon moi, le problème concerne moins l'élargissement ou la dispersion de la classe prolétarienne que les puissantes opérations idéologiques déployées afin d'empêcher les victimes du néo-libéralisme d'accéder à un esprit collectif. S'il ne faut pas absolument revenir à une vision manichéenne des rapports sociaux, l'appartenance et la conscience de classe permettaient au moins d'agréger des revendications disparates et de les faire entendre avec le poids d'une force collective. Le peuple – mais ce mot n'a plus cours, on parle désormais de «l'opinion publique» – n'est plus qu'un consommateur de biens, d'images et d'idées toutes faites ; confiné dans un état de douce léthargie, notamment grâce aux effets soporifiques de la télévision (et d'autres médias inféodés aux *think tanks*) ou d'une foule de divertissements artificiels et prêts à consommer sans réfléchir. La consommation aveugle va de pair avec une culture de l'apolitisme, nouvelle forme de totalitarisme doux, dictature masquée. Pourtant, il y a cent cinquante ans, dans *De la Démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville, si peu révolutionnaire qu'il était, nous mettait déjà en garde : *«si les citoyens ne s'engagent pas régulièrement dans la marche de leurs propres affaires, le gouvernement du peuple par le peuple peut disparaître. La participation des citoyens constitue l'esprit et la force qui animent une société basée sur le volontariat. La sujétion dans les petites affaires se manifeste tous les jours et se fait sentir indistinctement à tous les citoyens. (...) Elle éteint peu à peu leur esprit. En vain chargerez-vous ces mêmes citoyens, que vous avez rendus si dépendants du pouvoir central, de choisir de temps à autre les représentants de ce pouvoir. Cet usage si important, mais si court et si rare, de leur libre arbitre n'empêchera pas qu'ils ne perdent peu à peu leur faculté de penser, de sentir, d'agir par eux-mêmes et qu'ils ne tombent ainsi graduellement au-dessous du niveau de l'humanité»*. Ainsi être citoyen implique de participer à la vie de la Cité. Or participer c'est aussi et surtout contrôler les décisions des gestionnaires de cette Cité, s'y opposer quand elles vont à l'encontre du bien de la collectivité, mais aussi proposer des alternatives. C'est là le véritable défi citoyen. Les mandataires politiques se sont laissé confisquer la réalité du pouvoir décisionnel aux profits des sphères commerciales, économiques et financières. Aux citoyens de reprendre le contrôle, de s'opposer et de proposer.

Certes il se perfectionne et devient toujours plus vicieux, mais le système capitaliste accumule aussi les contradictions et provoque ou subit, à l'échelle planétaire, des crises économiques de plus en plus graves. La spirale infernale de la course au profit n'est pas sans faille. En privant d'existence sociale un nombre croissant de chômeurs, de précaires, de sous-développés, il les prive aussi de pouvoir d'achat. Or la consommation et surtout l'épargne des ménages constituent encore un moment important de la circulation des capitaux manipulés par la spéculation boursière.

Avec le «fléau» du chômage au Nord, les impasses et dévastations du «mal-développement» au Sud, les crises financières mexicaine, asiatique⁵ et russe, etc., les années 90 semblent avoir fait déborder le vase. Suite à une accumulation et accélération des saccages et ravages engendrés par la mondialisation du libéralisme et de la finance, l'indignation et la colère des citoyens ont fini par exploser ici et là. Les marées noires et le raz de marée néo-libéral ont provoqué un début de ras-le-bol populaire qui s'exprime par des voies très diverses. Un nombre croissant de citoyens en ont désormais assez d'être dépossédés de leur souveraineté, de voir le monde et toutes les dimensions de la vie se transformer en marchandises. Ils ne supportent plus de contempler le désastre économique et social comme des (télé)spectateurs impuissants, mis en boîte et en forme par l'information, c'est-à-dire informés au sens aristotélicien du terme, conditionnés à la passivité et à l'impuissance. Une volonté de remettre l'économie au service de l'humain, et non l'inverse, c'est-à-dire de soumettre l'économique au politique et le financier à l'économique, se fait de plus en plus entendre au sein de ce que les médias appellent «la société civile». Le tout sera de voir si les multiples manifestations très hétéroclites qu'on range sous cette expression fourre-tout pourront constituer une réelle société civile telle que la concevait, par exemple, Hegel. Si pour ce dernier, elle désigne la sphère des échanges au sein de laquelle les citoyens s'expriment en tant qu'acteurs économiques (les individus entrent d'abord en relation pour satisfaire leurs besoins), nous devons surtout y voir un moment de «la vie éthique» nécessaire au développement d'une communauté politique dialectiquement articulée avec les libertés

5. En 1997, 23 millions de travailleurs ont perdu leur emploi en Asie du Sud-Est. Voir dans ce numéro des *CM* les articles de Jacques Nagels et de Francis Bismans.

individuelles (Etat). Il ne me semble pas inutile de dépoussiérer la philosophie politique de Hegel⁶. Les nouvelles manifestations citoyennes n'ont pas à rompre complètement avec les anciennes luttes sociales et politiques. Les diverses formes de résistance, présentées dans cet article, demeureront, à mon sens, insuffisantes tant qu'elles resteront éparées et ne réinvestiront pas le politique. L'effacement de la dimension étatique au profit de la mondialisation soulève d'autres difficultés à ce propos...

un bel ami

C'est la contestation du projet de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) qui aura été l'élément déclencheur de cette renaissance citoyenne. Depuis 1995, les 29 pays les plus riches, réunis au sein de l'OCDE⁷, négociaient un traité visant à accorder toutes les libertés aux investisseurs sans plus tenir compte des droits des Etats, des peuples et des individus. Ces tractations menées à l'insu du plus grand nombre devaient se conclure à Paris en 1998 et mettre tout le monde devant le fait accompli. Cependant, prises au dépourvu en 1992-1993 lors des négociations de l'*Uruguay Round*⁸ qui devaient donner naissance à l'OMC, de nombreuses organisations non gouvernementales étaient bien décidées à ne plus se laisser faire de la sorte. Elles surveillaient avec vigilance les manigances des décideurs du monde. Très rapidement, elles ont compris qu'un traité du type de l'ALENA se fomentait au

6. On pourra, à ce propos, lire les ouvrages de Dominique Méda.
7. A priori préférable à l'OMC à laquelle participent les Pays en Voie de Développement et dont les réunions se tiennent à Genève, aux yeux de tous. Le siège de l'OCDE se situe discrètement dans le XVI^{ème} arrondissement de Paris, à l'intérieur d'un château bien nommé «La Muette».
8. La lutte contre l'AMI est ici présentée comme le tremplin de l'élan citoyen parce qu'elle représente la première victoire de «la société civile» sur les seigneurs de la mondialisation et qu'elle a réussi à trouver écho dans un public très vaste. Il coule cependant de source que cet incroyable sursaut n'est pas tombé du ciel et qu'il est le fruit d'un réveil progressif des victimes du néo-libéralisme. Nous pourrions faire remonter l'émergence citoyenne au sommet de Rio, en 1992, où plus de 8000 organisations se sont rassemblées en Etats Généraux, à l'Uruguay Round, à l'Alter Davos, etc. Il s'agissait bien à chaque fois de mobilisations des composantes de la société civile mais qui n'ont pas eu le même retentissement que la guerre contre l'AMI.

niveau international. Il a tout de même fallu attendre 1997 – et l'aide de la délégation canadienne – pour mettre la main sur le texte de l'accord. L'association américaine de défense des consommateurs, *Public Citizen*, publia cette nouvelle table des lois néo-libérales sur l'Internet et la diffusa partout. Cette étincelle déclencha une formidable onde de choc. Une foule de collectifs contre l'AMI proliféra sur le continent américain et la vague ne tarda pas à atteindre l'autre rive. En France, c'est d'abord le monde artistique qui a réagi face aux menaces de réduction de la culture à une industrie appartenant à ses investisseurs. Les associations professionnelles du cinéma et de l'audiovisuel, au sein desquelles se retrouve la vieille gauche française (PC), organisèrent un colloque et publièrent un appel radicalement opposé à la poursuite des négociations. L'Observatoire de la Mondialisation, relayé par *Le Monde Diplomatique* et *L'Humanité*, assurèrent la suite et l'élargissement de la mobilisation. Sous la pression de tant de protestations et rongé par des dissensions internes, le gouvernement français de gauche plurielle se retira des négociations et celles-ci se virent, par la force des choses, suspendues. Le danger n'est pas pour autant écarté. Loin d'avoir capitulé, «l'ennemi» s'est replié pour mieux conspirer sa prochaine offensive. C'est pourquoi la Coordination Contre les Clones de l'AMI (CCC-AMI) demeure vigilante.

Après ou autour de cette exceptionnelle victoire citoyenne, une foule d'autres mouvements de contestation ont fleuri jusqu'à l'apothéose des manifestations contre le *Millenium Round* à Seattle (ainsi qu'à Londres, à Genève, en Inde,...) en novembre 1999, où se sont retrouvées 1200 organisations (de petite et de grande envergure, de formation traditionnelle ou inédite) venues de 90 pays, réunies en un gigantesque sommet citoyen parallèle à celui de l'OMC. De nouveau, les grands décideurs de l'OMC qui comptaient reprendre les ambitions de l'AMI ont dû capituler devant les protestations populaires. A l'encontre de ce projet de libéralisation totale de tout les secteurs de la vie, c'est-à-dire de leur offre en pâture aux requins de la finance, les citoyens du monde entier ont affirmé leurs exigences : hors de question d'intégrer dans le champ commercial la santé, l'éducation et la culture ; la sécurité alimentaire prime sur le commerce ; aucun être vivant jamais ne pourra être brevetable ; la fabrication et la distribution de médicaments doivent rester libres dans chaque pays ; l'arbitrage des différends commerciaux doit être soumis au droit

international (droits de l'homme, du travail, de l'environnement,...) ; si organisation mondiale du commerce il doit y avoir, elle ne peut s'établir que démocratiquement, etc. Si l'on peut parler de victoire citoyenne à Seattle, il ne faudrait pas pour autant croire que la société civile est venue à bout de l'OMC, et qu'elle y est parvenue par sa seule force de protestation en négligeant le rôle des conflits entre négociants. La «société civile» est loin de s'être constituée comme réel contre-pouvoir et ne gagnera du terrain qu'en pointant les contradictions internes du néo-libéralisme. L'OMC, quant à elle, existe toujours et continue à régir le monde. Ce qui est certain, c'est que, symboliquement au moins, les manifestants de Seattle ont marqué des points dans la bataille médiatique et jeté les bases d'une nouvelle ère, celle qui verra peut-être une organisation mondiale des citoyens s'élever face à la dictature de l'Organisation mondiale du commerce.

multiplication des mouvements sociaux

Nous présenterons maintenant un petit florilège d'initiatives qui, aux mille coins de notre planète ronde et avec des individus de sensibilités très diverses, cherchent à prendre le dessus sur cette économie de marché devenue toute puissante. Dans des situations locales et des rapports de forces profondément différents, sous de multiples visages et mimiques (les enjeux ne sont pas neufs, l'innovation se situe donc plus au niveau des modes d'expression), ce qui pourrait former une société civile se réveille et s'organise.

A côté des partis politiques et des syndicats en perte de vitesse, il faudra dorénavant compter avec les nouveaux mouvements sociaux. Telle est bien la conviction du sous-commandant Marcos qui a mené l'insurrection zapatiste⁹ et tient le maquis dans le Chiapas depuis 1994. Ces mouvements citoyens sont devenus de nouveaux acteurs sociaux, porteurs de capacités efficaces et indispensables de changement. Selon Marcos, la façon dont la gauche, mais aussi la droite, appréhendent le présent, l'analyse politique des politiciens traditionnels, traversent une crise. Le contexte a évolué et les citoyens auxquels ces politiciens s'adressent ont changé. Le monde politique doit, sans plus attendre, adapter son discours

9. Voir le n°209 des *CM*, *Chiapas, dialogue pour la dignité*, entièrement consacré à la dynamique mexicaine.

et se tourner vers les problèmes sociaux des individus. Faute de quoi, les partis politiques et leurs cadres seront appelés à disparaître, ce qui pour Marcos, représente le but ultime poursuivi par le libéralisme. Cependant Marcos ne désire pas exporter le combat de son mouvement. Chaque mouvement social se doit de développer sa propre réflexion, située dans son contexte. Par contre, il plaide pour que les mouvements sociaux se parlent et s'écoutent, qu'ils s'organisent en vastes réseaux toujours en éveil.

Au Pérou, Villa El Salvador est née dans le désert, au Sud de Lima, en 1971. En un mois à peine, l'exode rural a drainé 90.000 personnes sur ces terres arides, aux portes de la capitale péruvienne. Alors que tout destinait ce regroupement de désœuvrés à devenir un triste bidonville, les habitants en ont fait un exemple de réussite de communauté urbaine autogestionnaire. Avec pour *leitmotives* «paix et justice sociale», «droit de vivre dans la dignité», «élévation du niveau de vie pour tous» et «travail pour tous» ; le système est parvenu à satisfaire les besoins de plusieurs milliers de citoyens et à les impliquer pleinement dans la gestion de la ville. Aujourd'hui, la politique de proximité, de solidarité et de coopération de Villa El Salvador est citée en exemple par la Commission internationale des droits de l'homme qui a proposé la ville au prix Nobel de la paix.

Si l'annulation de la dette extérieure des pays sous- ou mal-développés incarne un combat récurrent des tiers-mondistes, cette problématique figure dans le carnet de revendications de la plupart des mouvements ici présentés et a bénéficié d'un certain retentissement grâce au symbolique changement de millénaire. La campagne **Jubilé 2000**, bien que beaucoup trop modérée¹⁰, a eu le mérite de relancer ce débat sur le plan international et de l'amplifier. Son aura médiatique a permis de donner de la voix à moult mobilisations aux revendications plus exigeantes. En son sein même, les coalitions Jubilé 2000

10. En réclamant l'annulation immédiate de la dette impayable des pays pauvres les plus endettés, elle se préoccupe de 15% seulement de l'ensemble de la dette extérieure des pays du tiers-monde. En outre, elle ne se tracasse nullement des effets néfastes des plans d'ajustement structurel ou encore des dictateurs locaux qui ont pillé leur propre pays. Voir Eric Toussaint, «Enrayer la spirale infernale de la dette» dans *Contre la dictature des marchés*, *op. cit.*

de l'Afrique Australe ou de l'Amérique Latine¹¹ vont bien plus loin et réclament l'annulation totale de la dette de l'entièreté des pays pauvres et le refus des programmes d'ajustements structurels et de toute autre « conditionnalité » (les conditions du FMI ravageant l'économie davantage encore que l'endettement). La récupération des fonds réfugiés dans les banques occidentales et l'expropriation des villas et biens des dictateurs avec rétrocession directe aux populations fait également partie d'une réelle résolution de l'endettement des pays pauvres. Sans vouloir être pointilleux, les « radicaux » préfèrent parler de non-paiement de la dette plutôt que d'annulation car, vu les décennies de pillage du Sud par le Nord, le montant de cette dette n'est qu'un dédommagement minimum. Les associations qui représentent l'Equateur dans les rassemblements internationaux proposent même une inversion/conversion de la dette en investissement de fonds pour le développement. Politiques de développement librement choisies localement par les peuples et non par l'Occident. Supprimer la dette ne peut se cantonner à un geste de charité chrétienne qui donnerait bonne conscience aux pays riches : cette décision doit s'inscrire dans un projet politique et économique cohérent, de sorte que des situations de pareille dépendance ne se produisent plus. Sa mise en œuvre nécessite un puissant mouvement citoyen et un front mondial des pays endettés. Des manifestations internationales ont déjà eu lieu à Birmingham en 1998 et à Cologne en 1999. Des sommets asiatique, africain et sud-américain sont planifiés pour l'an 2000 et devraient aboutir à un sommet Sud-Sud. En Belgique, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) coordonne un réseau international d'élaboration, de sensibilisation et de mobilisation autour de ces thématiques.

Dans la même ligne, le **Mouvement des paysans Sans Terre** (MST) au Brésil requiert, dans son programme d'urgence, *« l'interruption de la saignée de devises, principalement par le contrôle des mouvements de capitaux et la suspension du paiement de la dette extérieure ; l'abaissement des taux d'intérêt et l'établissement d'un moratoire pour la dette intérieure ; la rupture de l'accord avec le FMI »*¹². Il faut savoir qu'au Brésil, 1% de la population possède 46% des terres.

11. Notamment lors des déclarations de Johannesburg du 21 mars 1999 et de Tegucigalpa du 27 janvier 1999.

12. Cité par Eric Toussaint, *op. cit.*, pp.88-89.

Les multinationales comme Volkswagen et British American Tobacco y sont propriétaires de 30 millions d'hectares dont seulement 20% sont effectivement mis en valeur. Le MST incarne le plus important mouvement social d'Amérique latine, tant par le nombre de personnes engagées et la sympathie qu'il suscite, que par sa solidité organisationnelle et sa capacité à mettre sur le devant de la scène politique le thème de la terre, de la répression et de la justice sociale. Il lutte via une stratégie d'offensive permanente (occupation de terres, marches locales et nationales) pour un nouveau partage de la terre afin d'offrir des moyens d'existence aux 32 millions de Brésiliens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et aux 12 millions de paysans sans terre. Le mouvement a déjà réussi à redistribuer 7 millions d'hectares en accordant un petit lopin à 150.000 familles de paysans. Ceux-ci y produisent collectivement ou sur des parcelles individuelles, développent une forme de vie communautaire, élisent leurs propres autorités, mettent en place des écoles et des centres de santé, forment des coopératives de production et de distribution. Ils collaborent également au Mouvement en appuyant ses mobilisations et en lui apportant un pourcentage de leurs revenus. A côté de ces résidents, 250.000 personnes d'origines diverses mènent une «guerre pacifique» en occupant jusqu'à leur expulsion les terres non encore réappropriées. Le MST marque la convergence de différentes luttes locales et se retrouve à la croisée de multiples traditions aussi bien rurales qu'urbaines, allant de la puissante influence chrétienne à l'apport de militants communistes et du Parti des travailleurs.

Tentative intrépide et inédite bien que probablement vaine, si ce n'est par les échos qu'elle recevra et son rôle pédagogique : le **Taegu Round Korea Comittee** (regroupant des syndicalistes, des universitaires et des mouvements d'action civique coréens) attaque le FMI en procès devant la cour de justice de Séoul. Chef d'accusation : ingérence, irresponsabilité, conseils déloyaux. Incapable de prévenir les crises financières, le FMI encourageait la Corée du Sud à poursuivre de plus belle sa politique macro-économique, encore trois mois avant la crise. Ensuite, il s'est avéré tout autant inapte à gérer cette crise. De surcroît, en exigeant une restructuration totale du système socio-économique (libéralisation complète du marché des matières premières, augmentation de la flexibilité du marché du travail, etc.), il a abusé de ses pouvoirs théoriquement limités à la politique macro-économique (monétaire

et fiscale). Non seulement inefficaces et illégitimes, les propositions du FMI ont accéléré la fuite des capitaux. Chan Keun Lee (porte-parole du comité) sait malheureusement que le procès a peu de chance d'aboutir vu l'acquiescement du gouvernement au plan du FMI. Il n'avait d'ailleurs pas vraiment le choix puisque l'économie coréenne dépend énormément des marchés américains et des importations alimentaires et énergétiques : le pays n'aurait pu supporter l'embargo, conséquence naturelle d'un éventuel non-alignement. Pour sortir de cette dépendance, *Taegu Round* propose également la création d'un Fonds Monétaire Asiatique (alimenté par les excédents en devises accumulés, par exemple, à Hong Kong et Singapour). Ces démarches s'inscrivent dans les objectifs fondateurs du comité : parvenir à un ordre financier international équitable via le développement durable, l'annulation de la dette du tiers-monde, le contrôle de la spéculation financière et la réforme des programmes du FMI.

De la Grande-Bretagne aux Pyrénées, prolifère une nouvelle espèce en voix d'expansion. En Angleterre, une étrange tribu hante les forêts. On les appelle les *eco warriors*, les soldats écolos. Depuis la fin des années 80, il faut faire appel à la police pour pouvoir s'attaquer à un arbre. Dans le monde merveilleux des *eco warriors*, chaque tronc d'arbre épargné par la tronçonneuse est une bataille gagnée contre les bétonneurs. Contre un nouveau projet autoroutier ou une extension d'aéroport, les écolos anglais ont un truc : ils s'agrippent aux arbres comme des koalas.

En Inde, les paysans, à travers leur plus gros syndicat, le *KRRS* (le *Karnataka Rajya Raitha Sangha*, comptant 10 millions d'adhérents), ont décidé d'internationaliser leurs revendications et leurs pratiques de lutte. En mai et juin 1999, une délégation de 500 paysans est venue sillonner l'Europe afin de toucher le cœur de l'Occident, rencontrer les organisations populaires et manifester de concert devant les centres du pouvoir (politique et financier). Dans des centaines de villages, les habitants se sont cotisés pour payer un billet d'avion et envoyer un des leurs faire entendre leur voix. La générosité des cotisants, tout comme celle de celui qui laisse son champ en jachère, pourrait étonner mais coule de source pour ces gens qui savent que leur survie se joue au niveau international. Cette forme d'action politique pour le moins originale et spectaculaire visait, outre la sensibilisation de l'opinion

publique, à encourager les contacts et la coopération entre les organisations, à promouvoir l'action directe non violente et la désobéissance civile comme mode d'action politique, et enfin à préparer le terrain pour la contestation de l'OMC en novembre. La Caravane intercontinentale contre la mondialisation, rejointe en chemin par d'autres mouvements du Sud et accueillie par les progressistes européens, a clôturé sa randonnée militante à Cologne, lors de la mobilisation générale contre les sommets de l'Union Européenne et du G8.

Cologne incarnait également le point d'aboutissement des **Marches européennes** contre le chômage, la précarité, les exclusions et le racisme. Parcourant l'Europe depuis 1996, plus de 50.000 chômeurs ou précaires au total ont formé ce réseau qui entend militer en faveur du droit au travail ; du revenu d'existence garanti ; d'une réduction immédiate, massive et coordonnée du temps de travail (avec embauches correspondantes et sans perte de salaire). Les marcheurs s'opposent en outre au travail forcé, au travail des enfants, au *dumping* salarial et social, etc. Mais surtout, le Réseau des Marches Européennes souligne la proximité d'esprit entre les combats contre toutes les formes d'exclusion, celles des sans-abri, des handicapés, des chômeurs, des immigrés, des réfugiés, des homosexuels... C'est pourquoi il prône l'unification de toutes ces revendications à l'échelle européenne, l'organisation d'actions communes et une connexion renforcée des différents mouvements sociaux, syndicaux, antiracistes, écologistes et féministes.

La perche est tendue et ne tardera pas à être saisie. Encore quelques marches dans l'ascension d'une conscience civile internationale : issus de 150 pays et de 5 continents, plus de 3000 groupes de femmes sont en train de se concerter pour lancer la **Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et pour le partage des richesses**¹³, contre les violences (conjugales, viols, mutilations sexuelles, etc.) commises sur les femmes et pour le respect de leur intégrité. Ces femmes sont déterminées à faire progresser leurs revendications au rythme de leur marche. La campagne débutera par un lancement européen, le 8 mars à Genève (conférence de presse et pre-

13. Les femmes fournissent les deux-tiers des heures de travail pour n'en retirer qu'un dixième du revenu mondial, et elles constituent 70 % des 1.3 milliards de pauvres de la planète.

mière petite marche). A partir de là, s'entamera une vaste opération d'envoi de cartes de soutien aux revendications. Le 14 octobre, une marche sur Bruxelles se conclura par une manifestation européenne. Enfin, le rassemblement mondial aura lieu le 17 octobre 2000 à New-York. Les marcheuses y rencontreront Kofi Annan pour lui transmettre leur cahier de doléances¹⁴.

Doit-on encore présenter **Attac**, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen ? L'instauration d'une taxe sur la spéculation financière, de type taxe Tobin, constitue son premier cheval de bataille, le premier grain de sable dans les rouages du système ou le premier coin dans les murs de la forteresse. Ce qui déjà ne va pas sans la levée du secret bancaire, la suppression des paradis fiscaux, etc. L'objectif ultime étant de désarmer les marchés ou de renverser leur dictature afin de *«se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde»*, Attac se veut concerné par toutes les luttes citoyennes, par la plupart des initiatives de résistantes ici décrites. L'association – qui compte actuellement 18.000 membres et 150 comités locaux en France, ainsi que des branches dans des dizaines de pays (dont la Belgique) – a très activement participé à la mobilisation internationale contre le Cycle du millénaire à Seattle. En juin 1999, un an après sa création, Attac avait déjà jeté les bases d'une coordination des résistances, en organisant, en France, les Rencontres internationales, qui ont permis aux délégations de plus de 80 pays d'échanger, trois jours durant, expériences et perspectives de luttes. Les mots-clés de la stratégie des attaquants sont s'informer, former, transformer. C'est-à-dire remettre le débat à la portée de tous.

Autour des mêmes problématiques s'était constitué en Belgique le **Réseau contre la spéculation**. Relayé par ses dizaines d'associations membres, le réseau a lancé la campagne «Agissons contre la spéculation financière». Outre le déploiement d'un matériel pédagogique bien conçu et efficace, l'organisation de soirées débat/formation partout où la demande s'en fait sentir, la responsabilisation des citoyens dans leurs gestes financiers les plus quotidiens, le réseau dif-

14. Adresse de la coordination : Marche mondiale des femmes
104, rue des Couronnes – 75 002 – PARIS.
Tél : 01 44 62 12 33 – Fax 0144 62 12 34 – E.mail : marche-
fem@ras.eu.org – Internet : www.ffq.qc.ca/marche2000

fuse dans le cadre de cette campagne une lettre ouverte adressée à nos dirigeants afin de leur montrer que des dispositifs existent pour freiner la spéculation et remédier aux nuisances du système économique. Et qu'il ne tient donc qu'à eux de prendre ces mesures nécessaires : taxe sur les transactions financières, taxation du capital au profit du travail, suppression des paradis fiscaux, incitant fiscaux à l'économie solidaire, maintien des systèmes de pension par répartition, lutte contre le blanchiment de l'argent de la corruption et du trafic de drogues ou d'armes,... La plupart des partis démocratiques ont d'ailleurs été interpellés publiquement sur ces questions et le réseau n'oubliera pas les engagements qu'ils ont pris, ni l'absence de concrétisation dans les politiques en cours.

Au sein de ce réseau, l'**Appel des 600**¹⁵ planche de manière plus théorique sur les questions de législation fiscale. Ce groupe pluraliste d'intellectuels, d'artistes, de syndicalistes, de politiciens organise régulièrement des débats, conférences ou colloques autour des ces problématiques. Il a récemment rédigé une proposition de loi *«introduisant des mesures favorisant la transparence sur les flux financiers et les fortunes, afin de permettre l'établissement d'un cadastre des fortunes financières, d'intensifier la lutte contre la fraude fiscale et l'argent de la criminalité et d'obtenir une plus juste perception de l'impôt»*. Cette proposition s'inspire des travaux du fiscaliste socialiste Max Frank et du Groupe de recherche et d'étude pour une stratégie économique alternative (GRESEA). Plutôt que de la confier à un parlementaire et qu'elle passe inaperçue comme la majorité des propositions de loi, l'Appel préfère susciter au préalable un large débat citoyen qui octroiera de l'ampleur à ce texte. Le Groupe de Copenhague abonde exactement dans le même sens et synthétise la plupart des combats précédemment évoqués.

Nous pourrions encore citer les associations exigeant un moratoire sur les OGM, les groupes de défense des sans papiers ou les collectifs contre les expulsions, les collectifs de chômeurs et minimexés, le collectif sans tickets, les réseaux de Système d'Échanges Locaux (SEL) ou d'échange de savoirs, le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté et son

15. Référant au nombre des premiers signataires, qui sont actuellement plus de 2000.

«contrat de citoyenneté», etc., mais cela nous éloignerait un peu de notre Casino Mondial.

la coordination des résistances

Comme en témoigne la diversité et la richesse de ces expériences, des composantes potentielles d'une réelle société civile se réveillent, reprennent la parole et se battent en faveur d'une appropriation collective des moyens d'expression. Si «révolution» ou bouleversement il y a, c'est clairement au niveau des moyens d'expression, les progrès se situent sur le plan symbolique. Première étape en vue de s'approprier les décisions. Petit à petit, les gens prennent conscience que le «système» n'est pas une machine occulte, incontrôlable et inéluctable, mais que derrière les mécanismes anonymes du marché, derrière les fermetures d'usines, derrière les délocalisations, derrière l'exploitation de la main d'œuvre infantine, derrière les chiffres frénétiques de la bourse, derrière les crises économiques, derrière les processus d'exclusions..., bref derrière les catastrophes écologiques, sociales ou économiques, il y a des hommes inscrits dans des rapports de forces et élaborant des logiques délibérées. L'enfer dans lequel nous vivons n'est ni l'accomplissement d'un implacable destin, ni l'effet d'une prétendue main invisible, ni le simple fruit du hasard. Il résulte de décisions et de projets élaborés en hauts lieux entre technocrates et à l'écart du débat démocratique. Par exemple, seulement 200 opérateurs financiers mènent la danse des mouvements de capitaux. Une fois dénoncée la nudité du roi, il devient possible de formuler d'autres projets et de prendre d'autres décisions. Un autre monde est possible...

Par ailleurs, la dénonciation de l'AMI a révélé l'efficacité de la stratégie «Dracula» : lorsqu'on braque les projecteurs sur les projets et décisions des maîtres du marché, on les effraie, les perturbe et les fait reculer. Les décideurs en haut lieu, tels des «Dracula politiques» ne supportent pas la lumière. Cet éclairage contraint par ailleurs les gouvernements à rendre des comptes à leurs citoyens et à assumer leur engagement volontaire dans ce processus : à reconnaître leurs politiques clairement néo-libérales, qu'ils cachent de coutume sous des embellissements euphémiques ou qu'ils justifient par une prétendue fatalité et des expertises scientifiques. *«Cet épisode représente un*

virage» selon les dires mêmes des porte-parole de la mondialisation, il leur faudra désormais «repenser [leur] approche de la négociation économique et commerciale internationale»¹⁶.

Tout se passe donc comme si les retombées de la mondialisation du néo-libéralisme se métamorphosaient en terreau fertile pour l'éclosion de nouvelles formes ou expressions de lutte et la connexion des mouvements sociaux (anciens et nouveaux). De manière très informelle, spontanée et souvent en dilettante, des initiatives de résistance fleurissent dans tous les recoins du globe et dans tous les secteurs. On observe comme un effet d'effervescence contagieuse, d'onde de choc ou de boule de neige. De plus en plus, les organisations citoyennes se veulent présentes au cœur des grandes conférences internationales et de tous les débats sociaux qui dépassent les frontières nationales. A tel point que les organisations des Nations-Unies cherchent l'appui et la reconnaissance des ONG. La Banque mondiale les consulte, leur expertise est utilisée dans l'élaboration des droits internationaux. Si l'on peut douter de leur capacité à constituer un réel contre-pouvoir citoyen à la mondialisation économique et financière, elles jouent en tout cas un rôle majeur d'identification des problèmes du village planétaire et de proposition de nouvelles règles communes.

Ce foisonnement de nouveaux mouvements sociaux et civiques ne se différencie pas des anciens sur le fond mais bien quant à la forme : ils développent des modes d'actions inédits. Ou dépoussièrent à l'aide des techniques contemporaines les vieux procédés du militantisme tels que les pétitions et les pratiques d'éducation populaire en leur insufflant du sang neuf. Citons à titre d'exemple l'association *Public Citizen* qui, lors de la campagne contre l'AMI, a distribué des menottes aux membres du Congrès des EUA en clamant que «les citoyens ne laisseront pas passer les menottes à la démocratie». Evoquons aussi les stratégies d'occupation terrienne pacifique des paysans sans terre et la coordination de manifestations pour le non-paiement de la dette, tous les troisièmes vendredis du mois, devant les grandes banques dans la plupart des pays d'Amérique latine. On se souviendra enfin de la place considérable qu'ont prises les scènes de danses, de célébrations, de rituels et de magie dans les manifestations

16. Cité dans *Observatoire de la mondialisation, Lumières sur l'AMI*, éd. L'Esprit frappeur, 1998, p.70.

de Seattle... Tous les modes d'expressions se mélangent et s'étreignent pour hurler le même non catégorique à la tête du monstre tentaculaire. On a parlé de «coalition du siècle».

La grande nouveauté, le grand pas en avant, c'est que cette multitude de résistances se connectent et nouent des liens serrés avec les luttes sociales moins récentes mais toujours d'actualité: toutes sortes de groupes et d'individus au départ fort distants, géographiquement ou sociologiquement, se rencontrent, se rapprochent et se rassemblent face à un adversaire commun. Au contact des nouveaux, les anciens mouvements se revivifient et revoient leurs modes d'action. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, des anciens gauchistes aux nouveaux citoyens, des syndicats aux ONG, des associations de défense des droits de l'homme aux mouvements écologistes, des partis politiques de gauche aux collectifs de défense des chômeurs, des sans-logis ou des sans-papiers, des confédérations paysannes aux rassemblements d'artistes, des organisations de peuples indigènes aux Eglises... le mot d'ordre est à la coalition des forces vives. La plupart d'entre elles ont par exemple apposé leur signature à la «Déclaration des organisations de citoyens sur le Cycle du millénaire», refusant toute extension des pouvoirs de l'OMC.

un réseau international

Toutes les problématiques sont liées et se rejoignent puisqu'elles sont les produits ou corollaires d'un système économique global et d'une idéologie unique. Il était donc logique que les acteurs sociaux s'unissent, que les luttes s'internationalisent, que la résistance se globalise. Une nouvelle version de l'internationalisme prend forme, comme l'embryon d'une société civile internationale. La mondialisation des droits et des luttes, la globalisation du mouvement social reviennent à l'ordre du jour. L'internationalisme traditionnel, telles les Internationales Socialistes, s'était soit décomposé suite à des dissensions internes, soit fourvoyé dans un technocratisme stérilisant. Ce manque de connexions internationales a été d'une nocivité considérable pour les mouvements ouvriers. Il importe désormais de sortir des cloisonnements. Il ne s'agit plus seulement de coopérer par-delà les frontières, mais de

créer des organisations intégrées qui ne tiennent plus compte des frontières¹⁷. Un immense réseau de résistances se tisse. Ces connexions permettent de mettre en commun des expériences et des pratiques de lutte très diverses.

Loin d'être aussi organisé et structuré que les grandes multinationales, ce réseau informel devient de plus en plus efficace et utilise les techniques de la mondialisation : photocopieurs, télécopieurs, téléphones et ordinateurs portables, caméras digitales¹⁸ mais surtout l'Internet dont le rôle a été primordial dans l'émergence et la mise en relation des multiples formes de ce nouveau militantisme. Loin des sentiers battus, les explorateurs des voies de traverse récupèrent, pour leur propre combat, les infrastructures établies par les autoroutes de l'information officielle.

Internet a constitué l'outil-clé, le lien et le lieu de rassemblement des dizaines de milliers d'adversaires de l'OMC qui ont organisé la riposte tout au long de 1999, pour nous limiter à cet exemple. En effet, quiconque avait accès à un ordinateur connecté au réseau et maîtrisait un tant soit peu l'anglais de base¹⁹ pouvait (et peut toujours) se trouver aux premières loges de la résistance. Citons quelques listes de diffusion spécifiques et thématiques qui gravitaient autour d'une liste de base (*Stop WTO Round*): *Corporate European Observatory* d'Amsterdam, recensant les liens entre les *lobbies* des STN et les négociateurs commerciaux américains ou européens ; *Third World Network* exposant les positions des gouvernements du Sud ; de nombreux bulletins d'information réguliers diffusés par l'IATP – *Institute of Agriculture and Trade Policy*, (Minneapolis, EUA) ou *Focus on the Global South* (Bangkok).

17. «A un moment où les prérogatives des Etats sont remises en cause par les différentes strates de la 'mondialisation', ces mobilisations internationales permettent de dépasser l'atomisme des résistances qui rend si difficile le développement des luttes», Christophe Aguiton, *op. cit.*, p.127.

18. Les événements peuvent ainsi être suivis quasiment en direct sur la toile par tous les internautes.

19. Ce qui, contrairement aux convictions des prêcheurs de la panacée «webienne», n'est pas encore évident pour tout un chacun. Outre les obstacles matériels et linguistiques, il ne faut pas négliger l'obstacle temporel : vu la profusion d'informations circulant sur la toile, une grande disponibilité de temps et un minimum d'expertise sont nécessaires à leur sélection et assimilation.

Au Canada, circulait une immense et virtuelle caravane d'information qui fournissait à qui le souhaitait du matériel de propagande (autocollants, tracts, outils pédagogiques,...). À côté de ces organisations, des individus isolés jouissant de temps libre le passaient à repérer l'utile dans le vaste océan d'information électronique puis à le faire circuler. Et l'on sait l'importance d'une bonne maîtrise des dossiers puisque les maîtres du marché misent justement sur leur complexité et notre ignorance pour les faire passer.

L'avantage de ces mises en relation simples et rapides réside également dans les possibilités de division internationale du travail qu'elles offrent. Ainsi, les Amis de la Terre à Londres récoltaient des signatures pendant que *Public Citizen* (EUA) repérait et réservait les lieux à Seattle depuis le printemps 1999. De son côté, *International Forum on Globalization* préparait une conférence fleuve pour les 26 et 27 novembre avec des orateurs issus de tous les continents. José Bové et la Confédération paysanne, quant à eux, ne chômaient pas en ce qui concerne la médiatisation des problèmes soulevés par le Cycle. Le *Direct Action Network* organisait pour des milliers de militants des séances d'entraînement à l'action directe non violente. Au cours des semaines précédant les rencontres de Seattle, les futurs manifestants pouvaient suivre des cours sur l'histoire et la philosophie de la non-violence, pratiquer des exercices grâce aux techniques des jeux de rôles, maîtriser les soins de premiers secours, s'entraîner aux tactiques de blocus, se préparer à endurer un séjour en prison en gardant son calme, prendre connaissance des aspects judiciaires, etc. Contrairement à ce que reprochent souvent les citoyens aux organisations classiques, la lutte n'était donc plus réservée à l'avant-garde ou aux militants professionnels. D'ailleurs, la résistance s'est organisée en l'absence totale de hiérarchie et de rétention d'information²⁰, les manifestants se sont répartis en treize secteurs et fonctionnaient de manière tout à fait concertée (les formations leur avaient également appris à prendre rapidement des décisions en commun). Ces groupes ont ainsi pu réagir, changer de stratégie ou se déplacer avec une souplesse incroyable. Au grand désarroi des forces de l'ordre...

20. C'est également via l'Internet que se communiquaient les lieux de rendez-vous, les plans de la ville, les infrastructures de séjours, les numéros de téléphone pour l'aide médicale ou juridique,...

Les artistes ne manquaient pas non plus à ce rendez-vous multidimensionnel. Certains se sont consacrés l'année durant à la confection de grandes marionnettes pour rendre les manifestations plus folkloriques. Sur place, musiques, danses et théâtre de rue égayaient les cris de protestation. Quant à ceux qui ne pouvaient se rendre à Seattle, ils se sont fait entendre à leur façon. D'autres rassemblements de masse ont envahi la plupart des grandes villes de la planète. Tout le long de la côte Ouest des Etats-Unis, les dockers ont interrompu le travail tant que duraient les manifestations. Le groupe d'action *Elektrohippies* avait organisé une première dans le genre : un *sit-in* virtuel. Plus de 100.000 surfeurs ont bloqué jour après jour les serveurs de l'OMC et les personnalités en vue de l'OMC ont été submergées par un flot de courriers électroniques.

Après cette grande victoire symbolique, loin de se reposer sur ses lauriers, le réseau commence à bien fonctionner, à rester sur le qui-vive et à se mettre en branle rapidement. Dernier exemple en date : la mobilisation générale²¹ suite à la marée noire Total/Fina. Des structures de coordination se sont d'emblée mises en place et entendent persister à titre d'organe de vigilance, même après le dédommagement total. Ici aussi, le principal s'est passé sur l'Internet, au point que les cadres de la firme se sont échangé des *mails* pour voir comment y riposter. Des messages tels que «*N'y a-t-il pas un moyen de demander aux fournisseurs d'accès Internet ou de systèmes de courrier électronique de bloquer les pétitions concernant Total/Fina ?*», ou «*Je suggère de demander le concours des Renseignements Généraux, qui pourraient remonter jusqu'à l'ordinateur à partir duquel a été lancée la pétition*», et enco-

21. Ici aussi des groupes d'origine très diverses ont fait front commun : UMIWEM, Les Amis des Chemins de Ronde, Eaux et Rivières de Bretagne, SEPNB, Collectif Pêche et Développement, Avenir et Sauvegarde de Sauzon (Belle-Ile), Collectif des Associations de Protection du Golfe du Morbihan, Réseau 56 Sortir du Nucléaire, ADPLL, ADSEL, Environnement et Modernité, Les Petits Débrouillards de Bretagne, Amis du Pays entre Més et Vilaine, Comité de Protection des Marais de Redon, Amis de Locmiquel Baden et Golfe du Morbihan, Amis de Kervoyal, Défense et Sauvegarde de la Baie de Vilaine, Bemdez, Forum Breizh 2001, Emgann, Roue Libre, Den Dour Douar, ADPEP, Ligue des Droits de l'Homme, CCFD, CSF, CNL, UDAF, ACI, Ensemble l'Autre Vannes, SUD-PTT, CGT, FSU, SNUIPP, CFDT, SGEN, LCR, UDB, Fédération Anarchiste, PCF, PS, les Verts.

re *«Utilisons les techniques de désinformation : noyons l'Internet de fausses pétitions»* ont pu être interceptés par les pirates du réseau... Sans commentaire.

La nouvelle résistance mondiale présente effectivement des aspects de flibuste. Et c'est peut-être ce manque de structuration et de hiérarchie, la flexibilité et l'ouverture, qui font la force et l'attrait de ces nouveaux mouvements sociaux. Il ne s'agit plus d'organisations sectorielles et spécialisées voire repliées sur elles-mêmes, mais de mouvements ouverts qui veulent rassembler le grand public et l'inciter à intervenir dans la gestion des affaires (de la cité). Ce flou artistique présente cependant certains revers tels que la fragilité et la fugacité de ces mobilisations, aussi intenses que ponctuelles, ou encore l'inexpérience liée à la spontanéité. Ces initiatives «citoyennes» pourraient se déforcer en refusant de se politiser sous prétexte de pureté ou de pluralité, en se montrant méfiantes et frileuses à l'égard des outils et concepts révolutionnaires classiques. Comme on l'a vu avec les cadres de Total/Fina, l'Internet n'est pas non plus à l'abri de toute manipulation ou récupération. Certes, l'enthousiasme ne doit pas anéantir notre lucidité mais celle-ci ne doit pas non plus nous mener à la méfiance ou au défaitisme. Pour l'instant, l'heure est à l'optimisme et le militantisme en sort gagnant.

le syndicalisme et la politique autrement

Membre à part entière et déterminant de la société civile, le syndicalisme traditionnel pourrait en prendre bonne note, se remettre en question, tenir compte de l'évolution du système et des pratiques. L'Internationale du travail a encore une génération de retard sur celle du capital. Il ne s'agit pas toujours d'une faiblesse ou d'une lacune de ce mouvement : l'internationale syndicale a volontairement abandonné les visées révolutionnaires pour se faire complice du capitalisme. Réformistes, la plupart des syndicats ne remettent nullement en cause le système de production et se contentent de le rendre supportable en grappillant quelques compensations (revenus, services, sécurité). Par ailleurs, ils sont encore incapables de penser les nouvelles formes d'exploitation, telles que la mise en place du télétravail. Le mouvement syndical doit de toute façon s'inscrire comme un acteur fondamental, un des piliers de cette société civile en train de prendre conscience d'elle-même et de s'organiser en contre-pouvoir,

car il reste le seul organe à même de défendre collectivement les travailleurs. Et si ces forces syndicales parvenaient à transcender de vieux clivages et de vieilles habitudes, si elles s'ouvraient vers les revendications de l'ensemble des victimes du capitalisme, elles constitueraient rapidement un contre-pouvoir particulièrement puissant. La principale organisation internationale, la CISL, regroupe plus de 124 millions d'adhérents issus de 143 pays dont plus de 55 millions dans l'Union européenne²². Ces effectifs correctement et efficacement mobilisés seraient amplement aptes à faire reculer n'importe quel cartel de transnationales.

En Belgique, le monde syndical a eu trop souvent tendance à se replier sur lui-même durant les périodes de crise. Pourtant, on observe un certain rapprochement avec le monde des ONG. Ainsi depuis 94-95 entre la CSC, la FGTB, le CNCD et son homologue flamand le NCOS, une ébauche de collaboration s'institue autour du thème de l'exploitation des travailleurs du Nord comme du Sud. Un gros écueil à franchir a été de convaincre les délégués syndicaux que ce ne sont pas les travailleurs du Sud qui volent leur emploi aux travailleurs du Nord, mais bien le capital qui exploite les conditions sociales des plus démunis.

Le syndicalisme a désormais à se repolitiser, à élargir ses vues, ses ambitions et son carnet de revendications : la lutte pour les droits démocratiques, par exemple, sur l'entièreté du globe s'avère nécessaire à la défense des travailleurs et permettrait d'unir les combats du Nord et du Sud, du syndicalisme et des mouvements citoyens. Il serait temps que le monde syndical renoue avec sa vocation internationaliste et lui redonne un sens réel. Car, si en conclusion du *Manifeste*, Marx clamait «*prolétaires de tout les pays, unissez-vous !*», depuis deux cent ans et chaque jour davantage, ce sont plutôt les bourgeoisies triomphantes qui ont poursuivi l'internationale planétaire de l'exploitation de l'homme. Pour inverser la vapeur, faisons donc confiance à ce que l'on nomme déjà le

22. La Confédération Mondiale des Travailleurs regroupe des organisations issues de 113 pays et totalise 26 millions de membres. L'*ETUC* (confédération européenne des syndicats) rassemble les 59 millions de membres de 65 organisations syndicales dans 28 pays. L'Internationale des Services Publics regroupe 525 syndicats de 141 pays et représente 20 millions de travailleurs (*Courrier de la Planète, Solagral*, n°53, 1999-V, pp. 54-55).

«nouveau syndicalisme», dont les plus beaux succès ont été remportés par le KCTU en Corée, la CUT et le MST au Brésil et le Cosatu en Afrique du Sud. Le mérite des ces organes de défense des travailleurs est d'avoir pris en charge l'ensemble des problèmes de la société dans laquelle se débattent leurs membres. *«On peut dire qu'il s'agit de réinventer le socialisme démocratique à partir du syndicalisme, comme porteur d'une alternative au projet néo-libéral global, plutôt que comme service d'ambulance pour ses victimes, dans le meilleur des cas»*²³.

L'espoir semble partout refaire surface malgré la disproportion des forces en présence. Cependant, il serait naïf de croire que les citoyens arriveront – à coups de protestations, manifestations, pétitions, etc. – à renverser le néo-libéralisme, à faire capituler ce système tentaculaire, capable de tout récupérer à ses propres fins et qui ne tardera pas à parer à cette riposte citoyenne. Tout au plus, cette dernière obtiendra-t-elle la concession de quelques amendements dont certains sont, il est vrai, vitaux à court terme. Comme nous l'avons déjà souligné, l'échec de Seattle repose autant sur les protestations citoyennes que sur les différends entre négociateurs, tels ceux d'Europe (qui voulaient élargir l'ordre du jour à l'investissement, les politiques de la concurrence, l'environnement, les marchés public, etc.) et ceux des Etats-Unis (intransigeants sur l'agriculture), et sur la colère des Pays du Sud écartés des vraies négociations (tenues dans les «salons verts»²⁴). Par rapport à l'OMC, nous n'avons gagné que du temps.

C'est bien plutôt sur ces contradictions internes au capitalisme et sur les aberrations qu'il engendre, qu'il nous faut miser

23. Dan Gallin, «Réinventer la politique du mouvement syndical» dans *Contre la dictature des marchés, op. cit.*, p.118.

24. *«Dès lors que l'unité statutaire n'était plus garantie, l'échec de la conférence était quasiment programmé»*. Mais là aussi, le rôle des associations citoyennes n'a pas été négligeable. Le réseau d'ONG européennes sur l'agroalimentaire, le commerce, l'environnement et le développement (Rongead) et le *Centre for International Environmental Law – Ciel* ont incité les délégations du Sud à se fédérer et à faire un communiqué global. En outre, Rongead, *Ciel*, *WWF* et *Third World Network* leur recommandaient de ne rien signer sans expertise préalable des textes et de demander des clauses suspensives (Agnès Sinai, «Le jour où le Sud se rebiffa», *Le Monde Diplomatique*, janvier 2000, n°550, p.4).

pour peut-être le remettre en question. A ce sujet, Marx demeure toujours d'actualité. Pointant les limites de l'accumulation au sein d'un système de répartition fallacieux, le cycle des crises de surproduction se resserre. La concentration du capital au sein d'un nombre de mains toujours plus restreint se voit quotidiennement attestée par les fusions de firmes transnationales, dont le récent phagocytage AOL-Times Warner-EMI. Dans sa course effrénée au profit, le capitalisme, même sous ses nouveaux masques néo-libéraux, charrie les impasses économiques et les catastrophes écologiques.

Pendant ce temps là, à l'échelle mondiale, les rangs des miséreux et des exploités (qu'on nommait autrefois le prolétariat) grossissent à vue d'œil. Aux aberrations inhérentes au mode de production capitaliste, il nous incombe d'ajouter les contradictions d'un nouveau rapport de force politique en redonnant de la vie et des visages nouveaux à la «lutte des classes». La mise en évidence des failles du système qui se révèlent chaque jour de manière plus flagrante, peut conscientiser et responsabiliser un nombre croissant de citoyens et permettre l'émergence d'une réelle société civile consciente d'elle-même et organisée, qui aura peut-être un jour son mot à dire dans l'orientation de la marche du monde. Pour ce faire, il faut demeurer vigilants et maintenir la mobilisation²⁵. Il faut également que le politique se métamorphose et innove dans ses fonctionnements afin de se faire l'écho et de prendre le relais de la société civile.

Comme nous l'avons indiqué, Hegel avait déjà montré que pour nécessaire qu'elle soit, cette société civile demeure insuffisante pour la réalisation d'une communauté «universel-

25. Prochain rendez-vous : le sommet à Bruxelles de l'UNICE (*European Business Summit*) qui n'est autre qu'un petit Davos européen. Cette grande messe néo-libérale destinée à convaincre le monde politique de la justesse des vues du patronat se déroulera durant l'ouverture de la Coupe européenne de football EURO 2000, du 9 au 11 juin. Parmi les 1500 participants attendus, outre les centaines de représentants du monde des affaires (Microsoft, Procter & Gamble, Belgacom, Solvay,...), et quelques commissaires européens, les chantres de la libéralisation de l'Europe se feront un honneur d'accueillir Monsieur Mike Moore, le directeur de l'OMC. L'idée d'organiser un contre-sommet ou une grande manifestation européenne commence à circuler au sein des associations comme Attac ou Les Marches Européenne, dans les syndicats, etc.

le» au sein de laquelle les intérêts et libertés particuliers trouvent leur place. Un tout qui serait plus que la somme de ses parties irréductibles sans altérer celles-ci, accomplissement du principe de la subjectivité autonome dans l'unité substantielle... Pour Hegel, l'Etat moderne réaliserait cette réconciliation.

Force est de constater que cet Etat n'est pas advenu et, qu'en s'inspirant de cette philosophie tout comme de celle de Marx, il nous incombe de réinventer et réinvestir le politique. Si l'internationalisme et l'organisation en réseaux des résistances s'avèrent primordiaux face à la mondialisation de la finance, s'il faut impérativement encourager cette union des forces face à la toute puissance de l'économie, la diversité des situations et les énormes différences entre les réalités locales du «village planétaire» nous amènent à penser que la constitution d'une société civile soudée et la gestion collective de la Cité ne peuvent avoir lieu d'une manière uniforme à l'échelle mondiale. Gageons que cette reconquête du politique par l'ensemble des citoyens et des travailleurs permettra de dépasser ce capitalisme qui ne connaît plus ni limites ni frontières.

les fonds de pensions, principaux acteurs dans la spéculation financière ?

jean-françois ramquet*

Pour parler du rôle, de la place et de l'ampleur des fonds de pension dans la spéculation internationale, il faut d'abord s'interroger sur le choix pour sa pension d'un système de répartition ou de capitalisation.

En Belgique, le salaire brut du travailleur engendre des cotisations sociales. Au-delà du salaire poche du travailleur, elles forment avec les impôts, le coût du travail. Et ces cotisations sociales alimentent les recettes du budget de la sécurité sociale. Cette dernière a comme dépenses principales les soins de santé, les allocations de chômage et les pensions.

Dans notre système, essentiellement, les actifs paient pour les pensionnés actuels et lorsque les générations d'aujourd'hui seront pensionnées, les actifs de demain paieront pour les pensions d'alors. Il s'agit d'un système de **répartition** basé sur la confiance et la solidarité.

* Economiste, attaché à la Fondation André Renard jusqu'à l'été 1999 ; depuis lors conseiller au secrétariat fédéral d'Ecolo.

Les systèmes de capitalisation sont des systèmes d'épargne : les actifs d'aujourd'hui capitalisent pour eux-mêmes et touchent demain intérêts et capitaux épargnés. Se pose dans ce cas un problème de « gestion » des capitaux : non pas mis dans un coffre (avec dévaluation et sans intérêts), mais « placés » ; et placés comment et par qui, au profit de qui et aux dépens de qui.

Les pensions complémentaires (et celles des indépendants par le passé) relèvent du deuxième et troisième pilier (le premier pilier étant le système par répartition) et se répartissent entre les fonds de pensions (sectoriels ou d'entreprises), les assurances-groupe et les assurance-vie individuelles.

Notre système de répartition, et les semblables dans les pays développés où le mouvement ouvrier a pu les négocier, est l'objet déclaré d'une réaction néo-libérale, impulsée par Reagan et Thatcher qui ont provoqué une large contagion culturelle, contagion notamment dénoncée par Ignacio Ramonet sous le vocable de « *pensée unique* ». Puissamment relayé par les institutions internationales (BM, FMI, OCDE), le processus « des trois D » - dérèglementation, dérégulation, déspecialisation - s'est propagé dans toutes les matières¹.

Notre système de répartition est ainsi, ces derniers temps, remis en question pour des raisons idéologiques (laisser le soin au marché d'affecter de manière optimale les capitaux des pensions), mais aussi commerciales (ce flux financier captif est très convoité). Passer à un système de capitalisation avec des aménagements et des adaptations des systèmes de prélèvements ne changerait apparemment rien pour toute une série d'acteurs, soit ceux qui ont un travail et peuvent affecter les sommes prélevées par le système de répartition à une capitalisation. Cependant cela modifierait le fonctionnement de notre régime de pensions et entraînerait les comportements qui vont être exposés ci-après.

1. World Bank, « Adverting the Old Age Crisis : Policies to protect the Old and promote Growth », *Policy Research Bulletin*, n°4, août-octobre 1994.

OCDE, « Préserver la prospérité dans société vieillissante », *Synthèses de l'OCDE*, n°5, 1998.

Voir pour une présentation d'ensemble, Nikonoff Jacques, *La Comédie des fonds de pensions*, Arlea, Paris, 1999, 265 pp.

les fonds de pensions

Les actifs des fonds de pension représentent, dans les pays de l'Europe des quinze, des montants assez différents, et pèsent différemment dans leurs économies, comme le montre le tableau ci-dessous, où les actifs sont notés en milliards de dollars, et les poids relatifs exprimés en pourcents des PIB.

Tableau 1. Fonds de pensions en Europe (1996)

	Actifs 10 ⁹ \$	% PIB
Italie	32,13	2,7
France	97,43	6,3
Allemagne	342,20	14,5
Pays-Bas	366,50	92,5
Irlande	30,70	43,5
Grande-Bretagne	848,80	73,6
Suède	109,30	43,4
Belgique	11,35	4,2
EUROPE DES 15	± 2000,00	± 22,0

Source : EFRP

Pour l'Europe des 15, les montants sont de 2000 milliards de dollars soit 22% du PIB européen.

Les volumes sont donc importants en Europe et la tendance est à la croissance dans les années à venir.

Ils sont encore plus importants aux Etats-Unis et notamment l'ampleur de certains fonds y est tout à fait considérable. Les fonds de pensions californiens sont parmi les plus gros.

Le *Calpers*, le fonds de pension des employés du secteur public de l'Etat de Californie, est le troisième fonds de pension sur le plan mondial et le premier des Etats-Unis. Il concerne un million de membres, et possède 172 milliards de dollars d'actifs (dont 11% sont investis en Californie).

En Californie toujours, le fonds de pension des enseignants est pour sa part de 68 milliards de dollars pour 540 000 membres...

quelle est la structure des portefeuilles des fonds de pensions ?

La structure du portefeuille de *Calpers* se compose de 68% d'actions dont 46% d'actions domestiques américaines, 28% d'obligations, 4% d'immobilier.

D'une manière générale, il est largement admis que les fonds de pension anglo-saxons ont une large prédominance d'actions dans leurs portefeuilles, au contraire des fonds de pension européens, largement composés d'obligations. Les Pays-Bas notamment sont un pays où les fonds de pension sont très importants et présentent des proportions inverses avec *grosso modo* 70% d'obligations dans leurs portefeuilles.

La structure et de la diversification des portefeuilles sont un élément fondamental puisque les obligations offrent des rémunérations fixes dans la plupart des cas. Les actions étant potentiellement beaucoup plus volatiles. Cependant, contrairement à certains préjugés ou certaines déclarations largement répandues, une majorité des fonds de pension investissent dans le long terme. Les gros acteurs, ceux qui dans le jargon de la finance, font le marché, ont tendance à investir dans le long terme.

Mais l'action des fonds de pensions reflète l'évolution de la relation capital/travail, de la recherche de l'intérêt individuel avant l'intérêt général.

La poursuite d'intérêts individuels entraîne des conséquences en chaîne initiées par un conflit d'intérêt entre les gestionnaires de fonds de pension et les personnes pour qui ils font la gestion des sommes allouées au fonds de pensions, d'une part, et les personnes touchées *in fine* par la logique implacable des marchés financiers, d'autre part. Ainsi, les individus qui souscrivent à un fonds de pension ont envie d'avoir plus tard la pension la plus grosse possible. Si celle-ci se constitue par capitalisation, ils demandent que le gestionnaire soit le plus performant possible. Or, comme ce gestionnaire est, la plupart du temps, rémunéré à la performance et à la notoriété, la reconnaissance de son fonds est liée à sa performance, à sa capacité de «battre le marché». Le fonds sera très performant s'il a une croissance plus importante que les indices

boursiers ou, en d'autres termes, si le rendement de son portefeuille diversifié de placements a une courbe de progression meilleure que la courbe de progression des indices boursiers (Dow Jones, Bel 20, etc.). Pour augmenter la croissance et le rendement de leurs fonds de placement, les gestionnaires de fonds de pension vont donc faire des placements plus risqués (y compris en actions ou en obligations qui sont des prises de long terme) ; ce sera notamment vers des pays émergents ou vers des actifs à forte croissance potentielle tels que les nouvelles technologies. Ou bien ils vont exiger un rendement important² pour leurs prises de participations (capital d'une entreprise, projet immobilier). Par conséquent, les placements en actions, politique de placement à long terme au demeurant, peuvent générer une grande volatilité pour ces raisons là.

De plus, vu qu'ils deviennent des acteurs prépondérants en détenant une grande partie du capital de sociétés industrielles, et en poursuivant des objectifs financiers qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux d'un actionariat traditionnel, les fonds de pensions contribuent au changement d'orientation des mouvements de capitaux

Ainsi des fonds de pension américains et irlandais détiennent-ils la majorité d'Usinor ; il y a peu, 46% du capital d'Elf Aquitaine étaient détenus par des fonds de pension. Ils entrent dans ce genre d'entreprises parce qu'ils estiment que l'entreprise est bien gérée, qu'elle va faire du profit, maîtrise ses coûts, investit, se diversifie ; et donc ils espèrent un *return* important. L'approche financière est préconisée au détriment d'une approche industrielle traditionnelle dans la motivation du placement.

Néanmoins, tous les sous-traitants, les fournisseurs, travailleurs et autres acteurs d'environnement économique de l'entreprise ont des revendications différentes. Ils ont peut-être envie de garder un ancrage local. La collectivité est organisée autour de la vie de l'entreprise... Tandis que le gestionnaire du fonds de pension, s'il faut déplacer une unité d'un endroit à un autre parce que le *return* l'implique (compression des coûts), n'hésitera pas à prendre cette décision.

2. Ainsi, lors de son achat de Cockerill-Sambre, le groupe Usinor détenu pour partie par des fonds de pensions, a mis comme condition un taux de rendement escompté pour son investissement. Voir *infra*.

Au delà des clichés sur la spéculation, c'est la conjonction d'objectifs différents et les conflits entre ces objectifs qui alimentent systématiquement de vastes mouvements de capitaux, spéculatifs, déstabilisateurs.

quelle est la situation en belgique ?

En Belgique, on a un système de trois piliers : un pilier répartition (le plus important), un pilier assurance-pension organisé collectivement et un autre d'assurance-pension organisé individuellement.

Avec près de deux cent cinquante organismes de pensions pour un totalbilantaire de 433 milliards de francs en 1997, les fonds de pensions belges occupent une place modeste par rapport à d'autres pays européens. Ils connaissent cependant une progression importante puisque ces montants ont presque doublé en cinq ans. Enfin, les produits assurantiels (troisième pilier) connaissent également un essor, tant dans les sommes allouées que dans les produits offerts. La répartition des avoirs des fonds de pensions en Belgique est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Répartition des actifs des fonds de pensions belges (au 31.12.1997)

OBLIGATIONS	41,3%
belges	29,2%
étrangères	12,1%
ACTIONS	47,3%
belges	19,8%
étrangères	27,5%
IMMOBILIER	5,2%
CASH	5,6%
AUTRES	0,5%

Source : ABFP

Les montants des sicav ont été multipliés par 2.5 ces dernières années ; ceux des sicav immobilières ont été augmentés par 5, mais ils sont moins importants.

les autres acteurs

Les fonds de pension ne sont pas les seuls acteurs dans les mouvements de capitaux internationaux. Certes, les gros fonds de pension font le marché car ils ont une capacité d'acheter avant que cela n'augmente et de vendre avant que cela ne baisse. Ils ont donc tendance à indiquer le marché et faire en sorte qu'il y ait toute une série d'autres acteurs, plus petits, qui les suivent, ce qui ne fait qu'augmenter les mouvements de capitaux en circulation.

S'il y a d'innombrables fonds, il y a un petit nombre de personnes qui donnent les tendances. Ce sont les gros fonds de pension et les agences de cotation. Peu connues, ces dernières, sont considérées comme des espèces de sismographes des marchés financiers, récoltent et décodent l'information la plus complète qui soit. Car, dans le langage des économistes, on ne prend de bonnes décisions que lorsque l'on est complètement et bien informé. Beaucoup de théories économiques intègrent l'information dans les comportements et les prises de décisions. Ces agences (les plus connues sont Standard and Poor's et Moodys and Moodys) ont un ensemble d'informations très importantes (rapports trimestriels, comptes annuels, études sectorielles, perspectives des taux directeurs, etc.). Après analyse, elles donnent une cote (bulletin de classe). Ainsi, lors d'un emprunt (entreprise ou Etat), elles cotent la qualité de l'emprunt en fonction de toute une série de paramètres. Ces institutions sont tellement écoutées, elles donnent tellement d'informations à tous les autres acteurs, qu'elles donnent aussi les tendances du marché et les amplifient. Elles sont devenues des acteurs primordiaux et incontournables.

En fonction de l'analyse qu'elles ont, elles ont des comportements scientifiquement rigoureux mais basés sur leur étalon de valeur (rentabilité, profit). Cela pose des questions. Si une société de mines anti-personnelles a un gros carnet de commandes, elle aura de bonnes perspectives économiques et financières, et donc de bonnes cotations... mais le bien-être collectif (éthique dans cet exemple extrême) s'en trouvera altéré.

Quand on dit que les marchés sont irrationnels, ce n'est pas tout à fait exact. Il s'agit plutôt de conflits de compétence

permanents, qui engendrent des comportements et des conséquences en cascade particulièrement dangereux.

quelques questions fondamentales en guise de conclusion

la notion de capital et de travail

C'est grâce aux travailleurs, à leur travail et à la richesse économique qu'il a engendrée que le capital a pu prendre autant d'ampleur. Mais au-delà de la compétitivité et de la concurrence qui, par le biais des délocalisations, mettent le monde du travail en opposition, on se trouve ici aussi dans un conflit où les travailleurs sont mis en opposition : certains travailleurs épargnant pour leur pension future au travers d'un fonds de pension, se retrouvent actionnaires des entreprises d'autres travailleurs. Il y a donc conflit d'intérêt. Les uns cherchent à avoir une rente future confortable, les autres doivent se défendre contre la flexibilité conforme aux exigences de rendement de leur actionnaire.

Notons en passant que ce sont quand même les actifs de demain qui, via les dividendes et les plus-values, paieront les pensions des épargnants d'aujourd'hui.

la nature des flux

Il y a nécessité d'une régulation des investissements vers les endroits où ils sont les plus nécessaires. Les besoins sont criants dans le monde, or les investissements se concentrent sur les zones de demande solvable. Chaque année le rapport du Pnud nous fournit de nombreuses descriptions chiffrées sur les disparités d'accès à l'eau potable, aux soins de santé, aux nouvelles technologies. D'un autre côté, des produits financiers exclusivement spéculatifs connaissent une forte expansion.

qui décide ?

Lorsque Georges Soros, le 15 août 1998, déclare dans le *Financial Times* qu'il faut dévaluer le rouble et que, le 17 août, la Russie suspend les remboursements de dettes et que quelques jours plus tard, il y a de graves pressions sur les cours puis une dévaluation comme décision finale, on ne peut que constater que tous les acteurs financiers s'entrechoquent pour finalement influencer la décision de dévaluation.

Est-il normal que les gestionnaires de fonds de pension se permettent d'entraîner toute une série de conséquences considérables ? L'argument selon lequel la spéculation ne touche que les pays qui n'ont pas de bonne gouvernance, pas d'orthodoxie monétaire, n'est-il pas trop court ?

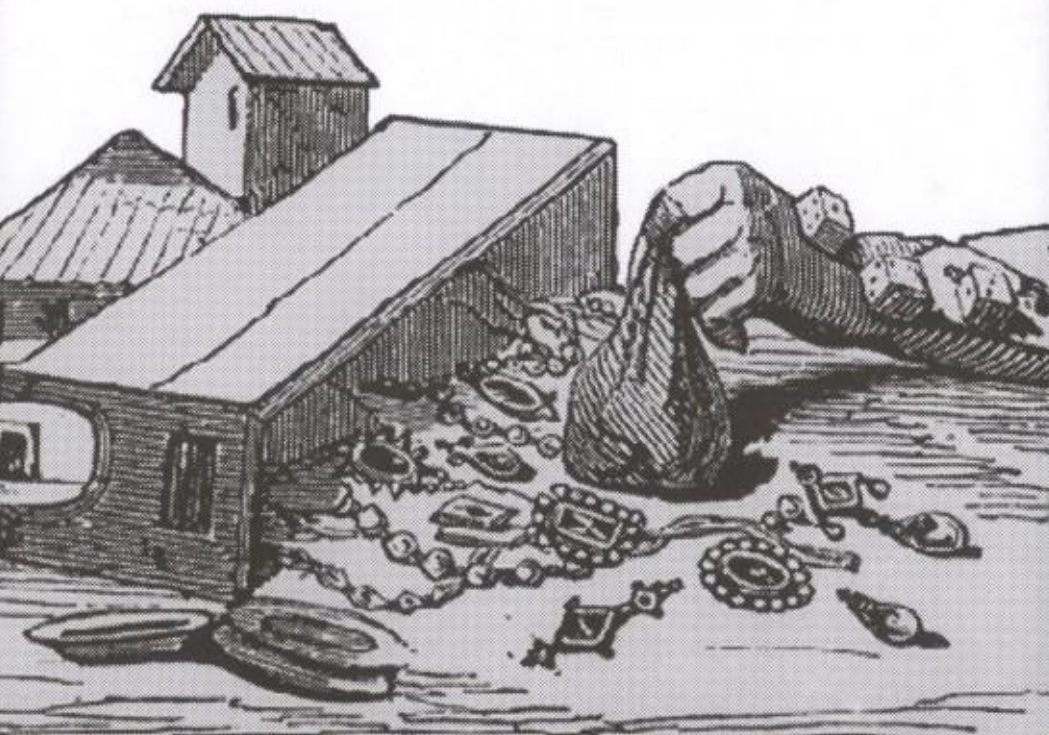
Une chose est sûre cependant, la dévaluation a entraîné des conséquences dramatiques pour la population russe, qui a vu son pouvoir d'achat dégringoler et la pauvreté augmenter³.

quel avenir ?

Lorsque l'on remet sur la table le paiement des pensions, lorsque l'on veut passer d'un système de répartition à un système de capitalisation, il faut bien mesurer les conséquences que cela engendrera.

Ainsi, au-delà de l'analyse indispensable en termes de perte de solidarité, on va amplifier la taille et le rôle des actifs des fonds de pension et leur maîtrise de l'activité économique. Ainsi que les conflits d'intérêts qui peuvent exister entre profitabilité et bien-être collectif, et qui continueront à créer toute une série de distorsions à l'avenir.

3. Voir le numéro précédent des *CM*, n°214, décembre 1999, dont le thème était «Dix ans de recyclage des nomenklaturas», et la contribution de Lahsen Abdelmalki dans ce numéro-ci.



enseignement et transformations sociales

mateo alaluf

le travail qui exclut

Au siècle passé, le travail en usine regroupait une masse flottante d'ouvriers recrutés dans les campagnes mais aussi à l'étranger. Ils étaient appauvris par les bas salaires (on appelait cela le paupérisme) et décimés par le chômage, les accidents du travail et les maladies professionnelles. Ils étaient exclus de la société. La sociologie américaine définissait d'ailleurs les ouvriers, encore après la deuxième guerre mondiale, comme un *out group* par opposition à l'*in group* que formait la bourgeoisie. C'est ainsi que le grand historien britannique E-P. Thompson constatait : «*Ce n'est ni la pauvreté ni la maladie, mais le travail lui-même qui jette l'ombre la plus noire sur les années de la révolution industrielle*»¹.

Dès cette époque, la question de la condition ouvrière se trouvera étroitement liée à celle de la scolarisation des enfants. C'est en effet à partir du travail des enfants que se posera la question des conditions de travail. Les partisans de la réglementation du travail des enfants insisteront sur «*les dangers*

1. E-P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Gallimard/Le Seuil, Paris, 1988 (1^{ère} éd. *The Making of the English Working Class*, 1963).

physiques et moraux» de ce travail. En 1878, à la Chambre, le député Simonis clamait son opposition au projet : en votant le projet limitant le travail des enfants disait-il, «*nous nous engagerions sur la pente doublement fatale de la réglementation et de l'instruction obligatoire*»².

En effet, le mouvement ouvrier a fait du suffrage universel et de l'exercice des droits syndicaux ses principaux objectifs pour la démocratisation de la société. Mais cette démocratisation ne sera effective qu'avec l'instruction généralisée, qui constitue en fin de compte la condition de l'exercice conscient de la citoyenneté. Si bien que la lutte pour l'obligation scolaire et pour développer l'éducation populaire - que l'on appellera plus tard éducation des adultes ou permanente - sera au centre des revendications. Le développement en Belgique d'un enseignement de promotion sociale traduit cette préoccupation. Les instituteurs qui sont en première ligne et les enseignants d'une manière générale, prennent une large part dans ce mouvement de démocratisation de l'enseignement et de la société.

Si bien que déjà en 1923, Emile Vandervelde, «patron» du Parti Ouvrier Belge, estimait que la plus grande partie du «programme minimum» des socialistes avait été réalisé. Les socialistes pensaient cependant, à l'époque, que les réformes, loin d'être une fin en soi, seraient autant d'étapes pour une transformation en profondeur de la société.

démocratisation...

Dans la période qui suit la deuxième guerre mondiale, les réformes sociales comme scolaires paraissent abouties. Plein emploi, sécurité sociale et démocratisation des études sont désormais au centre des politiques gouvernementales. Certes, avec la parution en 1964 du livre de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers*³, ceux qui voyaient dans l'enseignement un facteur par excellence de la démocratisation de la société doivent quelque peu déchanter. L'école se trou-

2. B-S. CHLEPNER, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1972 (1^{ère} éd. 1956). p. 102, discours prononcé à la Chambre, le 19 février, 1878.

3. P. BOURDIEU et J-CI. PASSERON, *Les héritiers*, Minit, Paris, 1964.

ve discutée dans sa fonction d'instance privilégiée de la mise en oeuvre de l'idéal de l'égalité des chances. Par rapport à l'ancien régime cependant, où le sort des individus se trouvait entièrement défini par leur naissance, l'école, même dans sa fonction de reproduction sociale, constitue une ouverture des possibilités offertes par les seules déterminations familiales. Sa démocratisation n'a pu progresser que par le desserrement du poids de l'origine sociale sur les choix individuels.

En ce qui concerne sa capacité à scolariser les jeunes, l'école s'est montrée d'ailleurs d'une grande efficacité. Ainsi les dernières décennies se caractérisent-elles par une prolongation massive de la scolarité des jeunes. En Communauté française on observe aussi, parallèlement, une hausse généralisée, bien que différenciée entre filières, de la certification à tous les niveaux : certificat d'étude primaire (CEB), certificat de l'enseignement secondaire inférieur (CESI), certificat de l'enseignement secondaire supérieur (CESS). Les jeunes sont donc plus nombreux à fréquenter l'école et plus nombreux à mener leur scolarité secondaire à terme.

La crise de l'emploi depuis le milieu des années 70 est sans doute pour beaucoup dans cette évolution. Alors qu'avant un jeune pouvait choisir entre la poursuite de la scolarité et l'accès à l'emploi, avec la crise le choix se restreint entre l'école et le chômage, la précarité et les processus d'exclusion.

Comme l'allongement de la scolarité s'accompagne d'une élévation du taux de certification, face à l'importance du chômage, la question de la valorisation du titre scolaire sur le marché de l'emploi se pose constamment. En effet, si personne n'est totalement à l'abri du chômage et si l'efficacité d'un diplôme en termes d'accès à l'emploi se détériore, la tendance à la poursuite des études pour accéder à des niveaux de certification plus élevés se renforce.

Dans la mesure où plus de jeunes accèdent à des niveaux de certification élevés, les diplômes tendent à se dévaloriser. Ce sont cependant les non diplômés qui seront les principales victimes d'une situation où les moins diplômés se trouvent concurrencés par ceux qui accèdent à des formations de niveau plus élevé. Si bien que, si le diplôme ne conduit pas à l'emploi, il demeure cependant une protection importante face

au chômage et surtout aux processus d'exclusion sociale à l'oeuvre en période de crise.

Cette augmentation de la scolarité ne se limite pas aux seuls effets de la prolongation de l'obligation scolaire (portée à 18 ans par la loi de 1983), mais s'étend bien au delà. Si bien qu'une des conséquences de cette situation est l'augmentation importante des effectifs de l'enseignement supérieur et universitaire, quelle que soit l'évolution démographique des classes d'âge correspondantes⁴.

...ou «démographisation» de l'école ?

Pourtant, avec l'approfondissement du chômage depuis le début des années 1980, et malgré ses succès apparents, l'école est mise au banc des accusés. Aussi bien la question des retards et des échecs scolaires que la question de la qualité de l'enseignement sont mises en évidence. Dans cette période de contre-réformes néo-libérales, les enseignants sont présentés comme des obstacles aux restrictions auxquelles l'école semble devoir être nécessairement vouée.

D'abord, dans une société précarisée par le chômage, malgré l'augmentation très grande des taux de scolarisation, la démocratisation de l'enseignement marque le pas. L'inégalité entre les filières, générale, technique et professionnelle, ainsi qu'entre les établissements scolaires opère une forte discrimination selon l'origine sociale des jeunes. Si bien que des auteurs, à l'instar de Marie Duru-Bellat, font référence à une «*démographisation*» plutôt qu'à une démocratisation de l'enseignement.

Ensuite, le *Livre Blanc* publié en 1995 par la Commission Européenne - sous l'égide des Commissaires Edith Cresson et Pdraig Flynn, et intitulé : *Enseigner et apprendre. Vers la société cognitive*⁵ - semble donner une vigueur nouvelle à la vieille revendication d'éducation populaire. L'éducation en effet doit, selon le *Livre Blanc*, «*développer l'aptitude à l'emploi et à l'activité*» dans une société en mutation. Alors que

4. Point d'appui Travail emploi formation TEF, *Lettre d'information*, N°1, 1995, pp. 3-10.

5. Commission Européenne, *Enseigner et apprendre. Vers la société cognitive*, Livre Blanc, Luxembourg 1995.

les projets d'éducation permanente étaient liés auparavant à la promotion sociale, avec l'éducation tout au long de la vie il s'agit à présent de retarder le moment où l'on sera mis à l'écart par les processus d'exclusion sociale. L'accent n'est plus mis sur l'enseignement initial mais sur la formation tout au long de la vie. Ainsi les individus puiseraient-ils en permanence, sur le marché, les formations dont ils auraient besoin pour s'adapter aux évolutions professionnelles.

La vision de la formation qui est développée par *Le livre Blanc* fait référence à un marché du travail fait de «boulots» éparés entre lesquels évoluent des individus. La formation permet de passer d'un boulot provisoire à un autre boulot provisoire. Elle devient en conséquence un écueil qu'il faut franchir pour se mouvoir d'un emploi temporaire à un autre. La formation devient un obstacle continuellement renouvelé et qui doit être franchi sans quoi les individus se trouveraient livrés aux processus d'exclusion. On passe ainsi d'un système où le diplôme était un acquis que les personnes conservaient en permanence, à un autre, où le titre doit être constamment validé par la formation continuée jusqu'au moment où l'exclusion deviendra inéluctable.

Si bien que, dans un contexte de chômage durable, l'objectif de l'extension de la scolarité, aussi bien pour les jeunes que pour les adultes, semble se retourner en son contraire. Il n'y a qu'un pas pour juger l'école responsable du chômage et à présenter les enseignants comme un mouvement à casser. Contrairement à la période précédente où les enseignants participaient au mouvement de démocratisation de la société, ils se transforment à présent en facteurs de résistance à la logique libérale qui s'impose progressivement, et qui livre l'éducation aux mécanismes du marché.

l'orientation est pire que l'échec scolaire

Pourtant les faits, avec obstination, paraissent rebelles à cette idéologie. Passons en revue quelques observations résultant d'études récentes sur la prolongation de la scolarité en Communauté française⁶. D'abord, le diplôme paraît bien constituer un facteur d'employabilité et en conséquence pro-

6. On peut en trouver de nombreuses références et des présentations résumées dans la *Lettre d'information* du Point d'appui Travail emploi formation-TEF.

curer une protection contre le chômage. C'est d'ailleurs là que réside un des ressorts principaux de la propension des jeunes à prolonger leur scolarité.

Ensuite, si l'échec scolaire peut à juste titre être contesté sur le plan pédagogique, son inefficacité économique est moins évidente. Ainsi, les enquêtes d'insertion des jeunes ont bien montré que le retard scolaire antérieur des diplômés ne constituait pas un obstacle à leur employabilité. A l'inverse, l'âge plus avancé des jeunes semble même constituer, en raison peut-être de leur plus grande maturité, un atout dans leur recherche d'emploi. Si bien que «l'investissement en capital humain» ne paraît pas forcément compromis par l'échec scolaire.

Enfin, le sexe constitue un facteur très important de discrimination des jeunes diplômés face à l'emploi. On observe ainsi que les filles, qui ont un retard scolaire nettement moindre que les garçons, ont un accès beaucoup plus réduit à l'emploi. De plus, lorsqu'elles parviennent à y avoir accès, leur statut est encore plus précaire que celui déjà précaire des garçons. D'une manière générale, en cas de difficulté scolaire, les choix des familles tendent d'avantage à faire doubler les garçons dans l'enseignement général de manière à les maintenir dans une filière forte, alors que les filles sont orientées vers des filières professionnelles qui deviennent des orientations de relégation. Face à l'emploi en effet, le choix de la filière scolaire paraît constituer un facteur sélectif de premier ordre.

Par rapport à l'emploi, on peut en déduire que l'inefficacité et la discrimination sont moins liées à l'échec scolaire qu'aux processus d'orientation et singulièrement à l'orientation précoce des filles. On voit comment, dans ces conditions, le poids moins grand de la formation initiale et l'orientation des individus confrontés à un marché de la formation sont de nature à perpétuer et à accentuer les inégalités sociales et les discriminations, en particulier à l'égard des femmes et des groupes défavorisés.

L'examen des grandes tendances démographiques le montre, nous vivons plus vieux, nous sommes beaucoup plus nombreux à aller à l'école et les savoirs deviennent plus riches et plus rapidement obsolètes. Les demandes en ce qui concerne l'éducation, la santé, les retraites seront en conséquence de

plus en plus importantes. Comme il s'agit là des principaux postes des dépenses publiques, ces dépenses devraient considérablement augmenter.

Diminuer les investissements publics d'éducation, de santé et de vieillesse et les reporter sur les choix et les capacités contributives individuelles, conduit à augmenter les inégalités sociales. La tendance actuelle à privilégier la diminution des prélèvements sociaux et fiscaux s'inscrit dans cette orientation. Elle fragilise le financement de l'éducation et de la protection sociale. L'augmentation de l'espérance de vie, la prolongation de la scolarité, la diminution de la douleur en fin de vie, sont vécus alors non pas comme des bienfaits exceptionnels, mais comme autant de drames qui nous accablent et nourrissent la violence scolaire, révèlent une incapacité à faire face aux dépenses de santé et de retraite.

On peut comprendre ainsi pourquoi le refinancement de l'enseignement constitue un enjeu majeur et pourquoi la résistance des enseignants demeure, plus que jamais, un obstacle à la logique marchande à laquelle l'école est exposée.



l'enseignant, facteur de progrès social

jean-maurice rosier

A propos de l'école, il y a certains propos qui choquent. Ainsi ceux déjà anciens de Brecht, mais dont la provocation reste toujours d'actualité :

«Je sais qu'on met souvent en doute l'excellence de notre éducation scolaire. L'admirable sur quoi elle est fondée n'est pas apprécié à sa juste valeur, pour ne pas dire qu'il est méconnu. Il consiste à plonger d'emblée l'adolescent en son âge le plus tendre, et dans le monde tel qu'il est sans détours, sans commentaires ; on le jette dans le borbier : qu'il nage ou qu'il bouffe de la vase. L'élève apprend tout ce qui est indispensable pour faire son chemin exactement les qualités qu'il faut pour faire son chemin à l'école : l'art de frauder, de feindre les connaissances qu'il n'a pas, de se venger impunément, d'assimiler rapidement les lieux communs...»¹.

On peut également avoir quelque réticence quand les rapports de la Commission européenne sur l'enseignement assimilent l'élève à un **client**, le cours à un **produit** et le champ pédagogique à un **marché**. Réticence amusante d'ailleurs, parce que sans nul doute incohérente de la part de certains qui «*vénèrent le marché tout en maudissant la culture qu'il engendre*»².

1. B. Brecht, *Dialogues d'exilés*, L'Arche, Paris, 1972, p. 26.

2. J-C. Michéa, *L'enseignement de l'ignorance*, Climats, Paris, 1999.

Bref, pour beaucoup, l'école n'est pas la vie, même dans le chef d'illustres pédagogues mettant en question la pertinence et la spécificité des savoirs scolaires et qui rêvent de formation exprimée en termes d'efficacité immédiate. Comme le faisait remarquer Philippe Meirieu, s'autocritiquant : «*J'ai pensé à une époque qu'il fallait faire étudier des petites annonces ou des modes d'emploi comme écrits avant d'aborder Flaubert, avec les enfants moins défavorisés*»³.

Quel est donc ce paradoxe d'une Institution qui échapperait au marché auto-régulé économique et qui se trouverait ainsi être un des derniers lieux où subsisteraient «*de véritables fragments d'esprit non-capitaliste*»⁴ où n'existerait qu'un rapport pacifié à l'autre, dépourvu d'intérêt ?

Paradoxe pour paradoxe, si les enseignants en général défendent les valeurs morales de la gauche, comment, en pratique, l'école continue-t-elle de reproduire l'ordre du monde et ses inégalités («*un professeur communiste est un pléonasme*» a dit un animateur Télé sur une chaîne française DMA, France 2)? Pourtant, si nous avons des rêves d'école émancipatrice, comme le montre le débat que nous tenons aujourd'hui sur «*l'enseignant, facteur de progrès social*», force est de constater que l'analyse d'un Bourdieu a raison, au grand désespoir des réformateurs, Meirieu, encore lui, déclarant à propos de la grande consultation des lycéens en France : «*Les élèves nous ont rappelé que l'école est vécue comme le lieu de la reproduction sociale*»⁵.

Si le milieu enseignant, au lieu d'avancer la question écologique du monde que nous allons laisser à nos enfants (question légitime sans doute mais hors-cadre), posait la question «*des enfants à qui nous allons confier le monde*»⁶, avouons que la réponse, avant d'être formulée, mériterait quelques explications. Notre amorce de solution prendra en considération les contradictions qui travaillent l'enseignement secondaire. Enseignement hybride s'il en est, frappé par la massification et par essence problématique parce que comme le

3. Voir *Le Monde* du 10 octobre 1999.

4. J-C. Michéa, *op. cit.*

5. *Le Monde de L'Éducation*, septembre 1999, p. 28.

6. J-C. Michéa, *op. cit.*

disait Péguy, il n'y a que deux écoles : l'école primaire réservée aux apprentissages et l'enseignement supérieur où l'on transmet des savoirs⁷.

Cet enseignement secondaire est en mauvaise posture et ce pour deux raisons. D'abord l'arrivée massive de ceux que l'on appelle «*les nouveaux lycéens*»⁸ ou les exclus de l'intérieur, c'est-à-dire de ces élèves qui en auraient été exclus et qui arrivent pourtant dans les écoles, sans qu'on ait créé les conditions d'une action intégrative à leur égard, parce que justement ces élèves dépendent davantage de l'école pour acquiescer ce que l'institution scolaire va exiger d'eux⁹. Ensuite parce que l'ascenseur social est en panne et qu'il faudrait au même moment éduquer à la citoyenneté des jeunes dont l'horizon est un emploi occasionnel et occupationnel.

Comment dès lors les enseignants du secondaire ne se sentiraient-ils pas victimes et coupables tout à la fois dans l'incapacité de réaliser ce qu'on leur demande ? Si médiatiquement, on parle du chagrin des profs et de la misère en milieu enseignant, si le monde politique disserte sur une revalorisation sociale et éthique du métier, sur le terrain deux attitudes progressistes se manifestent, qui font de l'enseignement une force d'émancipation sociale.

la manière traditionnelle

Dans cette optique, l'enseignant est progressiste par essence parce que l'exigence de formation est porteuse d'une aspiration, parce que la qualification de la force de travail aide à combattre et l'exploitation et l'aliénation. Ainsi avec cette volonté de modifier la prégnance sociale, l'enseignant participe de la corporation de l'universel ; il exerce le plus beau métier du monde, il est «*habilité*» à construire pour reprendre l'expression d'Isabelle Stengers¹⁰. Or cette attitude, qui va du savoir vers l'élève et qui croit naïvement que l'école relève du non-marchand est aujourd'hui intenable. L'école appartient au

7. J.-C. Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Nathan, Paris, 1991.

8. F. Dubet, *Les lycéens*, Le Seuil, Paris, 1991.

9. P. Bourdieu, *La misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993, pp. 639 et suiv.

10. I. Stengers, *Intervention* au colloque de la DFLM, Université Libre de Bruxelles, 1998.

secteur économique parce qu'elle produit des qualifications indispensables à la production et elle appartient au champ idéologique parce qu'elle participe à la lutte et à la structuration des hiérarchies culturelles. Pourquoi ?

Parce que cet enseignant progressiste ne voit pas que ce désir d'excellence s'oppose au pragmatisme des classes dominantes, qui a toujours été d'adapter les connaissances aux impératifs du marché et aux besoins de l'entreprise. Parce que son idéal de l'indifférence aux différences se heurte à l'hétérogénéité des nouveaux apprenants qui ruine l'ancien dispositif de transmission. Parce que cet enseignant s'aperçoit qu'enseigner l'universel et les repères patrimoniaux crée des rejets, des refus, de la résistance et des blessures symboliques. Dès lors l'enseignant doute de la mission essentielle de l'école, qui demeure pour lui un lieu de construction des savoirs, qui transmet un héritage et qui doit insérer l'apprenant dans une perspective pour rompre avec la culture de l'immédiateté¹¹.

la manière moderniste

Dans ce cas, l'enseignant travaille à soulager la misère du monde, il est devenu une espèce particulière de travailleur social et il s'affirme comme un médiateur ou un animateur. Il socialise pour faire apprendre mais ne réalise que la première partie de sa mission. Il éduque donc, parce que les savoirs objectivés et abstraits posent problème aux nouveaux lycéens. Parce que sa tâche est impossible compte tenu de la «ghettoïsation» de certains établissements. Parce que si le niveau monte les échecs s'accumulent. Parce que la fracture sociale et ses conséquences lui montrent l'inégalitaire expertise de la compétence scolaire.

Et il se décourage car il lutte en vérité contre ce qui se passe dans son dos. Il se culpabilise parce qu'une certaine idéologie le persuade que l'entreprise est devenue un modèle d'innovation pédagogique¹². Il doit donner du sens aux apprentissages, mais on lui demande d'organiser des activités pour évaluer des compétences. A sa logique de bons sentiments, on lui oppose la logique technocratique du test et de l'éva-

11. S. Joshua, *L'école entre crise et refondation*, La dispute, 1999.

12. J-P. Le Goff, *La barbarie douce*, La découverte, Paris, 1999.

luation ou un discours moralisateur sur le savoir-être ou savoir-communiquer.

que faire ?

Faut-il enseigner ou éduquer ? La réalité est toujours plus complexe que nos volontés. Nous savons par exemple qu'il convient d'élever les savoirs mais que comme enseignants nous n'échapperons pas à la sélection ; qu'il ne faut pas enseigner de la même manière à tous, mais qu'il faut garder l'excellence ou pour le dire court : la démocratie, c'est la qualité pour tout le monde.

Marquons donc notre préférence : apprendre pour socialiser, socialiser par l'apprentissage et non pour (?); éduquer certes mais dans une relation au savoir. Affirmer donc et toujours la spécificité de l'école. Mais élever et travailler les savoirs suppose une formation coûteuse des enseignants. Elle seule permettra de combattre l'appropriation inégalitaire et différenciée des contenus d'enseignement ; elle seule amènera la réflexion sur les conditions de l'étude. C'est à l'aune de ce rapport différencié aux savoirs qu'il conviendrait de mesurer les innovations pédagogiques (autonomie des établissements, projet d'école, accès à la culture via Internet, etc.) pour que les apparences de la démocratisation ne se révèlent pas des réalités nouvelles de la reproduction.



lectures

Hitler, Haider : même combat (?)

Emmanuel DE BRUYNE

Casteels/Labor, 2000, 85 pages, 349 FB

Il y a en réalité trois auteurs à ce petit ouvrage salubre et pas coûteux : les historiens Emmanuel De Bruyne et Alain Colignon, du Centre d'études et de documentation «Guerre et société contemporaine», et le romancier François Emmanuel, qui signe la préface. Les racines historiques de l'extrême-droite autrichienne sont analysées par Colignon, qui remonte jusqu'au XIX^{ème} siècle. Raccourci d'autant plus utile qu'une imagerie tenace a identifié l'Autriche au romantisme, au culte de la valse et de Mozart.

La mise en parallèle d'extraits du programme du parti d'Hitler et du parti de Haider révèle (ou confirme) des rapprochements troublants ; mais à aucun moment, les auteurs ne confondent les deux personnages, ni les situations de 1920 et de 2000. Ils se bornent, textes à l'appui, à constater «une filiation idéologique certaine». Il serait très instructif de prolonger le parallèle en prenant en compte le programme du *Vlaams Blok*.

Rosine Lewin

Le troisième âge du quatrième pouvoir Où va la presse?

Gabriel THOVERON

Labor - Quartier libre, 1999, 96 pages

Gabriel Thoveron a enseigné en divers lieux l'histoire et la sociologie du journalisme. En lisant son livre, on accède au moins pour partie au savoureux stock de citations qu'il a constitué pour illustrer son cours, et qui alimente sa réflexion sur l'évolution de la presse. Il y distingue trois temps : presse d'opinion, puis presse d'information et aujourd'hui presse du spectacle. A la question «Où va la presse ?», il répond avec prudence, recommandant pour l'essentiel aux lecteurs d'être plus critiques, plus exigeants, afin de ne pas se laisser emporter par le flot montant de l'image, d'une image brute, fulgurante et étourdissante.

La préhistoire de la presse cesse avec la Révolution française. En 1784 Beaumarchais écrivait *«Pourvu que je ne parle dans mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement sous l'inspection de deux ou trois censeurs»*. Cinq ans après, la Déclaration des Droits de l'homme proclame que *«la libre communication de la pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme»*. Promue à la dignité «d'œil du peuple», la presse des premières années de la Révolution française entend assurer la transparence des débats auxquels elle participe d'ailleurs. Très vite, débat et combat se confondent, la passion l'emporte sur l'argumentation. Le journal est devenu un instrument d'appartenance idéologique et politique. C'est le temps où, *grosso modo*, seule la bourgeoisie détient le droit de voter, et de se payer un journal.

Les progrès techniques vont permettre à la fois une hausse des tirages et une baisse des prix. Ainsi s'ouvre l'ère de la presse d'information et aussi de la concurrence, laquelle appelle la publicité. Déjà, *«l'intention n'est plus d'abord de défendre des idées, mais surtout de faire des affaires»*. On assiste, montre Thoveron, à *«un phénomène de chosification : la gazette est une marchandise qui transforme ses propres*

consommateurs en marchandises». De là à ce que l'essor de l'entreprise de presse se substitue au droit à l'information, il n'y a qu'un petit pas. Exemples belges à l'appui (*Le Soir, La Dernière Heure...*), l'auteur montre comment s'opère l'imprégnation des lecteurs par les idées dominantes.

Ce n'est évidemment pas à une date précise que la presse dite d'information s'est muée en presse du spectacle. Les photos étaient utilisées et manipulées depuis longtemps. Mais la quantité s'est transformée en très mauvaise qualité. Sur ce que représente Citizen Murdoch, sur la difficulté du journalisme d'investigation, sur le rôle des maquettes, l'auteur apporte une brassée d'observations pertinentes.

Suffira-t-il de la lucidité citoyenne pour rompre avec la presse-spectacle, avec le pouvoir de CNN, avec le poids du dollar sur le monde ? Non sans doute. Mais à l'heure où commence à se manifester une opinion publique mondiale, par exemple à Seattle, l'analyse de Thoveron contribuera à mobiliser l'esprit et l'action critiques.

R.L.

La gauche en mal de la gauche

Nicolas LATTEUR

Editions De Boeck Université - Pol/His, 1999, 216 pages, 980 FB.

Le titre est sibyllin, mais l'objet est clair : Latteur analyse le congrès du PS, dit des incompatibilités, de décembre 1964, qui n'est pas seulement un épisode mal connu de l'histoire du mouvement ouvrier, mais aussi un épisode très significatif de cette histoire. En deux mots, ce congrès a décidé de déclarer incompatibles d'une part l'adhésion au parti, de l'autre une fonction dirigeante au Mouvement Populaire Wallon et/ou une collaboration aux journaux *La Gauche* et *Links*.

Préfacier du livre, Mateo Alaluf estime que son enjeu est de faire mieux comprendre que «*le socialisme belge est fait à la fois de réformes, de gestion des réformes et de contre-réformes*». Trois moments étroitement imbriqués, ajoute Alaluf, et modelés par les conflits. Précisément, le conflit aigu analysé par Latteur dévoile les limites, à un moment de son histoire, des réformes que veut porter le PSB. Au cœur du drame, le détournement d'une volonté clairement exprimée, bien au delà des membres du PSB, par les acteurs de la grève du siècle : volonté de réformes de structure anticapitalistes, volonté de sauver la Wallonie par le fédéralisme.

Car le PSB très unitariste gouverne avec le PSC, entend ne pas bousculer l'ordre capitaliste, et gère ses débats intérieurs avec une grande parcimonie démocratique. Sa loyauté gouvernementale se heurte à l'action du MPW et aux écrits de *La Gauche* et de *Links*. Ici et là, des socialistes militent aux côtés de trotskistes, de communistes et de chrétiens et ils se battent pour rappeler au PSB ses raisons d'être, sa Charte de Quaregnon, ses objectifs de transformation structurelle. Leur combativité est servie par des personnalités de premier plan, tels Ernest Mandel ou Jacques Yema.

Le PSB déclare admettre le droit de tendances mais refuse qu'il soit «illimité». Formellement, c'est de cela qu'il sera beaucoup question au congrès. Fondamentalement, c'est le processus de clientélisation et de bureaucratisation du parti qui est en cause. Le principe de l'incompatibilité sera adopté en décembre 64. Ce vote ne sauvera pas le parti socialiste de défaites électorales successives.

Le travail de Nicolas Latteur, qui a exigé des recherches importantes, est sérieux, original et suscitera certainement d'intéressants débats. En décortiquant tant le mouvement social que les votes congressuels, tant les tensions communautaires que les compromissions du PSB, il fait revivre tout un pan de l'histoire du socialisme belge.

Je regrette pour ma part que, centré sur l'activité de *La Gauche* et plus particulièrement sur l'action de militants trotskistes, il ait par moments confondu le nom d'un hebdomadaire avec la notion de gauche. En témoigne le titre même de l'ouvrage où manquent, me semble-t-il, une paire de majuscules et une paire de guillemets. En témoigne aussi la manière dont est traitée la grève des mineurs borains de février 1959 (p. 17): il n'est pas exact que la décision du Conseil national des charbonnages soit passée presque inaperçue. La place que lui accorde *Le Drapeau rouge* suffit à le démontrer.

Plus généralement, le travail de Latteur ne rend pas compte de la place que les communistes occupaient alors au sein de la gauche. Certes, il ne les ignore pas complètement. Dans son index thématique, le PCB figure onze fois! Mais s'il est bien évident qu'Ernest Mandel, Ernest Glinne et Ernest Burnelle avaient des vues divergentes sur certains problèmes précis, ils étaient du même côté de la barricade. Ce qu'exprimait par exemple Claude Renard dans le *DR* du 5 novembre 1964 à propos de la chasse aux sorcières déclenchée par le PSB: *«nous ne sommes pas de simples spectateurs, nous ne nous bornons pas à compter les coups. L'affaire concerne tout le mouvement ouvrier»*.

Notre propos n'est pas de chercher des poux sur le crâne de Nicolas Latteur, crâne prometteur et tout à fait respectable. Notre préoccupation: veiller à ce que l'histoire ne se laisse pas tenter par une simplification qui, au nom de ce qui s'est produit après-coup, «gomme» le rôle des communistes dans les luttes du mouvement ouvrier. Après tout, l'action du PC pour le Referendum d'initiative populaire, pour le retour de Fouron à Liège, pour les réformes de structure, contre les trusts, cette action n'est-elle pas indissociable de celle des autres protagonistes de la gauche?

R. L.

L'Etat face à l'insécurité Dérives politiques des années 90

sous la direction de Yves CARTUYVELS
et Philippe MARY

Labor - La Noria, 1999, 352 pages, 799 FB.

Apparemment, ce livre nous ramène au siècle passé - «les années 90». Et s'il est vrai que certaines contributions de ce recueil inter-universitaire et pluridisciplinaire datent de 93, de 95, de 97, son actualité est garantie. M. Verwilghen, ministre de la justice, peaufine son plan fédéral de sécurité (auquel il entend associer le secteur privé); Charles Picqué, commissaire à la politique des grandes villes a déposé en décembre dernier une note qui acte la montée de l'insécurité... Celle-ci reste effectivement «un problème politique majeur».

Loin d'être dépassé, le livre coordonné par Yves Cartuyvels et Philippe Mary, apporte réflexions et interrogations de fond, susceptibles de repenser radicalement le problème de la «montée d'une société de défiance». Les CM (n° 200) avaient, parmi d'autres revues, abordé le dossier sous le titre «Dérives sécuritaires». L'ouvrage que publie Labor élargit et approfondit le débat, en particulier dans sa troisième partie, qui traite des métamorphoses de l'action étatique et où Jean Remy scrute, dans un texte à visée théorique, les notions de contrôle social, de négociation, de transaction, de coordination, de partenariat, notions que l'on croise au fil des pages, vues du terrain. C'est ainsi qu'Isabelle Poulet analyse finement les changements apportés dans les conditions de travail par la pratique du partenariat, tout en indiquant les limites de ces changements. Yves Cartuyvels souligne d'entrée de jeu la complexité du sentiment d'insécurité, qu'avec d'autres (Andrea Rea par exemple) il refuse de réduire à la peur de la petite délinquance. Luc Van Campenhoudt ne craint pas d'être provocant en montrant que, pour certains, l'insécurité focalisée sur la petite délinquance, est «moins un problème qu'une solution»: elle permet en effet d'évacuer les aspects (décisifs, ceux-là) de la perte du lien social, de la déliquescence de l'Etat social. La logique des contrats de sécurité relève d'un «nouveau compromis socio-pénal» aux effets pervers, parce qu'elle ne distingue pas assez aide et contrôle, parce qu'elle fait des drogues un usage politique.

Chez tous les contributeurs du recueil, on trouve la même préoccupation : décoder la rhétorique sur les nouvelles politiques sociales, leur modernité et leur globalité, en montrant qu'elles s'attaquent bien plus à des effets individuels qu'aux causes structurelles de l'insécurité.

Ne vous privez pas de cette lecture !

R. L.

Les auteurs : Yves Cartuyvels, Jean-Michel Chaumont, Marie-Sophie Devresse, Christine Guillain, Dan Kaminski, Philippe Mary, Isabelle Poulet, Andrea Rea, Jean Remy, Christine Schaut, Luc VanCampenhoudt

Cahiers Africains
République Démocratique du Congo
Chronique politique d'un entre-deux-guerres

n° 35-36, octobre 1996/juillet 1998, 364 pages, 900 FB.

Cette copieuse publication couvre une période bien ciblée : de la création de l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo, l'organe politique issu de la rébellion/invasion qui conduisit au pouvoir Laurent-Désiré Kabila, jusqu'à la veille du déclenchement d'une nouvelle rébellion/invasion dirigée cette fois contre le régime Kabila.

Ce travail - auquel se sont attelés Gauthier de Villers et Jean-Claude Williame (tous deux attachés à l'Institut Africain/CEDAF), Jean Omasombo, professeur à l'université de Kinshasa et Erik Kennes, chercheur à l'Institut Africain/CEDAF - se veut un ouvrage de référence et un outil de travail. Il comprend trois parties : politique intérieure, relations entre le régime Kabila et la région du Kivu, aspects internationaux.

Les participants du cercle *Kaba Lisolo* de Free/Ixelles - Matonge retrouveront ainsi deux des orateurs qui marquèrent le cycle 98/99 de leurs conférences-débats.

R. L.

Dictionnaire du prêt-à-penser

Mateo ALALUF

EVO, collection politique, Bruxelles, 2000, 102 pages

«*Les mots du pouvoir*», écrit Mateo Alaluf en guise d'explicitation de sa salubre entreprise de *strip-tease* idéologique : feu sur le politiquement correct et les mots pour (ne pas) le dire. La bataille des mots, contrairement à une autre idée reçue, n'est pas un combat inutile : pensez par exemple à flexibilité, et à son contraire, rigidité. Flexibilité évoque souplesse, le roseau plutôt que le chêne, l'intelligence plutôt que la bêtise à front de taureau ; essayez ensuite de vous poser en adversaire des mesures de flexibilité (modernes, pour être complet) prônées par les élites qui nous dirigent, et vous constaterez immédiatement le handicap dont vous souffrez dans la polémique. Par contre, si vous aviez pu parler de sécurité d'existence, et si vous aviez pu pousser vos adversaires à parler de précarité et d'isolement, le handicap ne serait plus du même côté.

Dans son livre, Mateo Alaluf a d'une part collecté les petits textes que les lecteurs de la revue *Politique* connaissent pour les avoir découverts numéro après numéro, dans la rubrique qui porte le même titre que le livre (il décortique les mots, écrit l'éditeur, «*d'activation*» à «*valorisation*» en passant par «*nouvelle gauche néo-libérale*») ; il leur a joint quelques écrits plus longs, qui mettent ses critiques ponctuelles en perspective, de manière à les éclairer d'une réflexion plus étayée.

Le fil conducteur de l'entreprise se laisse clairement appréhender : les thèmes discutés – à savoir l'emploi, la protection sociale et l'immigration – sont restitués dans un contexte historique qui, sans nier l'importance des changements que nous connaissons tous, remet les conflits sociaux au centre du débat, en insistant tout particulièrement sur la dimension de continuité qui les caractérise au moins depuis le XIX^{ème} siècle. Bref, un petit livre qui évite de prendre des vessies pour des lanternes, la droite pour la gauche, et Guy Verhofstadt pour un leader révolutionnaire.

Pierre Gillis

***Que nos valeurs sont universelles
et que la guerre est jolie
(1999 - guerre en Yougoslavie)***

ouvrage coordonné par Yannick BOVY
et Barbara DELCOURT

éditions du Cerisier (Cuesmes, 1999)
collection place publique, 319 pages, 700 FB

L'avertissement qui ouvre le (copieux) livre dirigé par Yannick Bovy et Barbara Delcourt nous annonce que l'ouvrage se situe entre l'écrit sur le vif et la réflexion du lendemain. Le fait est incontestable, mais près d'un an après la guerre en Yougoslavie, on peut (mal)heureusement entériner le bien-fondé de la plupart des réflexions qui nous sont proposées : heureusement pour la sagacité des auteurs, malheureusement pour les peuples concernés, le temps passé depuis les a validées. On sent, à l'évidence, que c'est un sentiment de profonde indignation face à l'intervention de l'OTAN qui a motivé la décision de rassembler et d'éditer ces textes, mais le livre est bien plus que l'expression d'un cri de protestation, même si cette dimension n'est pas absente - je pense en particulier à la contribution d'Alain Badiou dénonçant les serviteurs de la Sainte Alliance qui se met en place sous nos yeux, ou à celle d'Harold Pinter intitulée «*Clinton est dangereux*».

Le regroupement des contributions par thème démontre la volonté d'aborder la question sous une réelle diversité d'angles d'attaque, de manière à tenter d'en faire le tour : réorientation stratégique de l'OTAN, question nationale, droit international, enjeux économiques et géopolitiques, rôle des médias, tout est passé au crible d'une critique rigoureuse et pointue, appuyée sur la republication de documents éclairants trop souvent ignorés (l'appendice B des non-accords de Rambouillet, ainsi que les exigences du G-8).

Ceux de nos lecteurs qui nous suivent régulièrement savent l'intérêt que nous portons aux questions nationales, à leur rôle fédérateur comme à leurs dérives, dont les sanglantes crises yougoslaves témoignent plus qu'à suffisance... On ne s'étonnera donc pas de nous voir pointer particulièrement le texte de Barbara Delcourt («*Vices et vertus du droit à l'autodétermination*» - une belle discussion des apories que cette

notion recouvre) pour en souligner l'intérêt : la proclamation d'un droit à l'autodétermination d'un peuple ne règle rien si elle ne s'accompagne pas d'une définition suffisamment consensuelle de ce qu'est un peuple - et ce n'est pas demain la veille qu'on y arrivera... En vrac, et seulement pour vous donner l'envie d'acheter et de lire le livre, on épinglera aussi (et toujours positivement) Eric Remacle qui traite des questions de sécurité en Europe et du rôle de l'OTAN, François Chesnais et Claude Serfati sur les liens entre la guerre, Wall Street et les industries d'armement, et Olivier Corten qui décortique l'auto-proclamée communauté internationale («*Il était une fois la 'Communauté internationale', composée des Etats les plus riches et les plus puissants de la planète, ivres de leur domination économique, politique, militaire et culturelle, sûrs de leur 'bon droit' et donneurs de leçons d'éthique et d'humanité...*»).

Pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre pourquoi et comment une politique impériale a pu revêtir les atours de l'humanitaire.

P.G.

**Les Cahiers Marxistes
sont déposés
dans les librairies suivantes :**

- ABELARD Bouquinerie
Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) - 1050 Bruxelles
- AGORA Liège
Rue des Carmes, 7 - 4000 Liège
- AGORA Louvain-la-Neuve
Agora, 11 - 1348 Louvain-la-Neuve
- ALINEA
Rue Beaumont, 21 - L- 1536 Luxembourg
- A LIVRE OUVERT
Rue St Lambert, 116 - 1200 Bruxelles
- BIBLIO-REGENCE
Rue de la Régence, 53 - 4000 Liège
- BRUXELLES LUMIERE 110
Bd. Adolphe Max, 110 - 1000 Bruxelles
- L'AVENIR
Rue St Léonard, 102 - 4000 Liège
- LA DERIVE
Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier, 171 - 1000 Bruxelles
- L'ILE AUX CHATS
Rue Faider, 121 - 1050 Bruxelles
- LIBRAIRIE NOUVELLE - HERMAN
Passage de la Bourse, 4/6 - 6000 Charleroi
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
Rue d'Havré, 35 - 7000 Mons
- LIBRIS - TOISON D'OR Espace Louise
Av. de la Toison d'Or, 40/42 - 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE
Rue Lelièvre, 1 - 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
Av. Paul Héger, 42 - 1050 Bruxelles
- TROPISMES
Galerie des Princes, 11 - 1000 Bruxelles
- WALLONIE - BRUXELLES
Rue Quincampoix, 46 - F - 75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN : 0591-0633

Editeur responsable : Pierre Gillis
6, N-D Débonnaire
7000 - Mons

Production, propriété & copyright : FREE, mouvement
d'éducation permanente reconnu par la Communauté française
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépot : Bruxelles X

300 F.